

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POSTGRADUATE SCHOOL FOR THE
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

**CRISES SECURITAIRES ET CONTRAINTES
BUDGETAIRES AU CAMEROUN : ETUDE
CROISEE DE BOKO HARAM ET DE LA CRISE
ANGLOPHONE (2014-2024)**

Mémoire présenté et soutenu le 27 mars 2026 en vue de l'obtention du diplôme
de Master en Histoire

Option : Histoire des Relations Internationales

Par

Jean Claude Benjamin Mahop
Licence en Histoire



Jury :

Président : Mathieu Jeremie ABENA ETOUNDI, MC.

Rapporteur : Eveline APISAY AYAFOR, MC.

Membre : Francis Romuald MVO'O, CC.

Mars 2026

NOTE D'AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

SOMMAIRE

DEDICACE	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES.....	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	vi
RESUME	vii
ABSTRACT.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : FONDEMENTS HISTORIQUES ET DYNAMIQUES DES CRISES SECURITAIRES AU CAMEROUN.....	27
I. Contexte politique, socio-économique et sécuritaire du Cameroun	28
II. Crise de Boko Haram et la menace dans le bassin du lac Tchad.....	37
III. Crise anglophone : Genèse, escalade et réponses sécuritaires	46
CHAPITRE II : CADRE INSTITUTIONNEL ET DYNAMIQUE BUDGETAIRE EN PERIODE DE CRISE (2014-2024)	53
I. Organisation institutionnelle et cadre de gestion budgétaire.....	54
II. Évolution macroéconomique et contraintes financières	60
III. Aperçu budgétaire en période de crise	66
CHAPITRE III : ANALYSE COMPAREE DES CRISES BOKO HARAM ET ANGLOPHONES	73
I. Dynamiques sécuritaires comparées	74
II. Évolution budgétaire des deux crises.....	94
III. Conséquences macroéconomiques et sociales.....	102
CHAPITRE IV : DEFIS ET PERSPECTIVES POUR LA STABILITE BUDGETAIRE	109
I. Les défis actuels.....	110
II. Perspectives de sortie des crises et stabilisation budgétaire.....	118
CONCLUSION	128
ANNEXES	131
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHES.....	141
TABLE DES MATIERES.....	153

À toute la famille Mahop

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il nous est particulièrement agréable d'exprimer notre gratitude envers toutes celles et ceux qui, par leur soutien, leurs, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Nous remercions tout d'abord notre directrice de mémoire le Professeur Eveline Apisay Ayafor, pour son encadrement attentif, ses lectures et ses remarques qui ont guidé chaque étape de ce travail.

Nous sommes reconnaissants envers tous les enseignants du Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres, et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I pour la qualité de la formation reçue et pour les ressources mises à notre disposition tout au long de notre parcours. Merci aux personnels administratifs pour leur disponibilité et leur aide logistique.

Nos remerciements vont aussi aux institutions et organismes qui ont fourni des données et des appuis documentaires essentiels à nos analyses (INS, MINFI, MINEPAT, MINDEF, MINAT, BEAC) ainsi qu'aux agences internationales et ONG (Banque mondiale, FMI, OCHA, HCR, etc.) dont les rapports ont alimenté la partie empirique de ce mémoire.

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude à nos camarades et amis avec qui nous avons fait le terrain, aux autorités administratives, et à toutes les personnes (responsables locaux, acteurs associatifs, témoins, victimes et agents publics) qui ont accepté de partager leur expérience et leur savoir.

Enfin, nous dédions aussi nos remerciements à notre famille et à nos proches en particulier : à nos parents et grands-parents, à monsieur Nkinda Mahop, à monsieur Jean Claude Fils Mahop, à monsieur Moise Makon Batoum, à monsieur Felix Abolo Abolo, pour leur patience, leur amour et leurs encouragements sans faille ; et à tous mes amis et soutiens qui m'ont aidé moralement et matériellement à mener ce travail à son terme.

À tous, nous vous disons merci. Ce mémoire est aussi le vôtre.

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

ACLED	<i>Armed Conflict Location & Event Data</i>
ADE	Aide au Développement Économique
ADF	<i>African Development Fund</i> (Fonds Africain de Développement)
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des États de l’Afrique Centrale
BH	Boko Haram
BIP	Budget d’Investissement Public
BIR	Bataillon d’Intervention Rapidement
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central des Recensements et des Études de Population
CDBF	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CED	Centre des Études pour la Défense
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
COGER	Comité de Gestion des Risques
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DI	Déplacés Internes
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi
FMI/IMF	Fonds Monétaire International/ <i>International monetary funds</i>
FMM/ MNJTF	Forces Multinationales Mixte/ <i>Multinational Joint Task Force</i>
HRW	<i>Human Right Watch</i>
INS	Institut National de la Statistique
LOLF	Loi de Finances
MINAT	Ministère de l’Administration Territoriale
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEPAT	Ministère de l’Économie, de la Planification et de l’Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MRC	Mouvement pour la Renaissance du Cameroun
NGO / ONG	<i>Non-Governmental Organization</i> / Organisation Non Gouvernementale
NOSO	Nord-Ouest et Sud-Ouest (régions anglophones du Cameroun)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONU	Organisation des nations unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OTAN	Organisation du Traité de l’Atlantique Nord
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SDF	<i>Social Democratic Front</i>
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
UE	Union Européenne
UA	Union Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’Enfance
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Cartes :

n° 1: Carte du Cameroun : zones affectées par les crises sécuritaires 2014-2024	7
n° 2: Carte de la situation sécuritaire du Cameroun	30
n° 3: Lac Tchad : théâtre des attaques de Boko Haram 2015-2017	34
n° 4: Cartographie des villes et villages affectés par Boko Haram au Cameroun	40
n° 5: Zones frontalières affectées par Boko Haram	84

Figures :

1: Profil du Camp de Minawao 2023	44
2: Répartition par genre et par groupe de vulnérabilité	45
3: Évolution de contribution à la croissance du PIB 2016-2021(en pourcentage).....	62
4: Évolution du service effectif de la dette publique extérieure.....	64
5: Évolution de l'allocation sectorielle	72
6: Evolution du budget défense et sécurité par rapport au budget général (2018-2024).....	95
7: Envolé de la dette souveraine par donateur de fond (Déc. 2020-juin 2022) / (Déc. 2022-juin 2024).....	97

Tableaux :

1: Comparaison sommaire des caractéristiques clés de la crise Boko Haram vs. La crise anglophone au Cameroun	81
2: Principaux postes du budget de l'État au Cameroun (exercice 2025).....	119

Images :

1: Étapes du processus d'élaboration budgétaire	57
2: Évolution des conflits au Cameroun 2016-2022	76
3 : Principales zones d'attaques de la crise anglophone	87
4 : Événements violents impliquant les forces de défense d'Ambazonie, 2017-2025	89
5 : Ecole détruite par les séparatistes anglophones	100
6 : Etat de l'hôpital de district de Mamfé après l'attaque du 11 juin 2022.....	101

RESUME

A Partir de 2014, le Cameroun fait face à de nombreuses crises sécuritaires, dont l'analyse s'inscrit dans la problématique des crises sécuritaires et contraintes budgétaires du Cameroun : étude croisée de Boko Haram et de la crise Anglophone (2014-2024). Parmi celles-ci figurent notamment l'insurrection de Boko Haram dans l'Extrême-Nord depuis 2014, caractérisée par une violence transfrontalière à dimension djihadiste, et la crise anglophone dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest (depuis 2016), aux origines politico-identitaires et institutionnelles. Ces conflits surviennent dans un contexte de vulnérabilités structurelles marquées par la pauvreté rurale, le chômage des jeunes, la faiblesse de l'État local et des investissements sociaux insuffisants. L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact de ces crises sur la stabilité budgétaire du Cameroun entre 2014 et 2024, en examinant comment elles ont modifié la structure du budget national, réorienté les priorités de dépense, et affecté les marges de manœuvre fiscales de l'État. La démarche méthodologique repose sur une approche mixte combinant l'analyse documentaire (lois de finances, rapports MINFI, MINEPAT, FMI, Banque mondiale), l'exploitation de séries budgétaires et macroéconomiques, et des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs institutionnels et territoriaux. Les résultats montrent que, malgré des logiques différentes, les deux crises induisent des effets budgétaires convergents : hausse massive et durable des dépenses de sécurité, multiplication des crédits d'urgence, compression des budgets sociaux et productifs, accroissement du déficit et de la dette publique, et dépendance renforcée aux financements extérieurs. Si ces dépenses ont permis de contenir partiellement les menaces, elles ont affaibli la capacité d'investissement de long terme de l'État. L'étude conclut que la stabilisation durable requiert une rationalisation des dépenses sécuritaires, une gouvernance budgétaire plus transparente, une décentralisation effective et un renforcement des économies locales

Mots-clés : Cameroun ; crises sécuritaires ; budget public ; stabilité budgétaire ; gouvernance.

ABSTRACT

From 2014, Cameroon has been facing numerous security crises, the analysis of which falls within the framework of security crises and budgetary constraints of the Cameroonian: a cross-analysis of Boko Haram and the Anglophone crisis (2014-2024). Among these are notably the Boko Haram insurgency in the Far North region since 2014, characterized by transnational violence with a jihadist dimension, and the anglophone crisis in the North-West and South-West regions (since 2016), rooted in politico-identity and institutional grievances. These conflicts occur in a context of structural vulnerabilities marked by rural poverty, youth unemployment, the weakness of the local state, and insufficient social investments. The objective of this study is to analyze the impact of these crises on Cameroon's budgetary constraints between 2014 and 2024, by examining how they have altered the structure of the national budget, reoriented spending priorities, and affected the State's fiscal space. The methodological approach is based on a mixed-methods design combining documentary analysis (finance laws, reports from MONFI, MINEPAT, IMF, and the World Bank), the exploitation of budgetary and macroeconomic data series, as well as semi-structured interviews conducted with institutional and territorial actors. Findings reveal that, despite their different origins, both crises produced similar fiscal effects: a significant and sustained rise in security expenditure, proliferation of emergency funds, compression of social and productive sectors, widening of the fiscal deficit and public debt, and increased dependence on external financing. While these expenditures helped contain the immediate threats, they weakened the state's long-term investment capacity. The study concludes that sustainable stabilization requires a rationalization of security spending, greater budgetary transparency, effective decentralization, and strengthened local economies.

Keywords: *Cameroon, security crises, public budget, fiscal stability, governance.*

INTRODUCTION GENERALE

1. Présentation du sujet

Depuis de nombreuses années, le Cameroun est marqué par une conjoncture complexe mêlant enjeux régionaux et intérieurs. D'un point de vue historique et géopolitique, le Cameroun se trouve au cœur de plusieurs foyers de crise. Sur le plan frontalier, les troubles en République centrafricaine affectent la partie orientale du pays, tandis que la montée du terrorisme djihadiste notamment à travers Boko Haram, impacte la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Sur le plan interne, des revendications sociopolitiques anciennes dans les régions anglophones se sont progressivement transformées en une insurrection armée depuis 2016. Le président Paul Biya au pouvoir depuis 1982 et réélu en 2018, doit gérer ces défis sécuritaires tout en poursuivant des réformes économiques (diversification, PND 2020-2030) et en affrontant le ralentissement mondial (chutes des cours du pétrole, pandémie COVID-19). Selon une analyse gouvernementale récente, le Cameroun fait face à une « succession de crises : la crise Boko Haram dans l'Extrême Nord depuis 2014, la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 2016, la crise humanitaire dans la région de l'Est et la crise sanitaire mondiale dû à la pandémie COVID-19¹. Cette pluralité de crises, couplée à des contraintes budgétaires intérieures notamment l'inflation mondiale et la baisse des recettes pétrolières entre autres, crée un contexte d'insécurité et de tension économique durable. Dans ce paysage, deux crises sécuritaires principales se distinguent par leurs causes et dynamique propre : la guerre contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la crise anglophone dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

2. Raisons du choix du Sujet

Le choix de ce thème s'appuie sur plusieurs plans convergents, personnels, académiques et scientifiques qui soulignent son importance et sa pertinence. Sur le plan personnel, nous sommes profondément intéressés par la région et conscient des difficultés historiques du Cameroun. Les crises récentes (séparatiste anglophone et Boko Haram) ont largement marqué l'actualité locale et internationale, et ont naturellement suscité une interrogation sur leurs effets économiques. Ce constat a orienté la recherche vers l'analyse de ces phénomènes et de leurs implications budgétaires. Notre parcours en Histoire des Relations Internationales, ainsi que notre passion pour le domaine de la sécurité et des finances, et notre curiosité pour les conflits africains motivent ce choix. D'un point de vue académique, la rédaction du présent mémoire s'inscrit dans le cadre de l'exigence de fin de formation en cycle de Master en histoire,

¹ J.C. Kouam, et al, *Rapport sur le budget 2021 de l'Etat du Cameroun : Une analyse de la soutenabilité de la dette publique*, Yaoundé, Nkafu Policy Institute, Denis & Lenora Foretia Foundation, 2021, p.26.

conformément aux normes à l'Université de Yaoundé I. elle répond à l'obligation faite à tout étudiant de produire un travail de recherche scientifique en vue de l'obtention du diplôme de Master. À cet effet, le choix de ce thème s'inscrit dans une démarche de mise en pratique des connaissances théoriques acquises au cours de la formation, notamment en histoire contemporaine, en analyse des conflits et en méthodologie de la recherche. Scientifiquement, il existe un vide relatif dans la littérature : les travaux académiques par exemple ceux de Piet Koning sur la question anglophone ou de Vincent Foucher sur Boko Haram et les rapports d'organisations internationales telles que ceux de l'ONU, ICG, et le FMI étudient généralement ces crises séparément. Une analyse croisée des deux permet donc d'innover en combinant leurs dimensions communes et en examinant leurs interactions. Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'orientation de notre spécialité, qui privilégie les études comparatives et multidisciplinaires sur les questions internationales.

Aborder simultanément le conflit contre Boko Haram et la crise anglophone requiert une approche croisée faisant intervenir plusieurs disciplines. D'abord, la dimension historique est essentielle pour comprendre les racines coloniales et postcoloniales des tensions. Le Cameroun, héritier d'un partage complexe entre puissances européennes, porte des cicatrices historiques (dissolution du fédéralisme en 1972, marginalisation ressentie des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, rapports ambigus avec le Nigeria) qui éclairent en partie l'émergence des conflits actuels. En examinant l'évolution historique du pays, on perçoit comment les fractures identitaires et territoriales ont été nourries au fil du temps. Ensuite, la dimension géopolitique donne un cadre d'ensemble : le Cameroun est situé au carrefour de plusieurs zones sensibles. Il partage une longue frontière avec le Nigeria, foyer originel de Boko Haram, et se trouve proche du Tchad, du Nigéria, et de la Centrafrique, ce qui rend ces crises particulièrement internationales. L'analyse géopolitique englobe le rôle des acteurs externes (par exemple le soutien militaire de la CEMAC, de la force multinationale mixte du bassin du Lac Tchad, ou l'aide occidentale dans la lutte antiterroriste), ainsi que la diplomatie régionale (négociations sous l'égide de la CEEAC ou de l'ONU pour la crise anglophone, préoccupations du Nigeria vis-à-vis de Boko Haram, tensions politiques avec le monde anglophone international). Ces deux crises s'inscrivent aussi dans les défis du Sahel et de la lutte mondiale contre le terrorisme, conjuguant enjeux locaux et enjeux internationaux.

La dimension socio-économique révèle les conséquences concrètes pour les populations et les finances publiques. L'approche socio-économique étudie comment les conflits affectent le tissu économique tel que l'agriculture, exploitation forestière, activités

transfrontalières et la cohésion sociale (éducation, santé, mobilités internes). Par exemple, la crise anglophone perturbe lourdement l'économie des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest (déclin de la production forestière, secteurs tertiaires entravés par la violence), tandis que la menace de Boko Haram dévaste l'Extrême Nord du pays et nécessite de mobiliser d'importantes ressources pour la sécurité. Ce pan de l'approche permet d'établir des corrélations entre les événements sécuritaires et les indicateurs socio-économiques tels que le PIB régional, les investissements étrangers, taux de pauvreté, migrations internes, etc...

En bref, ce choix de sujet est motivé par un intérêt personnel, pédagogique et scientifique clairs, par l'importance stratégique des enjeux en Afrique centrale, par la pertinence pour les domaines des Relations Internationales et des politiques publiques, et par la nécessité de combler un vide scientifique. En se positionnant à l'interface de l'histoire, de la géopolitique et de l'économie politique, ce travail entend contribuer à la paix et au développement en éclairant la conduite de l'action publique dans des contextes de crise, tout en apportant un éclairage neuf sur les problématiques de gouvernance sécuritaire.

3. L'Intérêt du Sujet

L'intérêt de ce sujet réside dans sa capacité à répondre à des enjeux pédagogiques et scientifiques, sociaux, politiques et internationaux de grande envergure, et à apporter une contribution significative à l'Histoire, au domaine des Relations Internationales, à la gouvernance sécuritaire et aux études de paix et de sécurité en Afrique centrale. Ce travail ne se contente pas de faire une simple analyse des crises sécuritaires qui secouent le Cameroun depuis plus d'une décennie, mais il s'efforce de croiser les dynamiques de ces conflits, en les inscrivant dans un cadre global qui interroge aussi bien les pratiques de gouvernance intérieure que les relations internationales et les impacts économiques de ces crises. Ce croisement des deux crises majeures du pays (Boko Haram et la crise anglophone) constitue une véritable valeur ajoutée à l'analyse des conflits contemporains dans la région, en fournissant une vision systémique et nuancée de la réalité camerounaise et de ses implications pour la stabilité régionale.

Le choix de ce sujet offre un intérêt pédagogique et scientifique majeur en raison de son originalité dans le domaine de l'histoire des relations internationales et des études de conflits. En effet, bien que des travaux existent sur le Boko Haram et la crise anglophone de manière séparée, très peu d'études ont entrepris une analyse croisée de ces deux crises dans une perspective historique, géopolitique, et socio-économique. La plupart des recherches actuelles

se concentrent sur les aspects sécuritaires notamment la lutte contre le terrorisme pour Boko Haram, répression des séparatistes pour le NOSO et les répercussions humanitaires, sans prendre en compte l'impact économique et budgétaire des deux crises sur le développement du pays. Ce travail propose donc un éclairage inédit, en mettant en lumière les connexions entre les deux crises, ainsi que les interférences possibles entre les stratégies de gestion de ces deux conflits par l'État camerounais. Cette approche pluridisciplinaire, croisant histoire, géopolitique, économie et science politique contribue ainsi à la littérature existante sur les conflits en Afrique et à une meilleure compréhension des dynamiques complexes qui régissent les conflits sécuritaires dans le contexte de gouvernance d'un pays postcolonial en Afrique centrale.

Le Cameroun, en tant qu'État frontalier de plusieurs zones sensibles notamment le Nigéria, le Tchad, la RCA, est stratégiquement important pour la stabilité de l'Afrique centrale et du bassin du lac Tchad. Dans ce contexte, l'étude de ces deux crises ne se limite pas au Cameroun ; elle met également en évidence leurs implications régionales et internationales. En effet, les implications de ces crises dépassent les frontières nationales et affectent la stabilité des pays voisins et la coopération sous régionale en matière de sécurité. L'intérêt du sujet réside donc dans sa pertinence pour la paix et la sécurité en Afrique centrale. Analyser la manière dont ces deux crises ont perturbé la gouvernance sécuritaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières camerounaises, permet de mettre en lumière des leçons importantes pour la gestion de crises similaires dans d'autres contextes africains. Ce travail pourrait contribuer à une meilleure compréhension des défis de gouvernance sécuritaire dans un environnement de plus en plus marqué par les conflits internes et les menaces transnationales.

Une autre dimension cruciale de l'intérêt de ce sujet est son apport à la réflexion sur la gouvernance économique et la gestion des ressources publiques. Les crises sécuritaires, en particulier la lutte contre Boko Haram et la gestion de la crise anglophone, ont imposé des dépenses militaires exceptionnelles qui ont profondément affecté les budgets de l'État camerounais. En analysant l'impact des dépenses de défense et de sécurité sur le développement économique et la stabilité budgétaire, ce travail soulève des questions essentielles concernant les priorités budgétaires et les arbitrages entre sécurité et développement. Une telle réflexion est particulièrement pertinente dans un contexte où les pays africains sont souvent confrontés à des ressources limitées et doivent faire face à un contexte de vulnérabilité économique exacerbée par des conflits internes et externes.

En bref, ce sujet est d'une importance capitale car il touche à des problématiques multidimensionnelles qui vont au-delà de la simple analyse des conflits armés. Par son approche croisée, il permet de mieux comprendre les interactions complexes entre le terrorisme, la sécession, la gestion des ressources et les processus de paix. Ce mémoire ne se contente pas de traiter ces conflits de manière isolée, mais propose une analyse approfondie des dynamismes sous-jacents qui les lient. En faisant le lien entre l'histoire, la géopolitique, l'économie et la sécurité, il contribue à combler une lacune importante dans la littérature académique et à fournir des réponses pratiques et théoriques aux défis actuels du Cameroun et de l'Afrique centrale. Ce travail s'inscrit donc dans une démarche à la fois scientifique, stratégique et pratique qui a des répercussions sur la gestion des conflits et la promotion de la paix en Afrique.

4. Délimitation spatiale et temporelle du sujet

Cette section précise les limites de géographie écologique du sujet, afin de cadrer l'analyse dans un espace et une période cohérente avec les enjeux étudiés.

4.1. Délimitation Spatiale

Cette recherche s'intéresse aux zones du territoire camerounais ayant été particulièrement affectées par les crises sécuritaires récentes, à savoir la guerre contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et le conflit anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces deux espaces, bien que distincts par leur nature et leur dynamique, partagent des points communs essentiels : ils concentrent les principaux foyers d'insécurité entre 2014 et 2023 et constituent les principales sources de pressions budgétaires pour l'État camerounais durant cette période.

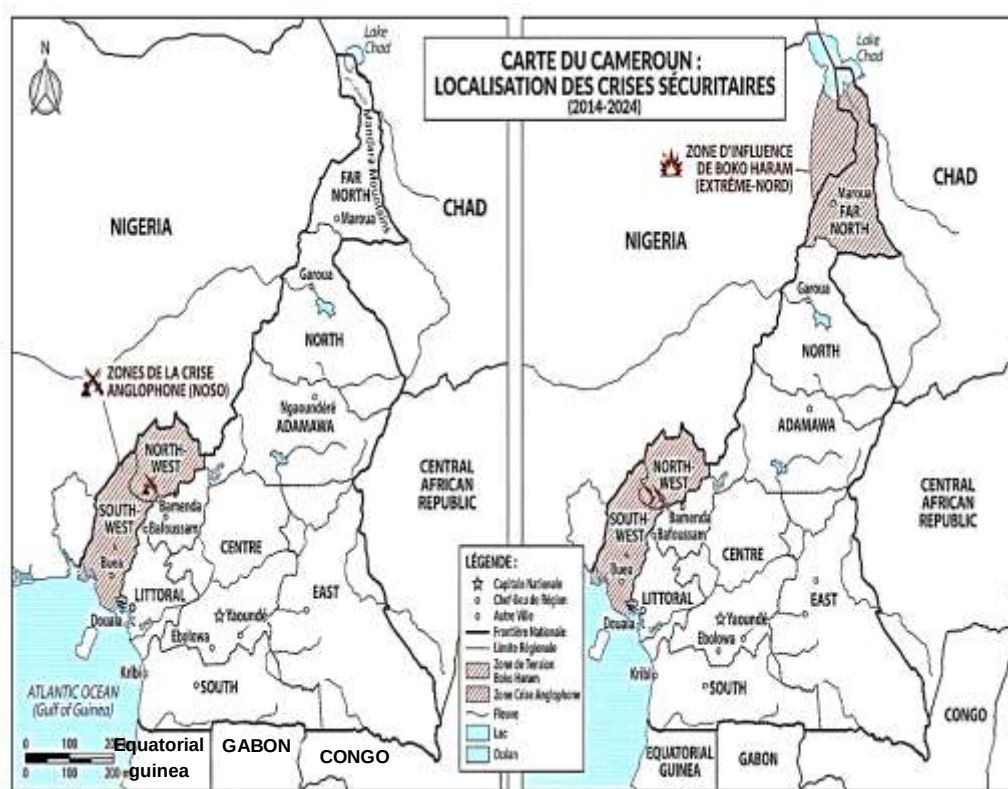
Dans la région de l'Extrême-Nord, la zone d'étude couvre principalement les départements de Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone-et-Chari, frontaliers du Nigeria. Ces départements abritent des localités emblématiques des affrontements contre Boko Haram, telles que Amchidé, Kolofata, Fotokol, Mokolo, Waza, Hidoua et Zigagué². Ces territoires ont été le théâtre d'incursions, d'attentats-suicides, de massacres de civils, ainsi que de destructions d'infrastructures scolaires, sanitaires et économiques. Par exemple, les attaques d'octobre 2014

² V. Zinga, « Cameroun : L'escrimeur, théâtre de la résurgence des attaques de Boko Haram », Rfi, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241221-cameroun-l-extr%C3%A0me-nord-th%C3%A9%C3%A2tre-de-la-r%C3%A9surgence-des-attaques-de-boko-haram?>, consulté en décembre 2024.

à Amchidé et celles de 2016 à Hidoua ont marqué des pics de violence et entraîné des déplacements massifs de populations³.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, communément appelées « régions anglophones », constituent le deuxième pôle géographique de cette étude. Elles couvrent environ 16 364 km², représentant près de 20 % de la population camerounaise soit 5 millions de personnes⁴. Les villes principales ciblées incluent Bamenda, Kumbo, Nkambe, Kumba et les zones rurales avoisinantes. Depuis 2016, ces régions sont en proie à un conflit armé non international entre les forces de sécurité camerounaises et des groupes séparatistes regroupés sous diverses dénominations, notamment les *Ambazonia Defense Forces* (ADF). Cette crise a fait plus de 6 000 morts et provoquée plus d'un million de déplacés internes.⁵

Carte n° 1: Carte du Cameroun : zones affectées par les crises sécuritaires 2014-2024



Source 1 : Conception de l'auteur Jean Claude Benjamin Mahop.

³ B. Moussa, « Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt », Notes de l'Ifri, Ifri, juin 2022.

⁴ Crisis Group, « Cameroon's anglophone crisis at the cross roads », crisisgroup, 2024. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossro>, consulté le 20 mai 2025.

⁵ T. Nikolovski, O. Walther, « Containing Ambazonian violence in Cameroon's English-speaking regions », University of Florida, May 2025, <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-cameroons-anglophone-regions/?>, consulté le 16 juin 2025.

4.2. Délimitation temporelle

La présente recherche couvre la période allant de 2014 à 2024, choisie pour sa pertinence dans l'analyse de l'émergence, de l'intensification et des premières réponses politiques et budgétaires face aux crises sécuritaires qui ont profondément affecté le Cameroun.

L'année 2014 constitue la borne inférieure, car elle correspond à la phase d'extension majeure de Boko Haram sur le territoire camerounais, marquée par les attaques meurtrières dans l'Extrême-Nord et l'engagement officiel du Cameroun dans la Force multinationale mixte de la CBLT. C'est à partir de cette année que les dépenses sécuritaires connaissent un basculement structurel dans la loi de finances.

La borne supérieure 2024 est retenue afin d'intégrer les dynamiques les plus récentes, notamment le reflux relatif des offensives de Boko Haram, les programmes de reconstruction (Plan présidentiel pour la reconstruction des régions sinistrées), les initiatives de dialogue, ainsi que les contraintes budgétaires persistantes liées à la soutenabilité de l'effort sécuritaire et à la réallocation progressive des ressources vers la résilience territoriale et la relance économique.

5. Cadre conceptuel et théorique de l'étude

Cette section expose les concepts clés et les théories mobilisées pour analyser les dynamiques sécuritaires et budgétaires, en articulant approches institutionnelles, conflictualité armée et économie politique du développement.

5.1. Cadre conceptuel

Afin de mieux saisir et analyser ce sujet, certains concepts clés portant une charge historique sont analysés pour que l'on puisse mieux se saisir, faire comprendre et ressortir les réalités émerger. Les principaux concepts analysés dans ce cadre sont : crise de sécurité, gouvernance sécuritaire, dépenses publiques, sécurisation et conflit armé non international.

Une crise sécuritaire : désigne une situation d'insécurité aiguë où l'ordre public est gravement menacé, souvent par des violences armées, des actes terroristes ou des troubles sociopolitiques. Ces crises peuvent dégénérer en conflits armés ou soulèvements, internes ou internationaux. Par exemple, le phénomène Boko Haram a engendré « l'un des plus grands défis » sécuritaires jamais affrontés par l'État camerounais, bouleversant des villages entiers et paralysant l'Extrême-Nord⁶. De même, la crise anglophone (depuis 2016) a plongé les régions

⁶ F. Wassouni, A. A. Gwada, *Boko Haram au Cameroun : Dynamiques plurielles*, collection, histoire et sciences politiques, 2017, P. 10.

du Nord-Ouest et Sud-Ouest dans une insurrection armée nécessitant une réponse d'urgence. Les chercheurs soulignent que les « crises sécuritaires » en Afrique peuvent prendre des formes variées (violences armées classiques, terrorisme, mais aussi crises liées au climat, à la santé, etc.) et qu'elles affaiblissent durablement les institutions et le développement⁷. Au Cameroun, les deux principaux foyers la guerre contre Boko Haram et la rébellion séparatiste anglophone illustrent ces dynamiques : chaque crise a mené à d'importantes opérations militaires, des déplacements massifs de population et un climat de peur, attestant de leur ampleur sécuritaire.

Au regard de cet analyse, une crise sécuritaire peut-être perçue comme une situation d'instabilité paroxystique ou l'Etat perd le monopole de la force légitime sur une portion du territoire. Elle n'est pas seulement un combat, c'est un état ou l'incertitude devient la norme, paralysant les activités économiques (champs, commerce, école) et forçant l'Etat à réagir dans l'urgence plutôt que dans la planification.

La gouvernance sécuritaire : est l'ensemble des mécanismes, institutions et pratiques par lesquels un État organise la gestion de la sécurité nationale. Selon El Maslouhi, elle est « un des aspects les plus importants de la gestion moderne étatique », structurant les dispositifs de sécurité et garantissant leur bonne mise en œuvre⁸. Concept « composite » impliquant de multiples dimensions (économique, politique, stratégique) et une pluralité d'acteurs (publics et privés), la gouvernance sécuritaire recouvre aussi bien l'élaboration de lois (ex. lois antiterroristes) que la coordination d'agences de renseignement, forces armées et comités consultatifs. Benoît Dupont, Peter Grabosky, Clifford Shearing et Samuel Tanner ont ainsi décrit la « gouvernance de la sécurité » comme une constellation d'institutions formelles et informelles gouvernementales ou privées chargées du contrôle social et de la résolution des conflits⁹. Dans le cas camerounais, la gouvernance sécuritaire s'est manifestée par de fortes mesures de sécurité étatique. Après 2013, l'État a institué des états d'urgence (notamment dans l'Extrême-Nord et les régions anglophones) et adopté une loi antiterroriste¹⁰, pour centraliser la réponse aux menaces. L'État a également créé des organes comme le Conseil Supérieur de la Défense (ou Conseil de Sécurité) pour piloter la stratégie. Ces choix volontiers répressifs ont entraîné une militarisation accrue de la société (patrouilles dans les villes affectées, renforcement des budgets militaires) mais aussi des critiques quant à leur impact sur les libertés

⁷ *Ibid.*

⁸ A. El Maslouhi, H. Reifeld, *Gouvernance sécuritaire et État de droit au Maroc : De la constitutionnalisation à la mise en œuvre*, Konrad Adenauer stiftung, Maroc, 2013, pp. 7-9.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Loi antiterroriste n° 2014/028 du 23 décembre 2014.

civiles. Certains observateurs camerounais notent que cette gouvernance sécuritaire à l'épreuve de Boko Haram a créé un climat de psychose locale et fragilisé la confiance publique¹¹. Plus généralement, cette approche s'inscrit dans le cadre d'une sécurisation des politiques publiques, où la sécurité prime sur d'autres impératifs, posant des défis en termes d'efficacité et de légitimité.

Dans cette étude, la Gouvernance Sécuritaire est perçue comme l'art de coordonner les acteurs militaires et civils pour restaurer l'ordre. Dans le contexte camerounais, elle se définit par une hypercentralisation de la décision à Yaoundé, visant à maintenir l'unité nationale face à des menaces périphériques éparpillées.

Un Conflit Armé Non International (CANI) : est en droit international humanitaire, un affrontement armé qui se déroule au sein d'un même État, sans intervention directe des forces d'autres États¹². L'ICRC précise qu'il s'agit d'une « violence armée prolongée opposant les forces armées d'un État et des groupes dissidents » ou encore de combats entre groupes armés non étatiques sur le territoire national¹³. Cette notion recouvre donc, juridiquement, la plupart des guerres civiles et insurrections internes. Elle se distingue des conflits internationaux (entre États) et des simples troubles intérieurs (émeutes ou guérillas occasionnelles). Au Cameroun, les violences anglophones relèvent clairement de ce cadre : la recherche géopolitique décrit les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest comme « le théâtre d'un conflit armé opposant les forces gouvernementales à des milices indépendantistes »¹⁴. Ce conflit, débuté fin 2016, a transformé un mouvement revendicatif en guérilla organisée. De même, bien que Boko Haram soit originaire du Nigeria, son insurrection dans l'Extrême-Nord camerounais est traitée en grande partie comme un CANI contre l'État camerounais (malgré la dimension transfrontalière). Dans les deux cas, les deux belligérants (armée nationale vs groupes armés locaux) satisfont les critères de la convention de Genève pour être qualifiés de parties d'un CANI. En pratique, cette qualification implique que l'usage de la force respecte les dispositions humanitaires afférentes (protection des civils, respect du DIH), bien que son application sur le terrain reste contestée

¹¹ Wassouni, Gwada, *Boko haram au Cameroun...*, pp. 10-13.

¹² International Committee of the Red Cross, Cours de guerre sur les conflits armés non internationaux, p. 2-10, <https://www.icrc.fr/cours-guerre/>, consulté le 18 décembre 2024.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ S. Loungou et S. Meye Ndong, « Les régions anglophones du Cameroun, théâtre d'un conflit oublié », *L'Espace Politique*, 47-48 | 2022-2/3, mis en ligne le 16 décembre 2023, URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/11591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique>, consulté le 20 juillet 2025.

Ainsi, un Conflit Armée Non International, s'appréhende ici comme une confrontation armée prolongée opposant les forces gouvernementales à des groupes armés organisés, se déroulant à l'intérieur des frontières nationales.

La sécurisation : est un concept issu de l'école de Copenhague en relations internationales (Wæver, Buzan, etc.) qui décrit la manière dont un enjeu public est transformé en problème de sécurité et justifie des mesures exceptionnelles. Concrètement, il s'agit d'un acte discursif par lequel une autorité (gouvernement, parti politique, média) présente une situation comme une menace existentielle nécessitant des réponses urgentes et hors du cadre politique ordinaire. Cette démarche pragmatico-linguistique rend un sujet question de sécurité, déclenchant souvent une politique de crise¹⁵. Par exemple, l'affirmation qu'une rébellion sécessionniste ou un afflux de réfugiés constitue un danger pour la nation est un processus de sécurisation.

De nombreux auteurs ont travaillé sur ce concept. Selon l'article cité ci-dessus, la sécurisation « désigne la désignation d'un objet comme étant une menace par une autorité légitime, acceptée comme telle par une audience significative »¹⁶. Elle se distingue de la simple sécurisation (actions pour réduire effectivement un risque) : la sécurisation construit d'abord le problème comme un enjeu de sécurité, avant de mobiliser des moyens pour le résoudre¹⁷.

En contexte camerounais, les crises récentes ont souvent été « sécurisées » dans le discours public. Le gouvernement a fréquemment présenté les revendications anglophones et l'action de Boko Haram comme des menaces existentialistes à l'intégrité nationale. Cette rhétorique a légitimé des mesures sévères (loi antiterroriste de 2014, déploiements militaires massifs, surveillance étendue) au nom de la lutte contre le terrorisme ou le séparatisme. Selon des analyses, cette stratégie de discours sécuritaire alignée sur le paradigme de la gouvernance sécuritaire a eu pour effet d'amplifier les tensions en enfermant les problèmes dans une logique de crise continuelle¹⁸. Cela reflète le processus étudié par la théorie de la sécurisation : l'État

¹⁵ Thierry Balzacq, « La sécurité : Définitions, secteurs et niveaux d'analyse », *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 4 : 2003-2004 - Régions et sécurité, URL : <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=216>, Consulté le 18 décembre 2024.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ G. C. Nguijoi, W. Gabsa Nyogbet, S. Obia Messembe, *Politique de sécurité et crise anglophone au Cameroun : Politique, militarisation, et voie vers une paix et une stabilisation durable en Afrique*, Revue de science politique et d'études de sécurité, vol. 6, n° 2, — 2025, pp. 37-47, <https://www.researchgate.net/deref/https%3A%2F%2Fdoi.org%2F10.33445%2Fpsssj.2025.6.2.4> ? Consulté le 18 décembre 2024.

présente des contestations internes comme des menaces (loin d'en réduire la portée), ce qui peut paradoxalement enraciner les situations d'instabilité.

La sécurisation se définit, dans le cadre de cette étude, comme l'ensemble des mécanismes déployés pour sanctuariser un espace et protéger les flux. Dans ce travail, la sécurisation se traduit par le maillage territorial afin de transformer une zone de non droit en une zone économiquement exploitable.

Les dépenses publiques : désignent l'ensemble des dépenses réalisées par les administrations publiques (État central, collectivités locales, organismes sociaux). Elles comprennent les dépenses de fonctionnement (salaires, entretien, achats courants), de redistribution (prestations sociales, subventions) et d'investissement (construction d'infrastructures, armements, R&D). Par exemple, comme l'explique l'INSEE, les dépenses publiques englobent à la fois les frais récurrents de fonctionnement des services publics et les investissements productifs (dont les dépenses militaires)¹⁹.

Dans le contexte camerounais, les crises sécuritaires ont pesé lourdement sur le budget national. Selon la presse économique, environ 11 % du budget de l'État ont été alloués en 2022 aux postes « Défense et sécurité » soit 348,9 milliards de FCFA. Ces dépenses ont significativement augmenté avec les affrontements internes : le budget de sécurité est passé de 370,6 milliards en 2018 à 397 milliards en 2020 (pic), reflétant la lutte contre Boko Haram et les rebelles anglophones. Cette montée des dépenses sécuritaires s'est souvent faite au détriment d'autres investissements publics. Les ajustements budgétaires requis pour financer les opérations militaires (forces mixtes, équipements, indemnités) illustrent comment les conflits armés et la sécurisation des urgences nationales redéfinissent les priorités de la dépense publique camerounaise.

Dans le cadre de cette étude, les dépenses publiques se conçoivent comme la traduction monétaire des priorités de l'État. En période de conflit armé non international parallèle, la dépense publique devient un instrument de survie. Elle se caractérise par une éviction : l'argent initialement prévu pour le développement social est redirigé vers l'effort de guerre, créant ce qu'on appelle une contrainte budgétaire de crise.

¹⁹ INSEE, « Définition : Dépenses publiques », Insee, <https://www.insee.fr/fr/métadonnees/définition>, consulté le 13 décembre 2024.

5.2. Cadres théoriques

Une théorie est un ensemble cohérent de concepts, de proposition et de principe organisé de manière systématique, visant à expliquer, interpréter ou prédire un phénomène ou un ensemble de faits. Pour mieux éclairer l'articulation entre sécurité et budget, nous allons convoquer trois théories : la sécurité, la violence structurelle et l'économie politique.

➤ La théorie de la sécurité

La sécurité est ici envisagée à travers le prisme de la sécurisation, concept développé par Barry Buzan et Ole Wæver, dans le cadre de l'école de Copenhague. Étudie comment les acteurs politiques transforment des questions ordinaires en menaces existentielles grâce au langage. Concrètement, un acte de langage « speech act » qualifie un sujet (immigration, climat, groupes armés, etc.) de danger majeur, autorisant alors l'usage de mesures exceptionnelles au-delà de la politique normale. Buzan, Wæver et De Wilde 1998 définissent ainsi la sécurisation comme « l'établissement d'une menace existentielle suffisamment saillante pour avoir des effets politiques substantiels »²⁰. Autrement dit, lorsque des élites (gouvernement, médias, armée) présentent Boko Haram ou les revendications anglophones comme des menaces à la survie du Cameroun, elles légitiment des réponses militaires et d'urgence (état d'urgence, restrictions, budgets défense accrus). Par exemple, la lutte contre Boko Haram a fait l'objet d'un discours sécuritaire fort, assimilant ce groupe à une menace terroriste régionale, ce qui a mobilisé la société et la communauté internationale à travers une coopération militaire transfrontalière. De même, la crise anglophone a été sécurisée lorsque les autorités ont qualifié les manifestations pacifiques de complot séparatiste, légitimant l'intervention de l'armée et de pouvoirs spéciaux. Cette perspective explique comment l'enjeu de sécurité est construit socialement : ce n'est pas l'ampleur objective de la menace qui compte, mais le processus discursif qui la décrit comme existentielle. Ainsi, au Cameroun, le recours à un langage alarmiste a servi à concentrer les ressources de l'État sur la sécurité, parfois au détriment d'autres priorités budgétaires.

Cette théorie nous a permis d'expliquer le budget de guerre, en démontrant que ces crises menacent l'existence même de la nation, l'État justifie l'utilisation de fonds d'urgence et le dépassement des contraintes budgétaires classiques, nous l'avons rendue opérationnelle en analysant les discours officiels et en observant comment ce discours a légitimé des lignes budgétaires hors-budget ou des financements spéciaux non prévus initialement.

²⁰ Barry Buzan, Ole Wæver & Jaap de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1998, p. 239. Un ouvrage fondateur de l'École de Copenhague, qui développe la « sécurité élargie », notamment les secteurs militaire, économique, sociétal et environnemental : voir le Chapitre 5 (Economic Sector) et le Chapitre 6 (Societal Sector) pour les définitions et approches des menaces non militaires.

➤ Théories de la violence structurelle

La violence structurelle, concept forgé par Johan Galtung, désigne les formes de violence encastrées dans les institutions sociales et économiques d'un pays. Galtung définit la violence structurelle comme « toute forme de contrainte pesant sur le potentiel d'un individu du fait des structures politiques et économiques »²¹. Cela signifie que des facteurs tels que la pauvreté organisée, les discriminations institutionnelles ou l'absence de services publics équitables sont des formes de violence parce qu'ils empêchent des individus de satisfaire leurs besoins fondamentaux. En d'autres termes, ce ne sont pas seulement les coups ou les bombardements (violence directe), mais aussi des pratiques sociales ou normatives (lois inégalitaires, corruption, domination d'un groupe majoritaire sur une minorité) qui perpétuent la souffrance. Au Cameroun, la violence structurelle est illustrée par la marginalisation historique des régions anglophones : comme le note une étude de la Banque mondiale, « les Camerounais anglophones pensent généralement qu'ils subissent une discrimination structurelle de la part de la majorité francophone dans presque tous les secteurs de la vie »²². Cette discrimination structurelle se concrétise, par exemple, par le sous-investissement délibéré dans les routes et infrastructures des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au profit de zones francophones²³. On y voit que l'État, par ses pratiques (distribution des finances publiques, recrutement dans l'administration, politique linguistique), a entretenu une inégalité institutionnelle qui nourrit frustration et conflit. Ainsi, la crise anglophone peut se lire comme l'aboutissement d'une violence structurelle : la population anglophone a ressenti depuis longtemps un manque d'accès équitable aux ressources (éducation, justice en common law, emplois publics), causant un climat social tendu. La théorie de la violence structurelle nous aide à comprendre que la paix exige non seulement l'arrêt des combats, mais aussi la transformation des structures qui produisent inégalités et ressentiments en temps normal.

Cette théorie explique que la violence n'est pas seulement physique mais aussi intégrée dans les structures sociales, elle nous a permis de comprendre les racines des crises. Nous l'avons rendu opérationnelle en croisant les données sur les inégalités de développement entre

²¹ J. Galtung, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3, 1969, pp. 167–191. Galtung définit la violence structurelle comme la contrainte exercée par les structures sociales, déniaient aux individus une part de leur potentiel. pp. 168–169 pour la définition générale, pp. 170–173 pour la notion de violence silencieuse et structurelle.

²² *Ibid.*

²³ World Bank, « La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social, Washington », DC : World Bank Group, 2021, PP. 10-27.

les régions avec le déclenchement des pays, nous démontrons que le manque d'écoles ou d'infrastructures est une forme de violence qui a préparé le terrain à la guerre.

➤ Économie politique

De nombreux travaux en économie politique soulignent que la guerre et l'instabilité entravent le développement économique. Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie) résume ce lien : « La guerre peut être nécessaire à la sécurité du pays. Mais elle n'est pas bonne pour l'économie, ni à court terme ni à long terme »²⁴. En période de guerre ou de crise sécuritaire, les dépenses militaires augmentent fortement, l'incertitude économique monte, l'investissement privé ralentit, et la destruction d'infrastructures pénalise la croissance. Par exemple, le conflit contre Boko Haram et la crise anglophone ont entraîné des destructions (écoles, routes, forêts exploitées, etc.) et un déficit de confiance qui se traduisent en moins d'investissements directs étrangers (IDE) et en perturbation du commerce interne. De plus, la théorie de l'économie des finances publiques rappelle que l'État doit assurer, même en temps de crise, des fonctions économiques essentielles. Richard Musgrave a théorisé trois fonctions de la dépense publique : l'allocation de biens publics, la redistribution des revenus et la stabilisation de l'économie²⁵. La fonction de stabilisation consiste à utiliser le budget et la politique fiscale pour lisser les cycles économiques (gérer l'inflation, le chômage, etc.). Cependant, une crise sécuritaire comme celles du Cameroun impose une reconfiguration rapide du budget : une part plus importante est consacrée à la défense et à la sécurité (achats d'armements, salaires des militaires, frais d'opérations), au détriment des dépenses d'investissement social ou infrastructurel. Cela crée un défi fiscal majeur. D'une part, les recettes de l'État peuvent diminuer (récoltes détruites, entreprises locales fermées, baisse d'exportation de pétrole ou de bois), d'autre part, les dépenses exceptionnelles augmentent. Au final, le déficit budgétaire se creuse et la dette publique peut augmenter. Ce phénomène est aggravé lorsque la crise dure plusieurs années, comme c'est le cas depuis plus d'une décennie au Cameroun. Le lien théorique est clair : si l'État ne peut plus jouer sa fonction de stabilisation en période de crise, sa politique budgétaire devient procyclique (dépenses élevées, faibles recettes) et alimente l'instabilité macroéconomique. Concrètement, le Cameroun a dû créer en 2022 un fonds spécial pour la reconstruction post-conflits de 15 milliards de FCFA initialement²⁶, ce qui montre comment la gestion budgétaire se retrouve contrainte par la crise

²⁴ J. Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, 2003, p. 418.

²⁵ M. Desmarais Tremblay, « Musgrave and the idea of community », first draft, March 2017, pp. 1-23.

²⁶ A. Nwaha, « Budget 2023 : Un fond spécial pour reconstruire trois régions sinistrées », novembre 2022, <https://actucameroun.com/2022/11/25/budget-2023-un-fonds-special-pour-reconstruire-trois-regions>

sécuritaire. Enfin, Stiglitz et d'autres soulignent aussi que la redistribution sociale peut être sacrifiée pendant les conflits, ce qui accroît l'injustice perçue et alimente le cycle de la violence.

Ce travail mobilise l'économie politique pour étudier l'interaction entre les décisions politiques et les résultats économiques. Elle a servi à analyser comment les choix budgétaires du Cameroun entre 2014 et 2024 ne sont pas seulement des calculs comptables, mais des décisions politiques visant la survie de l'Etat. Concrètement, elle a été rendue opérationnelle en étudiant les arbitrages budgétaires effectués par l'Etat camerounais.

Ces théories conjointes offrent un appareil analytique complet justifiant une approche multidimensionnelle et structurée : la sécurisation comme moteur des choix budgétaires, la violence structurelle comme fondement des tensions, et la perspective de Collier pour évaluer les impacts économiques et institutionnels des crises. Il oriente la recherche vers des indicateurs précis : proportion du budget allouée à la sécurité, indices d'infrastructure et d'inégalités régionales, évolution des tensions armées.

6. Revue critique de la littérature

Quelques auteurs se sont déjà penchés sur les crises sécuritaires au Cameroun, notamment la guerre contre Boko Haram et la crise anglophone. Mais à l'état de cette recherche, aucun travail ne semble encore analyser de manière spécifique leur impact combiné sur la stabilité budgétaire de l'Etat. Pour une meilleure compréhension de cette revue critique, nous avons effectué une classification par tendance thématique

Ainsi, les travaux consacrés à la guerre contre Boko Haram constituent le volet le plus substantiel, mobilisant principalement les paradigmes des relations internationales, de la géopolitique et des études stratégiques. Les rapports de Vincent Fourcher pour *international crisis group*, notamment dans Cameroun : la menace de Boko Haram²⁷, soulignent avec finesse la vulnérabilité structurelle de l'Etat face à une guerre asymétrique, cristallisée autour de la porosité frontalière et des tensions entre impératifs sécuritaires et libertés publiques. Les contributions de Mahamat Adamou et Hamadou Adama²⁸ enrichissent cette perspective en mettant en évidence les répétitions socioéconomiques des éruptions armées sur les dynamiques commerciales et la résilience communautaire. Dans une approche régionalisée, Marc-Antoine

sinistres/#:~:text=Budget%202023%3A%20un%20fonds%20sp%C3%A9cial,d%C3%A9vast%C3%A9es%20par%20la%20guerre, consulté le 18 décembre 2024.

²⁷ V. Fourcher, « Cameroun : la menace de Boko Haram », *rapport Afrique* n°229, international crisis group, 2015.

²⁸ A. Mahamat, A. Hamadou, *Les effets socioéconomiques de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, L'Harmattan, 2017.

Pérouse de Montclos²⁹ insiste sur les logiques transnationales du conflit et les effets de diffusion stratégique depuis le théâtre nigérian, tandis que Zenn et Pearson³⁰ analysent l'adaptation militaire de Boko Haram face aux réponses de l'État, révélant la nature asymétrique du conflit. Ces travaux pionniers permettent de saisir la nature asymétrique du conflit et ses répercussions sur la résilience des communautés, une rupture analytique s'impose quant au changement d'échelle de l'observation. Tandis que la littérature existante se focalise sur les dynamiques transfrontalières ou les impacts commerciaux locaux dans l'Extrême-Nord, notre étude se distancie de cette approche micro-économique pour se situer au niveau macro-budgétaire de l'Etat central. La rupture réside dans le passage d'une analyse de la survie communautaire à une analyse de la soutenabilité financière du Cameroun face à l'effort de guerre. L'originalité de cette recherche réside dans la corrélation systématique entre les pics d'intensité de la menace Boko Haram et les ajustements des lois de finances. Contrairement aux rapports d'ONG qui documentent la crise par les faits d'armes ou les libertés publiques, notre apport original consiste à chiffrer le coût de l'asymétrie pour le trésor public.

À l'inverse, les travaux récents sur la crise anglophone privilégient une perspective politico-historique. Konings et Nyamnjoh³¹, mais aussi Willibroad Dze-Ngwa³², retracent la marginalisation perçue des régions anglophones depuis la réunification du 1961. Fomunyan et Elvis³³ montrent le glissement progressif d'un mouvement corporatiste à une insurrection armée point les rapports d'ONG international telles que Amnesty International, HRW, etc... documentent quant à eux les violations humanitaires. Ces travaux sont essentiels pour comprendre les racines profondes du conflit, mais il reste très peu connecté à l'économie politique et à la gestion budgétaire. La singularité de notre approche consiste à traiter la crise anglophone non pas comme un choc endogène sur les recettes publiques. Notre apport original réside dans l'analyse de la corrélation entre l'arrêt des activités des grandes unités agro-industrielles et le creusement du déficit budgétaire national. Là où la littérature s'arrête au constat politique de la crise, nous innovons en intégrant les coûts de la reconstruction post-

²⁹ M. P. Pérouse de Montclos, *Boko Haram: Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria*, West African Politics and Society Series, 2014.

³⁰ Zenn, Pearson, «Boko Haram beyond the Headlines», Combating Terrorism Center, 2014

³¹ P. Konings, F. Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition in Cameroon*, Brill, 2003.

³² W. Dze-Ngwa, «The Anglophone Problem in Cameroon: The State of the Debate», *University of Yaoundé I*, 2018.

³³ E. Fomunyan, E. Ayuk, *Anglophone Crisis in Cameroon: The Fallout of Unaddressed Grievances*, African Studies Quarterly, 2019.

conflit et de la sécurisation des zones de production dans l'équation de la stabilité budgétaire du Cameroun.

Un terme macroéconomique et budgétaire, les apports s'avèrent plus généraux que contextuels. Paul Collier et Anke Hoeffler démontrent les mécanismes structurels liant pauvreté, gouvernance déficiente et déclenchement des conflits civils, tout en modélisant les effets destructeurs de la violence armée sur les trajectoires de croissance et les finances publiques. Dans son ouvrage *Bottom Billion*³⁴, Collier contextualise le piège du conflit comme un verrou systématique du développement. Pour l'espace africain, Jean-Claude Berthélémy et Sylviane Guillaumont³⁵ quand il fait l'impact des chocs sécurité sur la performance macroéconomique tandis que les analyses sectorielles du FMI³⁶ montrent la redirection des ressources publiques vers les dépenses militaires au détriment des investissements sociaux. Quelques données nationales émergentes enfin dans les rapports du ministère des Finances du Cameroun (2020-2023), attestent d'une augmentation significative de l'effort budgétaire consacré à la sécurité, bien que ces informations restent fragmentaires et faiblement intégrées à une réflexion académique structurelle. Si les modèles économétriques de Paul Collier et des analyses du FMI offrent un cadre théorique universel sur le piège du conflit et la redirection des ressources, ils présentent une limite contextuelle majeure. Notre approche se singularise ici entre une vision globale, souvent modélisée de manière abstraite, et la singularité empirique du cas camerounais. Contrairement à ces approches qui traitent le choc sécuritaire comme une variable isolée, notre étude se détache de cette linéarité pour explorer la complexité d'un double front. La rupture réside dans le refus de considérer le budget camerounais comme un simple agrégat de données, mais plutôt comme le théâtre d'une tension permanente entre survie souveraine et engagements de développement. La valeur ajoutée de ce travail réside dans la systématisation de données nationales qui, comme nous l'avons relevé, restaient jusqu'ici fragmentaires. Notre contribution consiste à articuler ces statistiques budgétaires brutes avec les modèles théoriques généraux, nous proposons une actualisation critique qui permet de vérifier si les théories du piège du conflit s'appliquent fidèlement au Cameroun ou si le pays a développé des mécanismes de résilience budgétaire propres, offrant ainsi une perspective inédite à la réflexion académique structurelle.

³⁴ P. Collier, *The Bottom Billion: why the poorest countries are failing and what can be done about it*, New York, Oxford university press, 2007.

³⁵ J. C. Berthelémy, S. Guillaumont, *Instabilité politique, conflits et croissance en Afrique*, Revue d'économie du développement, 2004.

³⁶ International Monetary Fund (IMF), «Sub-Saharan Africa: Fiscal Costs of Conflicts», IMF, 2017.

Cette littérature montre que les deux conflits camerounais sont bien documentés dans leurs aspects politiques, sécuritaires et sociaux, mais plus faiblement dans leurs dimensions économiques et budgétaires. Sur le conflit contre Boko Haram, la production est abondante et bénéficie de solides analyses empiriques et théoriques, mais ces travaux négligent souvent les coûts financiers pour l'État. La crise anglophone a été largement explorée du point de vue identitaire et historique, mais ses conséquences budgétaires et économiques restent encore peu étudiées de manière systématique. Les analyses plus générales montrent que les conflits internes tendent à provoquer des déséquilibres budgétaires durables, en augmentant les dépenses militaires et en réduisant les recettes fiscales, mais ces modèles sont le plus souvent globaux et doivent être contextualisés pour le cas camerounais.

En somme, la littérature existante fournit un socle théorique et empirique robuste pour comprendre les origines et dynamiques des crises, mais elle laisse un espace pour une recherche originale sur la manière dont ces crises conjointes affectent la stabilité budgétaire et la gouvernance économique du Cameroun. Ce mémoire entend donc combler cette lacune en articulant l'analyse sécuritaire à la question budgétaire, en mobilisant à la fois des données nationales et des perspectives théoriques plus larges.

7. Problématique et Hypothèses de la recherche

Cette section articule la problématique centrale de ce travail, l'étude causale entre les crises sécuritaires (Boko Haram, crise anglophone) et la stabilité budgétaire camerounaise et expose les hypothèses de travail qui en découlent.

7.1. Problématique

Depuis le début des années 2010, le Cameroun fait face à des défis sécuritaires d'une ampleur sans précédent depuis son indépendance. D'une part, l'extension de la menace djihadiste de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, à partir de 2013, a plongé le pays dans une guerre asymétrique contre une insurrection transnationale. D'autre part, à partir de 2016, la crise dite « anglophone », initialement portée par des revendications corporatistes des enseignants et avocats anglophones, a évolué en un conflit armé non international dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces deux foyers d'instabilité simultanés fragilisent la sécurité nationale et mettent à l'épreuve les capacités institutionnelles, économiques et budgétaires de l'État.

Les réponses de l'État camerounais ont été massives sur le plan militaire et sécuritaire, mobilisant d'importantes ressources humaines, matérielles et financières. Entre 2014 et 2022,

la part du budget national consacrée à la sécurité intérieure et à la défense a significativement augmenté, au détriment d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation ou les infrastructures. Selon les données du ministère des Finances, la dépense publique de sécurité est passée d'environ 5 % à plus de 11 % du budget annuel entre 2013 et 2022³⁷. Cette situation soulève la question du coût économique et financier de la sécurité dans un État en développement, et des arbitrages budgétaires auxquels il est contraint pour répondre à la violence armée.

Sur le plan académique, plusieurs travaux ont documenté les dynamiques de Boko Haram et de la crise anglophone sous l'angle de la géopolitique, de la sécurité ou des droits humains tels que ceux de Vincent Foucher³⁸ ; Konings & Nyamnjoh³⁹ ; ou encore Pérouse de Montclos 2014⁴⁰. D'autres études, plus rares, ont exploré les impacts socioéconomiques des conflits comme ceux d'Adamou & Adama⁴¹ ; et du FMI⁴² ou les liens entre conflits et pauvreté. Toutefois, très peu d'études ont articulé ces analyses sécuritaires aux contraintes budgétaires et macroéconomiques spécifiques que ces crises imposent à l'État camerounais. Cette lacune est d'autant plus problématique que la compréhension de la relation entre sécurité et stabilité budgétaire est essentielle pour formuler des politiques publiques soutenables et efficaces dans un contexte de ressources limitées.

Ainsi, la question qu'on se pose est celle de savoir dans quelle mesure l'insurrection de Boko Haram et la crise anglophone, en tant que crises sécuritaires prolongées, ont influencé la stabilité budgétaire du Cameroun entre 2014 et 2024, et quelles dynamiques budgétaires en résultent ? Cette interrogation centrale invite à examiner plus largement la tension entre impératifs de sécurité et objectifs de développement économique et social.

7.2. Hypothèses

Le Cameroun a connu depuis 2014 l'accentuation simultanée de crises sécuritaires majeures (Boko Haram à l'Extrême-Nord et conflit anglophone au Nord-Ouest/Sud-Ouest) qui pèsent sur son économie et ses finances publiques. Les hypothèses suivantes établissent des

³⁷ M. A. Nga, « Le Cameroun prévoit de dépenser 11% de son budget pour assurer la sécurité du pays, en 2022 », agence ecofin, 11 janvier 2022, <https://www.agenceecofin.com/securite/1101-94266-le-cameroun-prevoit-de-dépenser-11-de-son-budget-pour-assurer-la-securite-du-pays-en-2022>, consulté le 20 décembre 2024.

³⁸ Foucher, *Rapport Afrique* n°229, ICG, 2015.

³⁹ Koning, Nyamnjoh, *Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition in Cameroon*, Brill, 2003.

⁴⁰ Pérouse de Montclos, *Boko Haram: Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria*, West African Politics and Society Series, 2014.

⁴¹ A. Mahamat, A. Hamadou, *Les effets socioéconomiques de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2017.

⁴² IMF, «Sub-Saharan Africa...», pp. 13-25.

liens causaux entre ces crises et les transformations budgétaires de l'État dans les dimensions indiquées :

- L'intensification du double front sécuritaire aurait-il provoqué une rupture de l'équilibre macro-économique, contraignant l'Etat camerounais à un recours systématique à l'endettement exceptionnel ?
- La priorité absolue accordée à la sanctuarisation du territoire aurait-elle engendré un effet d'éviction massif, réduisant la part des investissements publics consacrés aux secteurs sociaux et productifs ?
- La persistance des conflits, particulièrement dans les zones agro-industrielles des Régions anglophones, aurait-elle durablement affaibli l'assiette fiscale nationale, rendant la stabilité budgétaire dépendante des chocs extérieurs ?

8. Objectifs de la Recherche

La méthodologie académique insiste sur l'importance de formuler un objectif général en cohérence avec la problématique centrale, accompagné de 3 à 6 objectifs spécifiques pour structurer une étude⁴³.

8.1. Objectif général

Conformément à ces principes, l'objectif général du présent mémoire est de répondre à la question suivante : comment la guerre contre Boko Haram et la crise anglophone en tant que crises sécuritaires prolongées ont-elles influencées la stabilité budgétaire du Cameroun entre 2014 et 2024 ? En d'autres termes, il s'agit d'analyser de manière globale dans quelle mesure les dépenses engagés pour la gestion de ces deux crises ont affecté l'équilibre des finances publiques.

8.2. Objectifs spécifiques

- Analyser l'évolution des dépenses publiques allouées à la sécurité et à la gestion des crises : quantifier les montants budgétaires mobilisés par l'État camerounais pour la lutte contre Boko Haram et pour la gestion de la crise sur la période 2014-2024.
- Evaluer l'impact de ses dépenses sur la stabilité budgétaire du Cameroun : montrer comment les dépenses sécuritaires liées à chaque crise ont influencées les indicateurs financiers clés.

⁴³ Aline, « Mémoire : Comment rédiger l'objectif de recherche dans un mémoire ? », proredaction, 31 juin 2025, pp.26-28, <https://www.proredaction.com/-memoire/comment/rediger/l/objectifs/de/recherche/dans/un/memoire/>, consulté de 12 Aout 2025.

- Comparer les effets respectifs des deux crises sur les finances publiques : mettre en lumière l'ampleur et la nature des dépenses générées par la guerre contre Boko Haram et la crise anglophone, afin d'identifier les caractéristiques communes et les spécificités de chacune.
- Evaluer les coûts indirects et collatéraux des conflits.
- Formuler des recommandations de politique budgétaire et de financement : proposer des mesures de gestion et de financement de dépenses de sécurité visant à renforcer la résilience budgétaire du Cameroun face à ces crises.

8.3. Méthodologie

La réalisation de cette recherche repose sur une combinaison d'approches qualitatives et quantitatives, mobilisant des sources variées (écrites, orales, numériques et webographiques), afin de saisir la complexité des interactions entre crises sécuritaires et finances publiques. Ces différentes sources ont permis d'enrichir notre réflexion et de renforcer les fondements empiriques et méthodologiques de l'étude.

8.3.1. Les sources

Un travail comme celui-ci nécessite l'utilisation de sources diverses et complémentaires.

8.3.1.1. Sources écrites

Les sources écrites utilisées sont de deux ordres : les sources primaires et les sources secondaires.

Les sources primaires sont essentiellement constituées de documents officiels, consultés aux Archives du Ministère des Finances, ainsi qu'auprès du Ministère de la Défense et du Secrétariat d'État à la Défense chargé de la Gendarmerie. Ces archives comprennent des lois de finances, des décrets présidentiels, des rapports d'exécution budgétaire, ainsi que des correspondances et notes techniques.

Les sources secondaires sont constituées des ouvrages, articles, des thèses, mémoires et des rapports de stage. L'essentiel de cette documentation a été collecté dans les bibliothèques universitaires du campus de l'Université de Yaoundé I, du cercle Histoire-géographie-Archéologie (CHGA) du centre de recherche et d'études politique et stratégique (CREPS), notamment celles de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines (FALSH), du Centre d'Histoire des Relations Internationales Contemporaines (CHRIC), du Centre d'Analyse et de Recherche sur les Politiques Économiques et Sociales (CARPES), de la Fondation Paul Ango Ela et de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC). Nous avons également

exploité les fonds documentaires de la Bibliothèque Nationale de Yaoundé, ainsi que les rapports disponibles au Centre Culturel Français, à la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque mondiale.

Ces chiffres ont été organisés en séries chronologiques allant de 2014 à 2024 pour identifier les pics de dépenses liés aux crises et les comparer aux budgets sociaux.

8.3.1.2. Sources orales

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs clés impliqués dans la gestion des crises sécuritaires et budgétaires. Ces entretiens ont concerné : Des fonctionnaires du Ministère des Finances, de la Défense et de l'Administration territoriale, des experts et chercheurs spécialisés en sécurité, économie et relations internationales... et quelques civils affectés par la crise. Ces entretiens ont fait l'objet d'une analyse de contenu (ou codage thématique). Cela nous a permis d'extraire les paroles qui expliquent les logiques de décision que les chiffres ne montrent pas.

8.3.1.3. Sources numériques et webographiques

Les sources numériques ont également constitué un apport considérable. Elles proviennent de bases de données en ligne (World Bank Data, IMF Data, SIPRI), des sites officiels du Gouvernement camerounais, de l'Assemblée nationale, des institutions régionales (CEMAC), ainsi que des rapports d'ONG disponibles sur leurs plateformes numériques. L'usage des Technologies de l'Information et de la Communication nous a permis d'accéder à une multitude de documents contemporains, souvent indisponibles ou difficilement accessibles par d'autres moyens. Les données collectées en ligne ont notamment concerné des statistiques budgétaires, des rapports annuels, des bulletins de situation sécuritaire, ainsi que des communiqués officiels relatifs aux crises.

L'ensemble de ces sources ont permis de collecter des informations riches et diversifiées sur les effets budgétaires des crises sécuritaires au Cameroun. Elles ont contribué à la compréhension des arbitrages opérés par l'État, des tensions entre impératifs de sécurité et besoins sociaux, ainsi que des dynamiques économiques sous-jacentes. La complémentarité de ces sources a en outre permis de croiser les perspectives institutionnelles, locales et internationales, tout en assurant la robustesse et la crédibilité scientifique des analyses produites.

8.3.2. Méthodologie

La présente recherche adopte une démarche méthodologique structurée en trois temps complémentaires, articulant une visée descriptive, une visée explicative et une visée synthétique, afin de rendre compte avec précision des effets budgétaires et des crises sécurité sur la période étudiée. La première démarche, le type descriptif, consiste en une exploitation systématique des crasses administratives et documentaire relatives aux décisions budgétaires et aux événements sécuritaires. Dans cette phase, les lois de finances, rapport d'exécution, circulaires et documents de cadrage macroéconomique sont scrupuleusement examinés afin de reconstituer annuellement l'allocation des ressources, d'identifier les inflexions notables et de dresser des séries chronologiques robuste sur les postes-clés (défense, sécurité, investissement, transfert). Cette reconstruction historique est conduite avec un souci de précision archivistique et de contextualisation événementielle : chaque variation significative des crédits est reliée aux faits politiques et opérationnels porteurs (opérations militaires, plans d'urgence, fonds spéciaux).

La deuxième démarche, articule les données chiffrées à des matériaux qualitatifs recueillis institut et en entretien. Un corpus d'entretiens semi-directifs, menés auprès d'acteurs institutionnels, d'experts et d'autres locaux, est transcrit et soumis à un codage thématique itératif. Le codage, manuel et assisté, permet d'extraire les logiques d'arbitrage, les critères de priorisation et les jeux d'acteurs qui expliquent les réallocations budgétaires observées. Le croisement des verbatim avec les séries budgétaires assure une lecture causale plus fine : il rend possible l'identification des mécanismes (par exemple la mobilisation de crédit d'urgence, financement hors budget, reprogrammation) et l'appréciation de leur temporalité.

La troisième démarche, synthétique, vise à intégrer les résultats en un cadre interprétatif cohérent. Elle repose sur la triangulation des sources et sur des exercices comparatifs diachronique et sectoriels : comparaisons Interannuelles, ratio dépenses et de sécurité/PIB, et part relative des secteurs sociaux. Les analyses quantitatives (séries temporelles, indicateurs budgétaires) sont continûment confrontées aux données qualitatives afin d'aboutir à des conclusions validées et opératoires. Cette méthodologie multi facette privilégie la robustesse scientifique par le croisement des approches et la vérification réciproque des informations, offrant ainsi une lecture à la fois rigoureuse et contextualisée des liens entre crise et stabilité budgétaire.

9. Difficultés rencontrées

La réalisation de ce travail de recherche n'a pas été exempte de difficultés, en dépit de la préparation méthodologique rigoureuse et de la volonté de mobiliser des sources variées. Ces contraintes se sont manifestées à différents niveaux, affectant la collecte des données, l'accès aux acteurs, la disponibilité des statistiques, et même parfois l'analyse.

La première difficulté a concerné l'accès aux informations budgétaires détaillées et désagrégées. Au Cameroun, les documents budgétaires officiels (lois de finances, rapports d'exécution) disponibles au public restent relativement sommaires, se limitant à des agrégats globaux. La ventilation précise des dépenses de sécurité, défense, et gestion des crises est rarement rendue publique, pour des raisons de secrète défense. Cette opacité a nécessité de recourir à des estimations ou à des données secondaires provenant d'organismes internationaux, ce qui a parfois posé des problèmes de comparabilité et de fiabilité.

Ensuite, nous avons rencontré des difficultés liées à la sensibilité du sujet. En effet, L'étude porte sur des questions sensibles : la sécurité nationale et les conflits armés. Certains interlocuteurs potentiels, notamment des fonctionnaires ou des responsables politiques, ont exprimé des réticences à livrer des informations détaillées ou à accepter des entretiens, par crainte de représailles ou par devoir de réserve. Ce contexte a limité le nombre d'entretiens réalisés et a réduit la richesse des témoignages qualitatifs initialement envisagés.

Par ailleurs, la période impartie pour la réalisation du mémoire a constitué une contrainte non négligeable. La nécessité de mener simultanément des recherches documentaires, d'organiser des déplacements pour rencontrer des acteurs et de traiter les données dans un délai court a exigé d'opérer des choix méthodologiques et d'écarter certaines pistes d'approfondissement.

Enfin, la situation sécuritaire elle-même a posé des difficultés pratiques. Les déplacements dans les zones les plus affectées par les conflits (Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, Bui, Manyu, etc.) étaient fortement déconseillés, voire impossibles, pour des raisons de sécurité personnelle. Ces contraintes ont réduit la possibilité d'observer directement les réalités locales ou de rencontrer des acteurs sur place, obligeant à s'appuyer sur des sources secondaires et des témoignages indirects.

10. Plan de travail

Ce travail est organisé en quatre chapitres.

Le premier chapitre pose les bases contextuelles de l'étude en retraçant la genèse des deux principales crises sécuritaires étudiées. Il revient sur l'émergence de la menace de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et son extension au Cameroun à partir de 2013, puis sur les origines profondes et immédiates de la crise anglophone, déclenchée en 2016. Enfin, il analyse la place du Cameroun dans la dynamique régionale, en insistant sur ses vulnérabilités frontalières et les alliances sécuritaires mises en place.

Le deuxième chapitre présente les manifestations concrètes des deux crises, en examinant les principales étapes des conflits, leurs répercussions sociales et humanitaires sur les populations, ainsi que les réponses apportées par l'État en termes de dépenses sécuritaires et budgétaires. Il est organisé en deux sections : la première est consacrée à la guerre contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord, et la seconde à la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le troisième chapitre propose une analyse croisée des effets des deux crises sur la stabilité des finances publiques du Cameroun. Il met en lumière l'évolution des dépenses de défense et de sécurité, le poids croissant des dépenses humanitaires et de reconstruction, ainsi que l'aggravation des déficits budgétaires et de la dette publique, tout en soulignant les arbitrages économiques opérés dans ce contexte.

Enfin, le quatrième chapitre explore les défis structurels auxquels le Cameroun reste confronté pour garantir la soutenabilité de ses finances publiques dans un environnement marqué par l'insécurité. Il examine les contraintes du budget de l'État, le rôle de l'aide internationale, et propose des stratégies et recommandations visant à renforcer la résilience budgétaire et à concilier impératifs sécuritaires et développement économique.

**CHAPITRE I : FONDEMENTS HISTORIQUES ET
DYNAMIQUES DES CRISES SECURITAIRES AU
CAMEROUN**

L'histoire politique et du Cameroun révèle que les crises actuelles ne sont pas fortuites, mais résultent d'un enchevêtrement de vulnérabilités structurelles. Les déséquilibres régionaux, marqués par la marginalisation des zones périphériques et la faiblesse des services publics ont nourri un sentiment d'exclusion, notamment dans l'extrême nord¹ et les régions anglophones². Sur le plan économique, la dépendance aux matières premières, la vulnérabilité des finances publiques et les inégalités territoriales ont accentué la précarité. Parallèlement, l'environnement régional, notamment dans le bassin du lac Tchad, s'est dégradé avec la montée en puissance de Boko Haram, dont l'influence s'est progressivement étendue au Cameroun.

I. Contexte politique, socio-économique et sécuritaire du Cameroun

Avant 2014, le Cameroun présentait une combinaison de stabilité formelle et vulnérabilités structurelles : pouvoir centraliser, faible diversification économique et fragilités sociales rurales. Ces fragilités, croisées à des dynamiques régionales (Sahel, bassin du lac Tchad), ont constitué un terrain propice aux risques sécuritaires et aux tensions sociopolitiques.

1. Contexte politiques et gouvernance en période de tensions

Entre 2014 et 2024, le paysage politique camerounais a connu des réajustements institutionnels et discursifs marqués par des états d'urgence ponctuels et une militarisation progressive, redéfinissant la gouvernance, les procédés décisionnels et la relation Etat-société.

1.1. Réajustements institutionnels, discours politiques, état d'urgence, militarisation progressive.

A partir du milieu des années 2010, le système politique camerounais, sous l'égide du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), a entrepris de consolider son hégémonie. Cette stratégie s'est appuyée sur une refonte des instruments institutionnels visant à répondre aux crises sécuritaires. Toutefois, comme le souligne le rapport 2024 de *Human Rights Watch*, la domination du parti au pouvoir au sein du Parlement et du Sénat dessine un espace politique verrouillé. Ce resserrement institutionnel s'accompagne d'une rhétorique

¹ Boko Haram est un groupe djihadiste armé originaire du Nord-Est du Nigéria. Fondé en 2002 par le prédicateur Mohammed Yussuf, il prône un islam rigoriste salafiste et rejette les influences occidentales, notamment l'éducation laïque. Le mouvement est né dans un contexte de pauvreté et de marginalisation du nord musulman nigérian. Son nom populaire, Boko Haram, signifie en haoussa « l'éducation occidentale est interdite ». Yusuf et ses disciples dénonçaient la corruption de l'Etat et réclamaient l'application stricte de la charia. Après sa mort en 2009 lors d'affrontements avec les forces de sécurité, son adjoint Abubakar Shekau radicalisa le groupe, inaugurant une campagne de terreur à grande échelle.

² La crise anglophone au Cameroun est un conflit complexe qui a débuté par des revendications corporatistes pour se transformer en un conflit armé profond. Tout commence en octobre 2016, lorsque des enseignants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, lancent des grèves pour protester contre la francophonisation des systèmes judiciaire (Common Law) et éducatif (sous-système anglophone). Ils dénoncent une marginalisation politique et culturelle héritée de la réunification de 1961.

sécuritaire et nationaliste croissante, utilisée pour légitimer le contrôle de l'Etat³. Ce verrouillage s'est accompagné de discours sécuritaires et nationalistes insistants, justifiant des lois antiterroristes et des mesures d'exception. En contexte de menace djihadiste et de séparatisme, l'État a souvent privilégié l'ordre et la sécurité, au détriment des libertés publiques et des mécanismes démocratiques.

Parallèlement, la militarisation progressive est devenue une caractéristique centrale du régime. L'intensification des opérations militaires dans l'Extrême-Nord des 2014 pour Boko Haram, et plus tard dans les régions anglophones, a légitimé un accroissement des effectifs militaires et de dépenses sécuritaires. HRW note que depuis 2020, le gouvernement a déployé des centaines de troupes supplémentaires dans les zones à risque⁴. À cela s'ajoutent des restrictions accrues sur la liberté d'expression, la répression des opposants politiques et la société civile, ainsi qu'une surveillance renforcée dans les zones anglophones, autant de signes d'un recentrage du pouvoir autour de la sécurité et de l'autorité de l'État⁵.

Ces réajustements institutionnels et cette militarisation s'appuient sur une stratégie de contrôle territorial : en mobilisant l'armée, les forces de sécurité et des institutions, l'État cherche à maintenir l'intégrité territoriale et à neutraliser les menaces internes ou transfrontalières. Mais cette stratégie a des conséquences lourdes sur la gouvernance, la transparence et la confiance des populations, et jette les bases d'un équilibre budgétaire de plus en plus sollicité par des dépenses de sécurité.

1.2. Contexte sécuritaire régional

Le pays est bordé par le Nigeria à l'ouest, la République centrafricaine (RCA) et le Tchad à l'est, ainsi que le Gabon, la Guinée équatoriale et la République du Congo au sud. Les régions du Nord (Extrême-Nord et Nord) sont proches du lac Tchad et de la frontière nigériane, où émergera plus tard Boko Haram. Cette carte illustre aussi la localisation des régions anglophones (Nord-Ouest, Sud-Ouest).

³ T. Hassan, « Cameroun: Événements de 2023 », Human Right Watch, 2024.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Carte n° 2: Carte de la situation sécuritaire du Cameroun



Source : Conception de l'auteur Jean Claude Benjamin Mahop.

Cette représentation spatiale localise les principales zones d'instabilité du pays (Extrême-Nord et NOSO). Elle illustre la complexité d'un environnement sécuritaire marqué par des menaces hybrides, à la fois locales et transfrontalières. Cette lecture géographique facilite l'examen des impératifs de coordination militaire et des contraintes logistiques majeures liées à la protection des populations et du territoire.

1.2.1. Tensions aux frontières avec la RCA et dans le bassin du Lac Tchad

La région de l'Extrême-Nord, frontalière du Nigéria et proche du Lac Tchad, a été le théâtre de l'offensive de Boko Haram. Depuis 2014, cette région subit des attaques transfrontalières, des raids, des enlèvements, destruction de villages et des déplacements massifs de populations. HRW rapporte qu'en 2021 au moins 80 civils ont été tués au cours d'une

seule série d'attaques, et que des centaines de domiciles ont été pillés⁶. Ces pressions transfrontalières rendent la sécurité précaire, forçant le Cameroun à maintenir une forte présence militaire, à restreindre la circulation, à contrôler les frontières et à mobiliser des ressources sécuritaires disproportionnées. Ces dynamiques fragilisent les populations, perturbent les activités économiques (agriculture, commerce, pêche), et génèrent des déplacements internes et des réfugiés lesquels pèsent sur les infrastructures sociales et exigent des réponses humanitaires constantes.

En plus de la menace de Boko Haram, la région subit des effets collatéraux à travers notamment la contrebande, trafic, insécurité chronique⁷, ce qui accentue la vulnérabilité socio-économique et accroît la demande de protection, un cercle vicieux qui alourdit les dépenses sécuritaires et humanitaires de l'État. Selon une source, le commerce informel transfrontalier représenterait un déficit important pour l'État malgré la crise sécuritaire⁸, ce qui illustre l'interaction complexe entre sécurité, économie licite et illicite.

L'instabilité chronique de la République Centrafricaine (RCA) a transformé la frontière Est du Cameroun en une zone de pression migratoire et sécuritaire dès 2003. La dégradation brutale de la situation centrafricaine entre 2013 et 2014 a forcé l'Etat camerounais à sécuriser cette zone bien avant le paroxysme des crises dans le Septentrion et le NOSO, multipliant ainsi les foyers de dépenses. Des dizaines de milliers de Centrafricains avaient déjà fui vers l'Est camerounais dès l'été 2013, avant l'explosion de la crise humanitaire⁹. Le Cameroun a alors été sollicité pour accueillir des réfugiés, plus de 130 000 personnes ayant traversé ses frontières orientales à partir de fin 2013. Cette situation a créé des tensions sur les axes de transit et dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, où l'afflux de populations déplacées stressait les infrastructures sociales (hôpitaux, écoles, camps). Sur le plan formel, le Cameroun entretenait cependant des relations diplomatiques de bon voisinage avec N'Djamena (Tchad) et Bangui (RCA). Les deux pays coopéraient désormais militairement contre les menaces communes. Au moment où démarre vraiment la montée de Boko Haram en 2014, les

⁶ Human Right Watch, « Cameroun dans le Rapport Mondial 2021 », <https://hrw.org/fr/world-report/2021/country-chapters/377473>, 2021.

⁷ Entretien avec un acteur humanitaire basé à Bertoua en séjour à Yaoundé, avril 2025, information soutenue par des informateurs du ministère de la Défense, Yaoundé, avril 2025.

⁸ Entretien avec des officiers du ministère de la Défense, Yaoundé, avril 2025, soutenue par des fonctionnaires du ministère des Finances, avril 2025.

⁹ B. de Cazenave, « Réfugiés centrafricain au Cameroun : sur inventé pour survivre », UNHCR, 12 août 2015. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/stories/refugies-centrafricains-au-cameroun-se-reinventer-pour-survivre#:~:text=Philom%C3%A8ne%20compte%20parmi%20plus%20de,dans%20la%20r%C3%A9gion%20de%20l'Adamaoua>, Consulté le 12 juin 2025.

relations frontalières étaient encore apaisées, même si des incidents de banditisme ou d'armes légères au long des frontières étaient de plus en plus signalés par les autorités.

1.2.2. Relations diplomatiques et environnement sécuritaire extérieur

Sur la scène régionale et internationale, le Cameroun était un acteur engagé au sein de diverses organisations multilatérales. Membre fondateur de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), il soutenait les initiatives de paix en Afrique centrale. Il a contribué aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans la sous-région ex-mission MINURCAT au Tchad/RCA, précédant l'ampleur de 2014 et s'alignait souvent sur les positions diplomatiques des organisations panafricaines (UA/anciennement OUA) et de la Francophonie. Comme le note *Encyclopædia Britannica*, le Cameroun « entretient de bonnes relations avec la France, les États-Unis et d'autres pays développés » et soutient activement les efforts de paix et de droits de l'Homme en Afrique centrale¹⁰. En pratique, cela se traduisait par des dialogues réguliers avec ses voisins directs (Nigéria, Tchad, RCA), la participation à des réunions de la CEEAC ou de la CEMAC sur la sécurité, et un rôle de médiateur régional dans certains dossiers (par exemple, Cameroun et Tchad assistaient le Soudan pendant la crise au Darfour). Sur le plan intérieur, le Cameroun a aussi dû gérer les premières manifestations politiques des mouvements anglophones mais sans qu'elles débouchent encore sur un conflit armé. Des associations comme le *Southern Cameroon's National Council* (SCNC) déposaient des plaintes auprès de la Commission africaine des droits de l'homme dès 2008 contre la soi-disant occupation du territoire anglophone, marquant une tension diplomatique latente sur le dossier anglophone¹¹.

1.3. Effets sur le Cameroun

Les crises transfrontalières et internes ont eu des répercussions multidimensionnelles au Cameroun : ralentissement économique régionalisé, élévation des dépenses sécuritaires, fragilisation des finances publiques, déplacements massifs de populations, affaiblissement des services publics et tensions sociales accrues. Ces impacts ont reconfiguré les priorités publiques et accru la vulnérabilité des territoires périphériques.

¹⁰ Wikipédia, « Le Cameroun dans les relations internationales », https://en.m.wikipedia.org/wiki/Foreign_relations_of_Cameroon#:~:text=Cameroon%20enjoys%20good%20relations%20with,peacekeeping%20activities%20in%20Central%20Africa, Consulter le 12 juin 2025.

¹¹ *Ibid.*

1.3.1. Effets sécuritaires directs

La situation régionale a des répercussions tangibles dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Dès 2014, les insurgés nigériens ont franchi la frontière pour attaquer villages et camps militaires. Le Cameroun a déployé d'importants moyens tels que les Opérations *Castor*¹², *Gama*¹³, et *Emergence*¹⁴ pour nettoyer la zone frontalière, souvent avec l'appui de sa Force multinationale mixte¹⁵. Toutefois, les Camerounais ont subi de lourdes pertes : par exemple, après le démantèlement des postes-frontières de Ldamang et Ldobam dans le Mayo-Tsanaga en août 2017, plus de 100 combattants djihadistes les ont repris et attaqués, tuant de nombreux soldats camerounais. Les soldats basés dans la région de Mora subissent régulièrement des embuscades à l'engin explosif improvisé (rond-point Sahel) sur les pistes d'approvisionnement¹⁶. Le bilan cumulé de ces attaques transfrontalières s'élève à des centaines de morts et blessés parmi les civils et militaires camerounais. Par ailleurs, Boko Haram ayant établi des bases sur le flanc de la forêt de Mandara au Cameroun et dans les îles du lac Tchad (Cameroun/Tchad), des incursions armées y sont fréquentes. Selon les rapports de sécurité, des attaques quotidiennes contre des civils et l'installation des engins explosifs improvisés (EEI) ont persisté fin 2024 dans les zones frontalières Cameroun-Nigeria¹⁷.

¹² L'Opération Castor est l'opération de la gendarmerie nationale et de l'armée de terre, leur objectif est de sécuriser l'arrière-pays et les localités qui ne sont pas directement sur la ligne de front, leurs missions visent à empêcher l'infiltration des terroristes dans les villages, à démanteler les cellules dormantes et à protéger les populations civiles contre les enlèvements.

¹³ L'opération Gama se concentre sur la recherche de renseignement et la surveillance des points de passages.

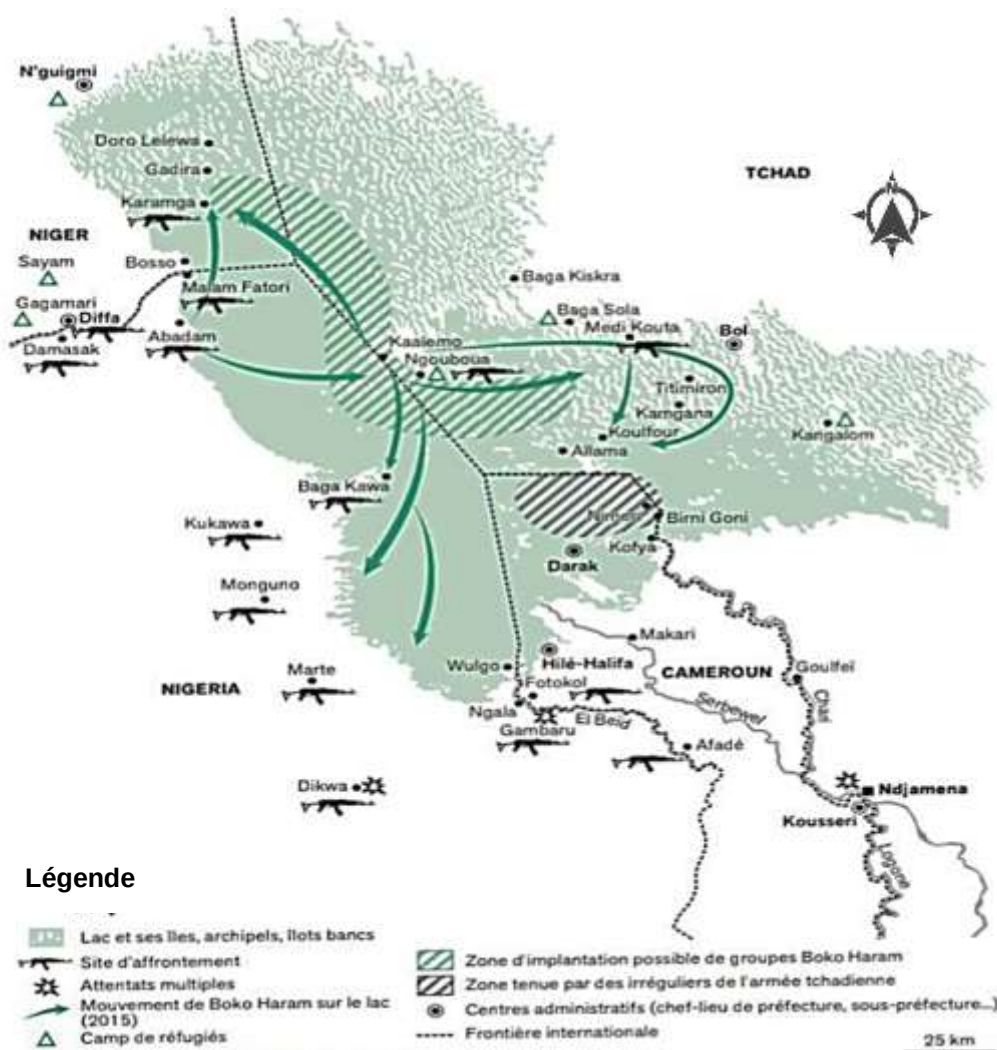
¹⁴ L'opération Emergence est le dispositif global de l'armée Camerounaise pour la défense de la région de l'Extrême-Nord, elle divise la zone en secteurs militaires. C'est elle qui coordonne l'artillerie, l'aviation et les troupes au sol.

¹⁵ J. Epane Mbella, entretien avec l'auteur, Yaoundé, mai 2025, soutenu par J. V. Ntuda Ebobe, entretien avec l'auteur, Yaoundé, soa, 20 janvier 2025.

¹⁶ International crisis group, Africa report n°263, 14 august 2018, pp. 26-41.

¹⁷ *Ibid*, p. 36.

Carte n° 3: Lac Tchad : théâtre des attaques de Boko Haram 2015-2017



Source : Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad : Extension ou sanctuarisation », *Revue Afrique contemporaine*, 2017/3 n° 255/ pp. 93-120.

Cette image, illustre le bassin du lac Tchad comme un véritable théâtre d'action pour Boko Haram, ce qui met en lumière la dimension frontalière lacustre et géographique de la menace. Cette carte visualise la porosité des frontières entre Nigeria, Tchad, Cameroun et Niger, et révèle la facilité avec laquelle les insurgés se déplacent et exploitent des espaces marécageux, insulaires et peu contrôlés. Pour le Cameroun, ce chemin renforce l'idée que l'attaque et la militarisation de zone comme l'Extrême-Nord ne sont pas isolées mais inscrites dans une dynamique régionale complexe, ce qui augmente les coûts de la sécurité, la vulnérabilité des populations et la nécessité d'une coordination internationale.

1.3.2. Déplacements de populations

Les conflits régionaux ont généré d'importants mouvements de population vers et à travers le Cameroun. Le Cameroun accueille depuis 2013–2014 des dizaines de milliers de réfugiés fuyant la violence orchestrée par Boko Haram au Nigeria. Dès lors, le camp de

Minawao département du Mayo-Tsanaga, dans l'Extrême-Nord a été érigé en juillet 2013 pour abriter ces réfugiés. En septembre 2015, il comptait déjà plus de 58 000 personnes principalement Nigériens¹⁸, un nombre excédant largement sa capacité initiale. Le phénomène a entraîné des tensions locales telles que la surexploitation des ressources, la dégradation des écosystèmes puis des programmes de stabilisation tels que la reforestation, et agriculture de subsistance pour faire face aux pressions humanitaires. Par la suite, bien que le nombre de réfugiés ait décliné (rapatriements ou réinsertion), le Cameroun reste l'un des principaux pays d'asile pour les populations du lac Tchad. Déplacés internes (DI) : le Cameroun lui-même connaît des déplacements internes sous l'effet combiné de la crise Boko et, dans les régions anglophones, de la crise séparatiste. Dans l'Extrême-Nord, des villages proches de la frontière se sont temporairement vidés lors de grandes offensives par exemple entre décembre 2014 et 2015. Aujourd'hui, on dénombre des dizaines de milliers de déplacés internes camerounais dues principalement aux violences de Boko Haram et aux représailles croisées, s'ajoutant aux quelques milliers de réfugiés étrangers sur le sol camerounais. Au total, le Cameroun abrite aussi environ 89 000 réfugiés (tous pays) selon l'ONU, avec un volet significatif lié au lac Tchad¹⁹.

1.3.3. Coopération militaire et réponses institutionnelles

Face à ces menaces, le Cameroun a cherché à renforcer la coopération régionale. Il participe activement à la Force Multinational Mixte (FMM) en fournissant un bataillon basé à Mora²⁰. Les forces camerounaises ont mené des opérations conjointes avec le Nigeria et le Tchad, aussi bien dans le cadre de la FMM que par bilatéral (opérations *Dangote*²¹, *Mapari*²², etc.). Par exemple, dès 2015-2016, l'armée camerounaise lançait des frappes au-delà de la frontière du Nigeria pour détruire les camps insurgés, puis réagissait aux contre-attaques de Boko sur son territoire. L'ONU et l'UE ont aussi soutenu le Cameroun : une logistique pour la FMM a été établie à Douala, et Yaoundé a accueilli des formations multilatérales (projets G5 Sahel/CENT-Sud). Par ailleurs, le Cameroun coopère avec le Niger et le Tchad pour surveiller

¹⁸ A. B. Atabang, « Cameroon's Nigerian refugees who degraded their camp are new vanguards of reforestation », Africa agroecology, Mongabay, 28 Juin 2022.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ International crisis group, Africa report n°263, pp. 32-42.

²¹ L'opération Dangote lancée vers en fin 2015 et début 2016, est l'une des opérations les plus emblématiques de la coopération bilatérale Cameroun-Nigeria, l'objectif était de nettoyer les bases logistiques de Boko Haram situées dans la forêt de Sambisa et dans les monts Mandara coté nigérian.

²² L'opération MAPARI, s'inscrit dans la sécurisation de la ligne de front et des zones de transit, l'idée était de créer un cordon de sécurité pour empêcher les incursions de Boko Haram vers les grandes villes comme Mora ou Maroua.

les frontières orientales, à travers des mécanismes comme le forum du lac Tchad auquel Yaoundé participe et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)²³. Enfin, l'augmentation des attaques a poussé le gouvernement à dépenser davantage de budget dans la sécurité à travers le renforcement des gardes-frontières, le recrutement de volontaires pour la défense du pays, et l'achat d'équipements anti-IED.

2. Situations socio-économiques et vulnérabilités persistantes

La décennie 2014-2024 a révélé l'impact combiné des chocs sécuritaires et macro-économiques sur la croissance, l'emploi et les infrastructures locales, aggravant des vulnérabilités régionales préexistantes et creusant des inégalités territoriales durables.

2.1. Effets des crises sur la croissance, l'emploi et les infrastructures locales

Le Cameroun avant 2014, bénéficie d'un certain dynamisme économique, notamment grâce à ses ressources naturelles (pétrole, bois, agriculture), mais la décennie 2014-2024 a fortement compromis cette trajectoire. La chute des prix du pétrole à l'international à partir de 2014 a fragilisé les recettes de l'État, ce qui a coïncidé avec l'escalade des crises de sécurité, un double choc qui a ralenti la croissance et creusé le déficit budgétaire²⁴. Selon un document de la banque mondiale relatif au Cameroun, la soutenabilité budgétaire est devenue un enjeu central, ce qui a conduit à un resserrement des marges de manœuvre pour les investissements publics²⁵. Dans les zones affectées, les infrastructures locales telles que les routes, marchés, écoles, services de base, ont été gravement perturbés. Dans l'Extrême-Nord, les attaques répétées et la fermeture temporaire ou prolongée des axes routiers ont paralysé le commerce transfrontalier, pilier économique de la région, provoquant un recul des échanges, la perte de revenus pour de nombreux commerçants et une hausse du chômage. L'ONG *International Crisis group* note que la lutte contre beaucoup Haram a considérablement bousculé les rôles socio-économiques dans la région aggravant une précarité préexistante²⁶.

Dans les régions anglophones, le conflit a paralysé l'économie locale, notamment l'agriculture, le commerce, les plantations, et l'artisanat. De nombreuses exploitations agricoles ont dû être abandonnées ou fonctionnent au ralenti, en raison de l'insécurité, des déplacements

²³ *Ibid.*

²⁴ Isofa Mfenjo, entretien avec l'auteur, Yaoundé, SOA, 20 Janvier 2025.

²⁵ The World Bank, *Program information document (PID), improving performance, accountability and transparency in Cameroon PforR (P505030)*, concept stage, Report n°PIDPC00080, Washington, DC, World Bank Group, 25 June 2024, p. 6.

²⁶ B. A. Lassaad, « Cameroun : Crisis Group déplore les conditions de vie des populations de l'Extrême-Nord », Ajansi Anadolu, 26 novembre 2017, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crisis-group-d%C3%A9plo-re-les-conditions-de-vie-des-populations-de-l-extr%C3%Aame-nord-/948547>, consulté en mars 2025.

forcés, du boycott scolaire, et de la destruction d'infrastructures. Le conflit a ainsi réduit les opportunités d'emploi, fragilisé les revenus et accentué la pauvreté. Plusieurs études académiques récentes montrent que la crise a eu des effets négatifs significatifs sur le capital humain à travers notamment la baisse des résultats scolaires, l'absentéisme des enseignants, fermeture d'écoles etc. ce qui compromet le développement socio-économique à long terme des zones anglophones²⁷. Au niveau national, la combinaison entre détérioration des recettes, augmentation des dépenses sécuritaires et contraction des activités productives locales a creusé les fragilités macroéconomiques. Le niveau de l'investissement public est remonté ; la banque mondiale note une réduction de l'inversement public de 4,8 % à 4,0 % du PIB entre 2022 et 2023, signe d'un arbitrage budgétaire en faveur de la sécurité plutôt que du développement²⁸.

2.2. Inégalités régionales accentuées par les conflits

Les crises ont accentué les disparités régionales entre les zones relativement stables et celle affectées par les violences. L'Extrême-Nord, anciennement l'une des régions les plus défavorisées, a vu sa pauvreté structurelle s'aggraver avec l'insurrection et ses conséquences notamment, les déplacements, perte des sources de revenus, fermeture des marchés et des frontières, interruption des échanges transfrontalières. *International Crisis group* (ICG) rapporte que « la guerre contre Boko Haram n'a fait qu'empirer la situation économique déjà précaire » de plusieurs millions d'habitants de l'Extrême-Nord²⁹. De même, les régions anglophones auparavant productrices agricoles et riches de leur diversité économique ont vu leur potentiel économique anéanti. Les études montrent une dégradation du capital humain (éducation, santé), une fuite des personnes (déplacés internes, réfugiés), et un effondrement des circuits économiques traditionnels³⁰. Le conflit a ainsi creusé le fossé entre ces régions et le reste du pays, renforçant des fractures économiques et sociales.

II. Crise de Boko Haram et la menace dans le bassin du lac Tchad

La crise liée à Boko Haram s'inscrit dans une dynamique transfrontalière d'envergure régionale. Elle se manifeste par la montée de la violence armée et des déplacements massifs de populations, provoquant un effondrement des échanges commerciaux entre les états riverains

²⁷ H. Galindo-Silva, G. Tchuente, « Armes conflict and early Human capital accumulation: Evidence from Cameroon's anglophone conflict », General Economics, ARXIV 2306.13070, 22 June 2023.

²⁸ World Bank, *Program information document*..., p. 4.

²⁹ B. Ahmed Lassaad, « Cameroun : Crisis Group déplore les conditions de vie des populations de l'extrême nord », Ajansi Anadolu, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crisis-group-d%C3%A9ploire-les-conditions-de-vie-des-populations-de-l-extr%C3%Aame-nord-/948547>, consulté le 26 novembre 2024.

³⁰ E. Olomo, Conversation avec l'auteur, Yaoundé, 19 février 2025, soutenu par Ndzie Ntsama et Madame Chaceline, entretien avec l'auteur, Yaoundé, MINAT, Mars 2025.

du bassin du Lac Tchad (Nigéria, Niger, Tchad, Cameroun). L'analyse se focalise ici sur la trajectoire du groupe, ses modes opératoires et les conséquences sécuritaires et humanitaires au sein bassin du lac Tchad.

1. Emergence et expansion du phénomène Boko Haram au Cameroun (dès 2014)

La présence de Boko Haram au Cameroun n'est pas née ex nihilo : elle résulte d'un transfert d'activité depuis le nord-est du Nigéria et d'un contexte régional de faiblesse étatique et de porosité frontalière³¹. Entre 2014 et 2016, les attaques ont pris une ampleur nouvelle à travers notamment des attaques suicides, enlèvements de masse, occupations temporaires de localités, déstabilisant durablement l'Extrême-Nord camerounais et provoquant d'importants mouvements de population.

1.1. Attaques, enlèvements, occupation de localités

Le conflit, longtemps cantonné au Nigeria, gagne progressivement Extrême-Nord camerounais à partir de 2013, année à laquelle les premiers signes d'expansion apparaissent lorsque Boko Haram franchi la frontière et enlève une famille française dans la localité de Waza département du Mayo-Sava³². Dès 2012, Boko Haram a multiplié incursions et raids dans les zones frontalières du Cameroun : marchés pris pour cibles, postes de sécurité attaqués, et occupations temporaires de villages. Des cas d'enlèvements massifs notamment d'enfants et d'habitants de villages ont été documentés entre 2014 et 2015, provoquant une onde de choc nationale et internationale. Des sources humanitaires et médiatiques ont recensé des dizaines d'attaques et des milliers de déplacés dès les premières années de l'extension du conflit sur le territoire camerounais³³.

L'exemple du camp de Minawao illustre l'ampleur du flux de réfugiés : conçu pour accueillir des dizaines de milliers de personnes, il a été rapidement saturé, comme tant que prêt de 59000 réfugiés nigériens fin 2016 et des proportions d'enfants très élevées (plus de 60%). Les pressions logistiques et sanitaires y ont été immenses, mettant en lumière la dimension transfrontalière et régionale de la crise³⁴. Parmi les épisodes les plus marquants figurent les enlèvements massifs à titre illustratif environ 80 personnes enlever lors d'une attaque signalée

³¹ Boko Haram est né au début des années 2000 dans l'Etat de Borno au Nord-Est du Nigéria sous la direction de Mohammed Yusuf, ce dernier prêche une islamisation radicale et une rupture avec l'influence occidentale d'où le nom « Boko Haram » signifiant : « l'éducation occidentale est un péché ».

³² Moussa, « Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord... », p.8.

³³ K. Nfor, « Boko Haram attacks spark education crisis in Cameroon », TNH, OCHA, 12 may 2015, <https://reliefweb.int/report/cameroon/boko-haram-attacks-spark-education-crisis-cameroon>, consulté le 20 mars 2025.

³⁴ UNCHR, « Minawao : Profil du camp », Rapport de situation, UNHCR, novembre 2016, pp. 1-8.

dans la presse internationale en janvier 2015, ainsi que des raids répétés sur des marchés ou bourgades, entraînant morts, destructions et paniques collectives. Le cumul de ces actes a provoqué des déplacements en Chaîne internes et transfrontalière, et a saturé la capacité d'accueil des acteurs humanitaires et des collectivités³⁵.

1.2. Radicalisation et infiltration dans l'Extrême-Nord

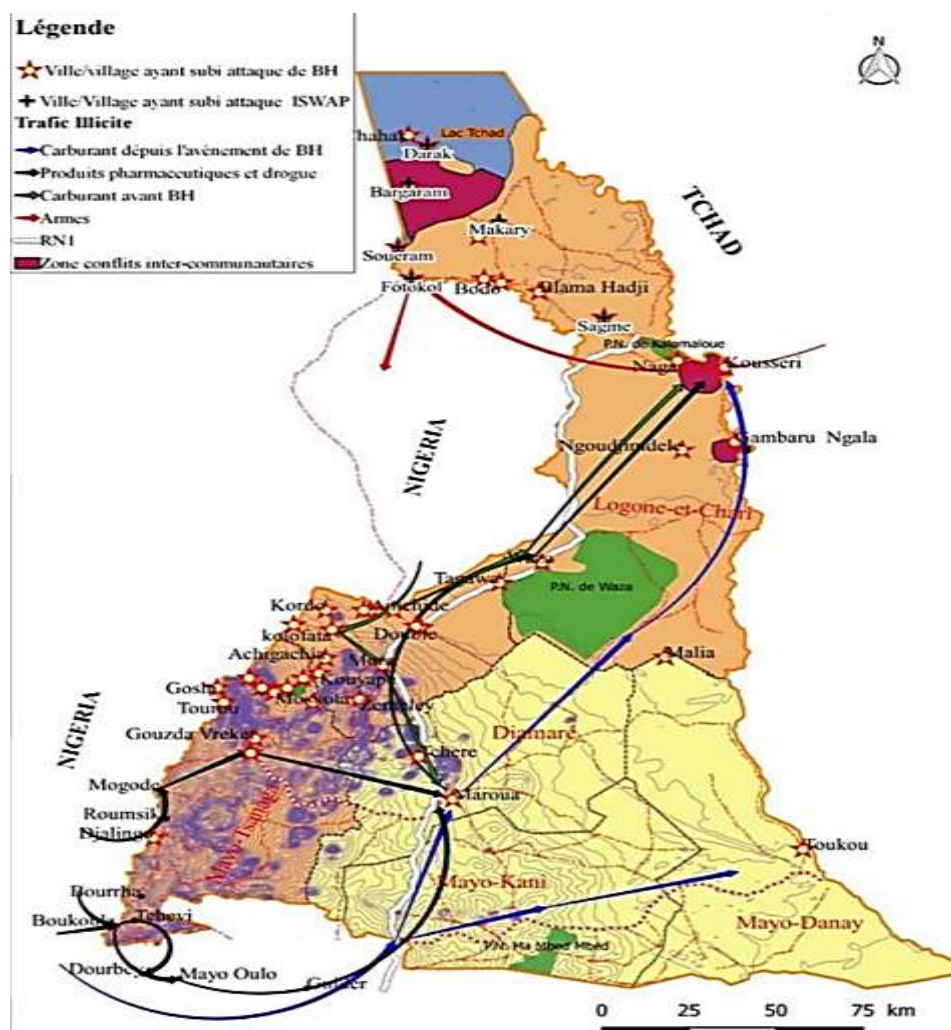
La seconde caractéristique majeure de l'expansion de Boko Haram au Cameroun a été la radicalisation locale et la stratégie d'infiltration des milieux ruraux isolés. Le groupe a progressivement évolué d'actions spectaculaires (raids) vers un modèle combinant cellules clandestines, attentats suicides, assassinats ciblés et pressions sur les communautés pour asseoir contrôle et ressources. Ce glissement tactique a été facilité par la géographie (marécages, îles du Lac Tchad, zones peu contrôlées) et par des vulnérabilités sociales (pauvreté extrême, absence d'infrastructures, chômage des jeunes)³⁶. Des rapports de terrain indiquent que Boko Haram exploitait aussi des réseaux de contrebande, le transport lacustre et des relations personnelles pour se dissimuler, se réapprovisionner et recruter localement, rendant l'action sécuritaire plus complexe et nécessitant une approche plus fine que la seule réponse militaire traditionnelle. En outre, la radicalisation n'a pas été homogène : elle a touché certaines poches (jeunes marginalisés, groupes ethniques aux marges) plus que d'autres, et à parfois pris la forme d'une coercition communautaire plutôt que d'un véritable volontarisme idéologique³⁷.

³⁵ J. Linshi, « Suspected Boko Haram militants kidnaps around 80 in Cameroon », Time, 18 January 2015, <https://time.com/3672904/boko-haram-cameroon/>, consulté le 20 mars 2025.

³⁶ E. B. Rackley, « Cameroon's Far North: Responding to Boko Haram », Oxford research group briefing, March 2017, pp. 1-8.

³⁷ Human Right Watch (HRW), « Cameroon: Boko Haram attacks escalate in Far North », HRW, 5 April 2021, Human Rights Watch <https://www.hrw.org> Cameroon: Boko Haram Attacks Escalate in Far North <https://www.hrw.org/news/2021/04/05/cameroon-boko-haram-attacks-escalate-far-north>, consulté le 18 Avril 2025.

Carte n° 4: Cartographie des villes et villages affectés par Boko Haram au Cameroun



Source : Moussa Bobbo, « Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt », Notes de l'Ifri, Ifri, juin 2022.

Cette carte met en évidence l'expansion géographique progressive de la menace Boko Haram dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun entre 2013 et 2014, moment charnière où le conflit, jusque-là concentré au Nigeria, s'internationalise. Elle est sur la multiplication des attaques c'est blanc ville et village frontaliers, ainsi que l'émergence de nouvelles routes d'insécurité liées au trafic d'armes, de carburant ou de biens illicites, signes de l'enracinement territorial du groupe point l'image permet de visualiser la logistique d'infiltration par les zones rurales faiblement contrôlées, avant la bascule vers des offensives plus directes contre des centres urbains stratégiques comme Fotokol ou Maroua. En cela, la carte confirme que l'entrée de Boko Haram au Cameroun ne relève pas d'un épisode ponctuel, mais d'une dynamique d'expansion graduelle, reposant à la fois sur la porosité frontalière, l'économie criminelle et la faiblesse structurelle du dispositif de sécurité local.

2. Intensification des attaques, riposte et impacts humanitaire au Camerounais

À l'intensification des actions de BoKo Haram répond une riposte militaire soutenue et des opérations transfrontalières, qui ont pourtant peu freiné la dégradation humanitaire : déplacement massifs, pénurie alimentaire, accès restreint aux soins et à l'éducation, effondrement des moyens de subsistance et pression accrue sur les communautés d'accueil et les acteurs humanitaires.

2.1. Intensification des attaques et riposte camerounaise (2014-2024)

Face à cette émergence de Boko Haram, le Cameroun a d'abord réagi de manière graduelle, puis intensifié sa riposte après 2014. Sur le plan militaire, le pays renforce massivement la 3e Région militaire centrée à Maroua qui couvre l'Extrême-Nord. Des bataillons d'intervention rapide (BIR) sont déployés, appuyés par l'aviation et l'artillerie. Des patrouilles quotidiennes sillonnent le massif du Mandara et les plaines du Logone, tandis que des bases avancées sont établies le long de la frontière. En complément des forces régulières, l'État camerounais encourage la création de comités de vigilance locaux : il s'agit de milices villageoises non officielles, composées de jeunes volontaires armés pour protéger leur communauté³⁸. Ces comités de défense popularisés par la presse depuis 2014 jouent un rôle important de renseignement et de surveillance. Par exemple à Kolofata (département du Mayo-Sava), le leader local Alhadji Dale commande plusieurs dizaines de vigilants encadrés par l'armée, le tout pour surveiller les villages abandonnés et mener des opérations d'interpellation contre des suspects³⁹. Ces volontaires reçoivent des récompenses (médaille, nourriture, crédit téléphonique) pour leur collaboration, et fournissent aux BIR des renseignements précis sur les déplacements de Boko Haram⁴⁰. Toutefois, cette mobilisation populaire comporte des dérives : certains comités, mal régulés, se sont transformés en milices locales accumulant poulets et rançons, ou organisant leurs propres raids transfrontaliers de représailles. En parallèle, le Cameroun a intégré progressivement la dimension régionale du conflit. En 2015 il adhère enfin à la Force multinationale mixte (FMM/MNJTF) créée sous l'égide de la Commission du Bassin du Lac Tchad. Cette force regroupe le Cameroun, le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Bénin en une coordination militaire concertée. Bien que réticent au départ à intervenir hors de son territoire, Yaoundé accepte finalement d'ouvrir un secteur de la FMM et de coordonner ses opérations. L'intervention récente de l'armée tchadienne dans l'extrême-nord camerounais et

³⁸ J. Tilouine, « Cameroun : les comités de vigilance contre Boko Haram, de la défense à l'attaque », le monde, 22 juillet 2016, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/20/cameroun-les-comites-de-vigilance-contre-boko-haram-de-la-defense-a-l->, consulté le 13 décembre 2024.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

celle du Niger dans des opérations conjointes a d'ailleurs considérablement affaibli Boko Haram en 2015-2016⁴¹. Sous l'impulsion de ces efforts communs, les autorités régionales ont pu réduire le nombre d'attaques suicides au Cameroun et mieux contrôler certains couloirs frontaliers⁴².

Le Cameroun multiplie également les coopérations bilatérales. La France, ancienne puissance protectrice de l'Afrique centrale, apporte un soutien politique et matériel. En janvier 2016, Paris fait officiellement don de 11 véhicules tactiques, casques et gilets pare-balles d'une valeur de 318 millions de FCFA à l'armée camerounaise, destinés à ses unités spéciales formées par des officiers français⁴³. Ces équipements s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat militaire renforcé, comprenant des formations conjointes, du déminage et du partage de renseignements (vidéo-surveillance, cartographie) pour combattre Boko Haram⁴⁴. De son côté, l'États-Unis intervient discrètement mais activement. À partir de 2016, l'administration Obama déploie jusqu'à 300 soldats d'appui au Cameroun, avec installation d'une base de drones de surveillance. Les Marines américaines entraînent l'armée camerounaise au pilotage à distance d'appareils de reconnaissance et à l'interprétation d'images d'observation, tout en fournissant un précieux soutien signalétique. D'après les autorités camerounaises, « les soldats américains offrent des informations vitales en temps réel, permettant à l'armée de frapper les positions terroristes au moment opportun ». Au total, ces alliances avec Paris, Washington et les pays voisins ont soulagé une part de la charge opérationnelle : elles ont fourni du renseignement, des équipements modernes notamment des drones américains et un appui logistique (hélicoptères, formation de tireurs, etc.), même si l'essentiel du combat reste assuré par les forces camerounaises.

2.2. Impact humanitaire et premières réponses

La guerre contre Boko Haram a généré une crise humanitaire majeure au Cameroun. Les violences ont provoqué d'importants déplacements de population. Selon un rapport de 2016, le conflit a déjà fait environ 1 500 morts et créé quelque 155 000 déplacés internes ainsi que 73 000

⁴¹ International crisis group (ICG), « Cameroon: confronting Boko haram », In *research and report*, report n°214, Nairobi/Brussels, 16 November 2016, <https://www.refworld.org/reference/countryrep/icg/2016/en/113296#:~:text=The%20fight%20against%20Boko%20Haram,lacks%20funding%20and%20logistical%20resources>, consulté le 13 décembre 2024.

⁴² *Ibid.*

⁴³ E. Ben Saïd, « Lutte contre Boko haram : la France se remet du matériel militaire au Cameroun », AA, 22 janvier 2016, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lutte-contre-boko-haram-la-france-remet-du-mat%C3%A9riel-militaire-au-cameroun->, consulté le 13 décembre 2024.

⁴⁴ *Ibid.*

réfugiés nigériens sur le territoire camerounais⁴⁵. Ces chiffres n'ont fait que croître : début 2015 on estimait à près de 50 000 le nombre de réfugiés nigériens au Cameroun dont 30 000 campés à Minawao, alors qu'ils n'étaient que 6 000 fin août 2014⁴⁶. On compte aujourd'hui plus de 320 000 déplacés internes dans l'Extrême-Nord, dont plus de la moitié sont des enfants et ados⁴⁷. Pratiquement tous les villages frontaliers ont dû accueillir à la fois les réfugiés et les déplacés du conflit, saturant les foyers d'accueil traditionnels. Le secteur de l'éducation a été lourdement touché. Boko Haram vise explicitement les écoles : 19 attaques ont visé des établissements dans l'Extrême-Nord jusqu'en 2021, causant l'abandon d'environ 38 460 élèves déplacés soit 26% des élèves déplacés du pays dans la région⁴⁸. Au total, ce sont 192 écoles primaires qui ont été fermées dès 2014 en raison de l'insécurité, et 58 d'entre elles restaient inactives fin 2021⁴⁹. Dans de nombreuses localités, les écoles servent désormais de bases militaires ou ont été détruites éloignant des milliers d'enfants de toute classe. Ces fermetures massives accroissent la fracture éducative entre le Grand Nord et le reste du pays, et alimentent un cycle d'exclusion juvénile.

⁴⁵ ICG, « Cameroon: confronting... », p.26.

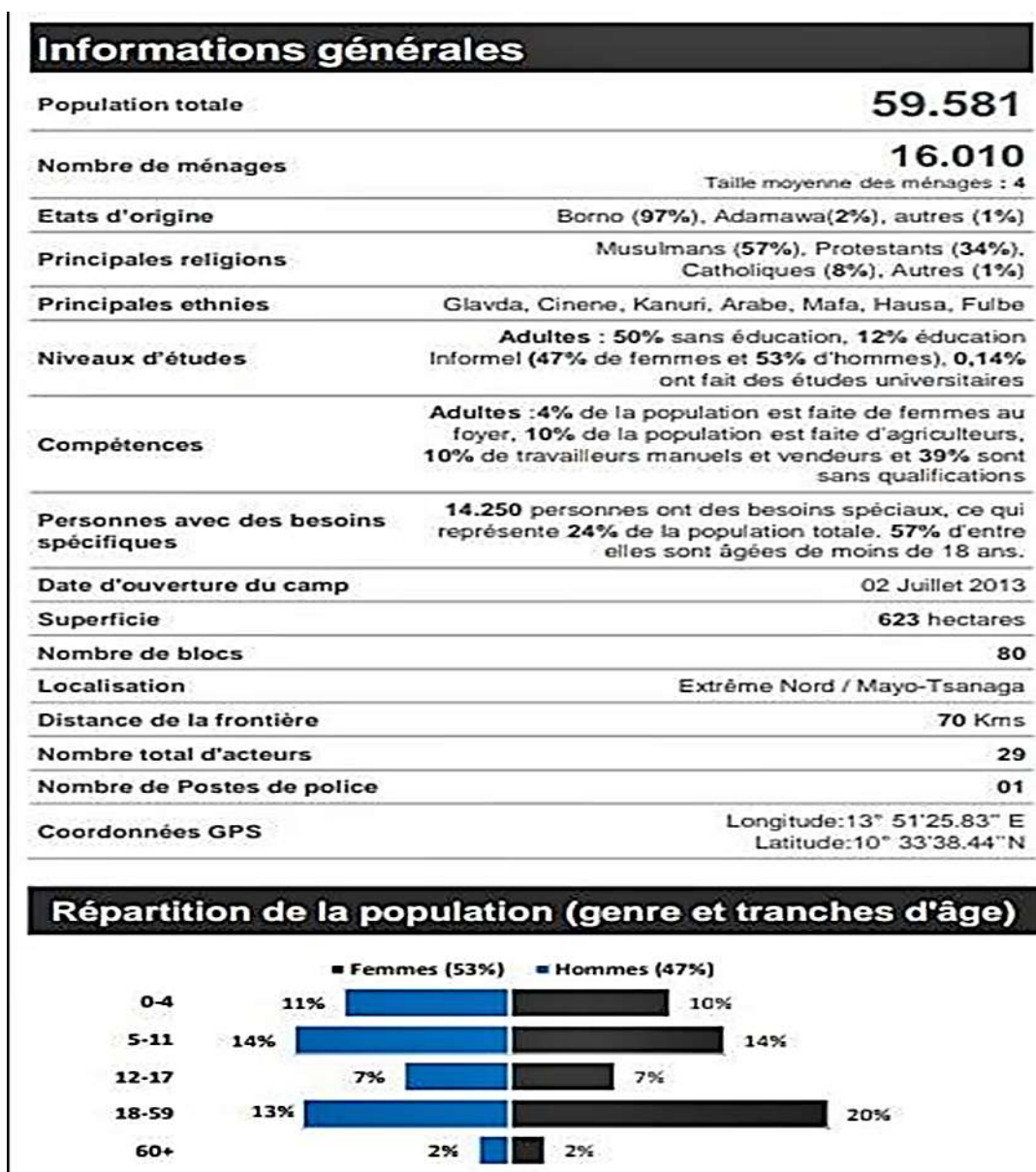
⁴⁶ Tiré d'un article de jeune Afrique intitulé, « Cameroun, Niger, Tchad : la carte des réfugiés terrorisés par Boko Haram », du 11 février 2015, <https://data.unhcr.org/fr/news/11285#:~:text=Pr%C3%A8s%20de%2050%20000%20r%C3%A9fugi%C3%A9s,6%20000%20fin%20ao%C3%BBt%202014>, consulté le 13 décembre 2024.

⁴⁷ S. Saidou, « Urgences éducatives à l'extrême nord du Cameroun : Réponses aux crises et enjeux de la scolarisation », in *journal of education and practice*, vol.9, issue n°3, Université de Garoua, pp.36-50.

⁴⁸ *Ibid.*, p.45.

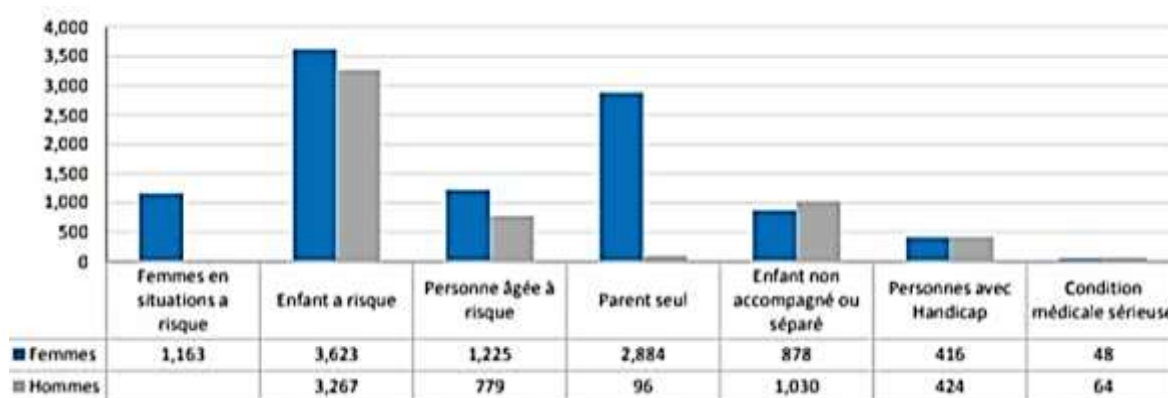
⁴⁹ *Ibid.*

Figure 1: Profil du Camp de Minawao 2023



Source : UN. Refugee Agency (UNHCR), « Cameroun : Profil du camp de Minawao », UNCHR, septembre 2023, p.1.

Cette figure présente les caractéristiques démographiques et logistiques du camp de réfugiés situés dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle illustre l'ampleur des déplacements provoqués par le conflit avec Boko Haram, avec une population majoritairement originaire de l'état de Borno (97 %) et une forte population de personnes vulnérables (24 %). La diversité ethnique et religieuse, ainsi que les faibles niveaux éducation, souligne les défis d'intégration et de prise en charge.

Figure 2: Répartition par genre et par groupe de vulnérabilité

Source : UN. Refugee Agency (UNHCR), « Cameroun : Profil du camp de Minawao », UNCHR, septembre 2023, p.3.

Ce graphique met en évidence les disparités de genre au sein des groupes vulnérables dans le camp. Les femmes sont surreprésentées parmi les parents seuls (96 %) et les personnes âgées à risque, tandis que les enfants à risque constituent le groupe le plus nombreux. Ces données traduisent les effets différenciés du conflit sur les populations déplacées et la nécessité d'une réponse humanitaire sensible au genre.

Sur le plan socio-économique, les exactions ont anéanti l'économie fragile des bords du lac Tchad⁵⁰. L'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce transfrontalier (sources principales de revenus locaux) ont été quasi paralysés. Les barrages routiers, la perte de bétail par pillage, et la fermeture répétée des marchés ont fait exploser la pauvreté rurale. La Banque mondiale note d'ailleurs que l'effort de guerre (équipements, salaires) a creusé les déficits publics : l'accroissement des dépenses militaires tant pour le Boko Haram que pour la crise anglophone pèse désormais sur les comptes du Trésor camerounais⁵¹. Les premières réponses gouvernementales ont été la mobilisation d'urgence des services publics et le lancement d'un Plan spécial pour le Grand Nord. Début 2015, le président Biya a annoncé un vaste plan d'urgence de développement « Plan d'urgence Grand Nord » pour reconstruire routes, écoles et centres de santé affectés par les violences⁵². Les autorités ont multiplié les camps de transit et de refuge notamment à Maroua et Minawao, coordonnant avec l'ONU et la société civile les distributions alimentaires et sanitaires. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et l'UNICEF ont soutenu la scolarisation d'enfants dans les camps, tandis que le PAM et la Croix-

⁵⁰ J. Tilouine, « Cameroun : les comités de vigilance... », lemonde, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/20/cameroun-les-comites-de-vigilance-contre-boko-haram-de-la-defense-a-l->.

⁵¹ Afreximbank, « Cameroon country brief », novembre 2019, p. 13.

⁵² J. Tilouine, « Cameroun : les comités de vigilance... », lemonde, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/20/cameroun-les-comites-de-vigilance-contre-boko-haram-de-la-defense>.

Rouge fournissaient une assistance vitale (denrées, tentes, soins médicaux). Au niveau local, des comités de résilience ont été constitués pour aider à la réinsertion des déplacés. La communauté internationale (Union européenne, France, États-Unis, agences onusiennes, ONG) a abondé ce dispositif : par exemple, l'UE a débloqué des dizaines de millions d'euros d'aide humanitaire et de soutien budgétaire à la région, tandis que la France et les États-Unis finançaient des programmes de développement tels que la réhabilitation d'écoles, microcrédit rural.

En dépit de ces efforts, la situation reste précaire. Le Cameroun a certes renforcé son armée et gagné en légitimité sur le terrain son Président et ses forces sont vus comme les défenseurs de la nation face au djihadisme⁵³ mais la stabilité locale demeure vulnérable. La crise a ravivé des tensions internes par exemple un ressentiment anti-kanuri dans l'Extrême-Nord, les populations kanuri étant souvent injustement assimilées à Boko Haram⁵⁴. Au plan budgétaire, l'effort de guerre continuera de solliciter lourdement les finances publiques. À terme, les experts s'accordent à dire qu'une sortie de crise durable exigera non seulement des opérations militaires, mais aussi une relance socio-économique structurante et des programmes de réconciliation questions sur lesquelles les réponses restent en grande partie à construire.

III. Crise anglophone : Genèse, escalade et réponses sécuritaires

La crise anglophone est devenue l'un des principaux foyers de violence et d'insécurité au Cameroun entre 2016 et 2024. Partie de revendications professionnelles et institutionnelles, elle s'est rapidement transformée en conflit armé diffus, opposant des groupes séparatistes fragmentés aux forces gouvernementales, avec des conséquences humanitaires, sociales et économiques majeures (école fermée, déplacement massif, paralysie des activités productives).

1. Emergence des revendications et radicalisation progressive 2016–2017

La crise débute comme une série de mouvement corporatiste engendré par des avocats et des enseignants, autour de revendications sectorielles, notamment la défense du système judiciaire de common law, le respect des pratiques et de la langue anglaise dans les tribunaux et écoles, mais évolue rapidement vers une crise politique et identitaire plus large. La réponse initiale de l'État catalyse une radicalisation progressive, transformant protestations professionnelles en une contestation armée et séparatiste.

⁵³ ICG, « Cameroon: confronting... », p.10.

⁵⁴ *Ibid.*

1.1. Mouvements corporatistes, réponse de l'État, rupture brutale

Le déclenchement immédiat de la crise remonte à fin 2016, lorsque des professionnels anglophones (avocats et enseignants) entament des mouvements de protestation contre ce qu'ils perçoivent comme une marginalisation institutionnelle : nomination de juges et enseignants francophones ne maîtrisant pas la *common law* et l'anglais, l'imposition de pratiques administratives perçues comme inadaptées aux systèmes juridico-éducatifs anglophones. Ces mouvements, d'abord circonscrits et corporatistes, ont pris de l'ampleur quand enseignants et avocats se sont coordonnés et que des appels à des grèves générales se sont multipliés. Les organisations de défense des droits en documentés la chronologie brève, blocage, manifestation qui a préparé le terrain à une polarisation rapide⁵⁵

L'année 2017 marque une nouvelle escalade. Le 1^{er} octobre 2017, symboliquement date de la fédération de 1961, les leaders séparatistes ont proclamé l'indépendance de l'État fédéral d'Ambazonie. Cette déclaration a conduit à d'importantes tensions : les autorités ont violemment réprimé les manifestations pacifiques du 1^{er} octobre et lancé des opérations militaires dans les régions anglophones en décembre 2017⁵⁶. Plusieurs attaques sanglantes contre les forces de sécurité ont eu lieu en fin 2017, auxquelles l'État a répondu par des couvre-feux et des arrestations massives. Ainsi, en l'espace de deux ans 2016–2017, la crise est passée d'une revendication sectorielle à un conflit armé généralisé entre l'État et une partie de la communauté anglophone.

2. Militarisation du conflit et intervention de l'État (2017-2024)

Entre 2017 et 2024, l'État a opté pour une forte militarisation des réponses : déploiement massif de l'armée, gendarmerie et unité d'intervention, multiplication des contrôles, couvre-feu et état d'urgence locaux ; recours au détachement du BIR et des opérations conjointe de police armée point, création des fonds spéciaux et augmentation régulière des crédits défense.

2.1. Militarisation et insurrection séparatiste

Après la proclamation d'indépendance d'« *Ambazonia* » en octobre 2017 par des activistes en exil, plusieurs groupes armés se structure notamment *Ambazonia Defense Forces* (ADF), *Ambazonia Resoration Forces* (ARF), *Red Dragons*, *Tigers of Ambazonia*, *Seven*

⁵⁵ C. Ateki Seta, « The Anglophone dilemma in Cameroon », OCHA, News and Press release, 21 July 2017, <https://reliefweb.int/report/cameroon/anglophone-dilemma-cameroon>, consulté le 17 mai 2025.

⁵⁶ *Ibid.*

Karta, et nombreux d'autres formations locales, souvent organisés autour d'un leader charismatique ou de commandos locaux. Entre 2018 et 2021, la situation s'est durablement militarisée. Les groupes séparatistes notamment *Ambazonia Defense Forces*, *Black Shoes Boys*, etc... se sont dotés d'armes légères et ont multiplié les embuscades contre les forces gouvernementales, ainsi que les enlèvements d'enseignants et de fonctionnaires. L'armée camerounaise a intensifié ses opérations : patrouilles armées, quadrillage des forêts et raids aériens ont cherché à écraser l'insurrection. Toutefois, le conflit ne faiblit pas. Selon le Crisis Group, les six premières années du conflit ont fait « plus de 6 000 morts dans les deux régions anglophones et des centaines de milliers de déplacés ». La brutalité des affrontements tirés à l'arme lourde, destructions de villages et représailles contre les populations perçues comme pro-séparatistes a transformé la vie civile en zone de guerre. Par exemple, en janvier 2018 le leader séparatiste Sisiku Ayuk Tabe a été arrêté au Nigeria et extradé vers Yaoundé, alimentant la méfiance envers un éventuel processus politique⁵⁷.

Simultanément, les milices séparatistes ont gagné en cohésion : plusieurs factions rivales cherchent à s'unir pour former une armée régulière rebelle, bien que des scissions internes affaiblissent parfois leur action. Le conflit a aussi pris une dimension transnationale, la frontière avec le Nigeria étant souvent franchie. Malgré l'absence de progression territoriale claire, la violence demeure élevée (attaques, assassinats ciblés, kidnapping).

2.2. Réponses de l'État et initiatives de dialogue

Face à l'escalade, l'État a combiné mesures de sécuritaires (déploiement militaire, état d'urgence), dispositifs juridiques et actions socio-économique (fond d'urgence, projet de relèvement. Parallèlement, des démarches politiques de sortie de crise dont le Grand Dialogue national de 2019, des commissions de réconciliation et des initiatives de décentralisation et de reconstruction ont été proposées pour restaurer la gouvernance et apaiser les tensions.

2.2.1. Répression, déploiement militaire et restrictions

Face à l'insurrection, l'État camerounais a privilégié la force. De vastes opérations militaires ont été lancées dès 2018 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, avec des rotations de milliers de soldats et la création de centres de commandement dans les zones conflictuelles. Les forces armées multiplient les patrouilles, barrages et cordons de sécurité ; les frappes aériennes

⁵⁷ J. Craig, « Briefing: Cameroon's intensifying conflict and what it means for civilians », the new humanitarian, 6 mars 2020, pp. 3-15.

et blindées ont souvent fait des dommages collatéraux, alimentant le ressentiment populaire. La brutalité des interventions est fréquemment pointée du doigt : l'Ifri souligne que « la brutalité des forces armées, la haine ethnique et un sérieux coup porté à une économie déjà au ralenti ont ouvert les champs de la contestation »⁵⁸. Les militaires, soupçonnés d'exactions telles que les villages incendiés, exécutions sommaires, renforcent la défiance des populations locales. Des centaines de suspects ont été arrêtés au cours de raids ou de couvre-feux, souvent sans procès équitable. En parallèle, des mesures sécuritaires inhabituelles ont été imposées : coupure d'Internet et des communications électroniques pendant plusieurs mois en 2017–2018, couvre-feux réguliers, fermeture administrative des écoles récalcitrantes... L'objectif officiel était d'« assurer l'intégrité territoriale », mais ces restrictions ont accru l'isolement des régions anglophones. Le coût humain est élevé : selon l'armée elle-même, des milliers de combattants séparatistes ont été tués ou arrêtés.

Ces déploiements ont creusé les dépenses de défense. Le pays est engagé sur deux fronts majeurs (Nord-Ouest/Sud-Ouest et Extrême-Nord contre Boko Haram), d'où une envolée budgétaire. Par exemple, le FMI notait dès 2018 que le conflit anglophone coûtait plus de 6 milliards de FCFA par mois en opération militaire⁵⁹. Au fil des années, cela s'est traduit par un bond historique des crédits armée : la recherche économique montre qu'en 2019 le budget « défense et sécurité » du Cameroun a atteint 247,4 milliards de FCFA contre 238,9 en 2018 et culminé à 348,9 milliards en 2022. Cette somme représentait 10,8 % du budget national en 2022, soit la troisième plus grosse enveloppe après les dépenses sociales et les infrastructures⁶⁰. En 2024, le budget de la défense reste l'un des postes les plus élevés, justifié par la poursuite simultanée des opérations anti-séparatistes et anti-terroristes.

2.2.2. Tentatives de dialogue : Grand Dialogue National et réformes institutionnelles

Sous pression internationale et interne, le gouvernement a multiplié les projets de dialogue. Le plus significatif a été le Grand Dialogue National organisé du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé. Parmi les seize leaders séparatistes anglophones auxquels des invitations ont été envoyées, on retrouve des éminents chefs de groupes armés, comme

⁵⁸ C. Pettrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », Notes de l'Ifri, Ifri, octobre 2019, pp. 10-28.

⁵⁹ A. A. Njamen kengdo, « Military spending public début économie growth in Cameroon », sustainable futures, 2023, <https://www.sciencedirect.com/journal/sustainable-futures>, consulté en mai 2025.

⁶⁰ *Ibid.*

Ebenezer Akwanga et Cho Ayaba, qui ont tous deux annoncé leur refus de participer à ce dialogue. Lorsque d'un échange téléphonique avec l'AFP, Ebenezer Akwanga déclare :

« Nous, les leaders des différents groupes, organisations et mouvements séparatistes n'avons jamais été invités et nous ne sommes pas intéressés par ce soi-disant dialogue national avec la République du Cameroun..., Avec ce dialogue, le Cameroun veut jeter de la poudre aux yeux à la communauté internationale plutôt que de trouver une solution complète et durable à la raison pour laquelle nous sommes en guerre : l'annexion de notre patrie, *Southern Cameroons* », a-t-il ajouté⁶¹.

Cette conférence à tout de même réuni environ 1 000 participants (politiques, traditionnels, société civile) mais il a été critiqué pour l'absence de certains leaders séparatistes. Les travaux ont abouti à des dizaines de recommandations. Les plus notables ont été l'adoption d'un « Statut spécial » pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et la restauration des chefferies traditionnelles comme institutions consultatives⁶². Une commission multipartite a validé l'idée de fonds de réinsertion pour les ex-combattants. Dès le dialogue, le président Biya a salué l'objectivité des propositions et assuré qu'un projet de loi encadrant ce statut spécial serait déposé rapidement⁶³. En parallèle, des mesures concrètes ont été prises : en novembre 2019, 333 prisonniers politiques liés à la crise (enseignants, activistes, Kamto de l'opposition, etc.) ont été graciés, espérant apaiser les tensions⁶⁴. En mars 2020, le Premier ministre Dion Ngute a présidé la première séance du comité chargé de suivre la mise en œuvre des recommandations du dialogue. Des lois sont en cours d'adoption pour décliner le statut spécial telle que la création d'assemblées régionales élues au suffrage universel dans les régions anglophones, dotées de compétences accrues. Ces initiatives s'inscrivent dans la réforme constitutionnelle récente 2020 qui a réintroduit le terme de région et fixé un cadre légal de décentralisation.

Cependant, plusieurs observateurs jugent ces mesures insuffisantes. L'absence de Biya lui-même au dialogue et le boycott des séparatistes ont fragilisé l'exercice. Comme le note un centre de recherche canadien, bien que le dialogue ait formalisé un statut spécial et d'autres réformes, « son efficacité est douteuse » en l'absence des véritables belligérants⁶⁵. Cinq ans plus

⁶¹ AFP, « grand dialogue au Cameroun : 16 leaders séparatiste exilés invité par le gouvernement », voaafrique, <https://www.voaafrique.com/a/grand-dialogue-au-cameroun-16-leaders-s%C3%A9paratistes-exil%C3%A9s-invité%C3%A9s-par-le-gouvernement/5100858.html>, consulté en janvier 2025.

⁶² C. Begealawuh, « Cameroon celebrates national dialogue anniversary, but critics say outcomes remain unmet », *in analysis*, CIPS, novembre 2024, <https://www.cips-cepi.ca/2024/11/11/cameroon-celebrates-national-dialogue-anniversary-but-critics-say-outcomes-remain-unmet>, consulté 03 mai 2025.

⁶³ Africa news, « le dialogue national au Cameroun a-t-il apporté des solutions à la crise anglophone ? », AFP, Africa news, 2019, <https://www.africanews.com/2019/11/01/has-cameroon-s-national-dialogue-delivered-solutions-to-anglophone-crisis>, Consulté en mai 2025.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ C. Begealawuh, « Cameroon celebrated national dialogue anniversary... », <https://www.cips-cepi.ca/2024/11/11/cameroon-celebrates-national-dialogue-anniversary-but-critics-say-outcomes-remain-unmet>.

tard, la mise en œuvre stagne : des réunions de suivi ont eu lieu notamment à Buéa en 2023 sous la houlette du Premier ministre, mais peu d'avancées tangibles ont émergé. Des voix de la société civile soulignent que la baisse récente de la violence n'est pas due au dialogue, mais plutôt à la désorganisation des groupes armés et à l'adaptation de la stratégie militaire. Les critiques insistent sur le fait que le dialogue de 2019 n'a pas abordé les causes profondes (question fédérale, inégalités historiques) et que son bilan reste partiel⁶⁶.

2.2.3. Résilience locale, société civile et acteurs non étatiques

Pendant que l'État et les séparatistes s'affrontent, des acteurs locaux et humanitaires tentent de limiter les dégâts. Les communautés vivant dans les zones en crise se mobilisent pour leur subsistance : des comités villageois d'autodéfense gèrent parfois la sécurité de base pour protéger récoltes et troupeaux, tandis que des réseaux de solidarité (familles, églises, syndicats) organisent l'aide aux déplacés internes. Les ONG nationales et internationales telles que la Croix-Rouge, les Médecins du Monde, etc... fournissent assistance médicale et alimentaire dans les camps improvisés. Les chefs traditionnels, s'ils sont souvent des proies de toutes parts, jouent parfois un rôle de médiation locale. Aussi, plusieurs organisations de la société civile (associations de femmes, syndicats, leaders religieux (Église protestante, catholique, presbytérienne)) ont lancé des appels à la paix. Par exemple, l'Église presbytérienne a de tout temps plaidé pour un dialogue national. Des voix de la diaspora anglophone ont alerté l'opinion internationale sur les violations subies. Des entités régionales et internationales (Église anglicane, Suisse) ont même proposé une médiation. Néanmoins, selon l'Ifri, ces efforts ont trouvé à ce jour peu d'écho parmi les belligérants⁶⁷. Les séparatistes internes et en exil restent divisés, soupçonnant toute médiation extérieure d'être trop favorable au régime. L'absence d'un front uni rend difficile une solution pacifique conduite par la société civile.

En dépit de tout, la résilience locale se manifeste aussi par l'autogestion. Certaines écoles clandestines réouvrent malgré les interdictions ; de petits entrepreneurs tels que des taxis collectifs « *benskin* », artisans maintiennent un semblant d'économie dans les zones contrôlées ; la solidarité entre communautés y compris entre Anglophones et minorités urbaines francophones permettent de répondre à certains besoins urgents. Toutefois, ces initiatives citoyennes restent marginales par rapport à l'ampleur du conflit. Pour l'instant, ni l'action

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ C. Pettrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun... », pp. 10-28.

humanitaire locale ni les réseaux non étatiques n'ont réussi à imposer une pression politique suffisante pour faire avancer la réconciliation.

CHAPITRE II : CADRE INSTITUTIONNEL ET DYNAMIQUE BUDGETAIRE EN PERIODE DE CRISE (2014-2024)

L'intensification des crises de sécurité à partir de 2014 a profondément modifié les priorités de l'État camerounais, notamment en matière de gouvernance budgétaire. Ce chapitre examine les mécanismes institutionnels mobilisés pour faire face à l'urgence sécuritaires, en analysant les ajustements opérés dans la planification et l'exécution des dépenses publiques. L'architecture budgétaire, historiquement conçue pour une gestion centralisée et relativement stable, a été confrontée à des défis inédits : augmentation des dépenses militaires, création de fonds spéciaux pour la reconstruction, et mobilisation de financements extérieurs. Cette dynamique a mis en lumière les limites du système budgétaire camerounais, notamment en matière de transparence, de contrôle parlementaire et de réactivité. En parallèle, les contraintes de macroéconomie, ralentissement de la croissance, baisse des recettes fiscales, endettement ont restreint les marges de manœuvre de l'État, l'obligeant à arbitrer entre sécurité, développement et stabilité financière. Ce chapitre propose ainsi une lecture critique de la réponse budgétaire à la crise, en soulignant les tensions entre impératifs sécuritaire et exigences de bonne gouvernance, tout en interrogeant la capacité des institutions à s'adapter durablement à un contexte de crise prolongée.

I. Organisation institutionnelle et cadre de gestion budgétaire

L'organisation institutionnelle et le cadre de gestion budgétaire englobent les acteurs, règles et procédures gouvernant la préparation, l'exécution et le contrôle des finances publiques au Cameroun. Cette section examine le rôle prépondérant de la présidence, le dispositif ministériel (MINFI, DGB, MINEPAT), les mécanismes de contrôle (chambre des comptes) et les réformes récentes (LOLF 2018) qui structure la discipline financière.

1. Architecture institutionnelle et rôle de la présidence

La gestion des finances publiques au Cameroun s'appuie sur une architecture étatique fortement centralisée, où le Président de la République occupe une position prépondérante. En pratique, chaque année le Chef de l'État fixe les orientations macroéconomiques et budgétaires de la nation¹. Cette prérogative présidentielle s'exerce notamment au travers de la circulaire budgétaire présidentielle, un document daté chaque été qui définit les priorités (discipline budgétaire, mobilisation des recettes, priorités sectorielles...) pour la préparation du projet de loi de finances². Par exemple, la circulaire de 2013 indique clairement que « la discipline

¹ Entretien avec M. Mbiena Armand, Directeur Général du budget par intérim, Yaoundé MINFI, Mars 2025.

² Circulaire n°001/CAB/PR du 30 juillet 2013, relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2014-politique budgétaire, P.3

budgétaire devra être effective » et souligne la nécessité d'améliorer la mobilisation des recettes internes³. Le budget de l'État, une fois élaboré par le Gouvernement, est ensuite soumis au Parlement (Assemblée Nationale et Sénat) qui l'examine, l'amende si besoin puis l'adopte. Dès l'adoption du projet de loi de finances par les deux chambres, le Président promulgue la loi de finances. Pour l'exercice 2019, le Président Paul Biya a ainsi promulgué le 11 décembre 2018 la loi de finances après adoption du projet de loi à l'Assemblée nationale et au Sénat⁴, consacrant un budget de 4 850,5 milliards FCFA pour 2019 en hausse de 161 milliards par rapport à 2018⁵.

L'élaboration technique du budget est confiée au Ministère des Finances (MINFI). Au sein de ce ministère, la Direction Générale du Budget (DGB) pilote la conception du projet de loi de finances : elle coordonne l'évaluation des ressources (recettes fiscales, dons, emprunts) et la programmation des dépenses (salaires, fonctionnement, investissement, service de la dette, etc.). Le MINFI centralise également l'exécution budgétaire (paiements et recouvrements) via ses services (Trésorerie, Direction générale des Impôts pour la fiscalité, Direction générale des Douanes pour les recettes douanières, etc.). Le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) joue un rôle complémentaire : il élabore le cadre macroéconomique pluriannuel et les prévisions de croissance, ce qui sert au ministère des Finances de base pour définir les enveloppes budgétaires futures⁶. En témoignent les pratiques récentes : par exemple, le cadrage budgétaire 2026 a fait l'objet d'un séminaire conjoint MINFI-MINEPAT en juillet 2025, ce qui illustre leur coopération dans la préparation du budget⁷. Les collectivités territoriales décentralisées (régions, communes) disposent quant à elles de budgets propres financés en partie par des transferts de l'État, mais leur rôle dans le budget national est limité à de la péréquation et des opérations de soutien. Notons qu'en 2021,

³ *Ibid.*

⁴ Direction générale du budget, « Exécution budgétaire du Cameroun au premier trimestre 2018 », ministère des Finances du Cameroun, 30 décembre 2018, <https://www.dgb.cm/news/execution-budgetaire-du-cameroun-au-premier-trimestre-2018/>, consulté le 13 décembre 2024.

⁵ S. Andzongo, « L'Etat du Cameroun table sur un budget de 4850,5 milliards FCFA en 2019, en hausse de 161 milliards FCFA », article économique, Investir au Cameroun, 19 novembre 2018, <https://www.investiraucameroun.com/economie/1911-11733-l-etat-du-cameroun-table-sur-un-budget-de-4-850-5-milliards-fcfa-en-2019-en-hausse-de-161-milliards-fcfa>, consulté le 18 Avril 2025.

⁶ La description du circuit budgétaire et des rôles respectifs du MINFI et du MINEPAT est ici fondamentale pour comprendre la capacité de réaction de l'Etat camerounais face au choc sécuritaire. En effet, l'élaboration technique du budget (pilotée par la DGB) et le cadrage macroéconomique (défini par le MINEPAT) déterminent les marges de manœuvre financières réelles pour l'effort de guerre.

⁷ Direction Générale du Budget (DGB), « Préservation du patrimoine matériel et financier de l'État : du sang neuf au sein de la DNCM », MINFI-DGB, <https://www.dgb.cm/preservation-du-patrimoine-materiel-et-financier-de-letat-du-sang-neuf-au-sein-de-la-dncm/>, consulté le 2 août 2025.

environ 18 % des recettes de l'État. Soit 590 milliards FCFA étaient affectées à la décentralisation, avec 232,7 milliards transférés directement aux collectivités territoriales⁸.

Outre l'exécutif et le Parlement, l'architecture institutionnelle budgétaire comprend des organes de contrôle et de dialogue. La Cour Suprême Chambre des comptes assure le contrôle juridictionnel des finances publiques. Depuis la réforme de 2018, elle est l'instance exclusive compétente pour juger les fautes de gestion des ordonnateurs et autres responsables publics⁹. Cette réforme a fait disparaître le Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF), qui dépendait auparavant directement de la Présidence via le Contrôle Supérieur de l'État (CONSUE). En effet, la loi organique n°2018/012 du 11 juillet 2018 a expressément transféré au juge financier qu'est la Chambre des comptes la sanction des fautes de gestion. La juridiction financière s'est ainsi affirmée « organe compétent en la matière au Cameroun, à l'exclusion de tout autre organe administratif, notamment le CDBF »¹⁰. Enfin, le Cameroun a institué des mécanismes de dialogue budgétaire avec les partenaires et la société civile. Par exemple, la Plateforme de Dialogue sur les Finances Publiques animée par un Comité de pilotage présidé par le ministre des Finances associe le gouvernement, les parlementaires, les partenaires techniques et financiers, etc. La session de 2018 de ce comité de pilotage s'est tenue au ministère des Finances en présence du ministre, des présidents de commission parlementaire et des bailleurs, illustrant cette coordination élargie¹¹.

⁸ Direction générale des Impôts (DGI), *Rapport annuel 2021*, DGI, Ministère des Finances, 2021, p.38, pp.43-48.

⁹ AISCUF, « Dans un arrêt historique, la chambre des comptes du Cameroun se déclare compétente pour sanctionner les fautes de gestion des ordonnateurs », association des institutions supérieures de contrôle ayant en commun l'usage du français (AISCUF), 24 février 2024, <https://www.aiscuf.org/actualites/arret-chambre-des-comptes-cameroun-competente-sanctionner-fautes-de-gestion>, consulté en décembre 2024.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Direction Générale du Budget, « Plein de réformes 2019-2021 validé par le comité de pilotage des finances publiques », MINFI-DGB, 13 décembre 2018, <https://www.dgb.cm/news/plan-de-reforme-2019-2021-valide-comite-pilotage-finances-publiques/>, consulté le 13 décembre 2024.

Image 1: Étapes du processus d'élaboration budgétaire



Source : Ministère des Finances (MINFI), *budget citoyen 2025*, Yaoundé, Direction Générale du Budget, 2024, p.13.

Ce schéma retrace les étapes du processus d'élaboration budgétaire au Cameroun en mettant en évidence la rigueur institutionnelle qui encadre la préparation de la loi de finances. De la définition du cadre budgétaire à moyen terme jusqu'à la promotion et la mise en œuvre de la loi, chaque étape illustre l'articulation entre les administrations sectorielles, le gouvernement, le parlement et la présidence de la République. Ce processus traduit non seulement la volonté de garantir la transparence et la participation des différentes parties prenantes, mais aussi le rôle central de la présidence dans l'arbitrage final et la validation des

choix budgétaires. L'intégration de ce schéma dans l'analyse permet de montrer que la gouvernance budgétaire repose sur une architecture institutionnelle hiérarchisée, où la présidence incarne l'ultime garant de la cohérence et de la soutenabilité des finances publiques.

Les crises sécuritaires la lutte contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et le conflit séparatiste anglophone dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest pèsent lourdement sur la gestion budgétaire. Elles nécessitent d'importants moyens financiers et ont même conduit à l'ouverture de fonds spéciaux dédiés. Ainsi, la loi de finances pour 2021 allouait près de 472 milliards FCFA aux questions de sécurité¹², soit environ 10 % de l'ensemble du budget de l'État. Ce chiffre rappelle la part considérable des dépenses militaires et de sécurité dans le budget national, doublée par ailleurs depuis deux décennies du fait d'un renforcement des forces armées et de la militarisation du pays. Ce contexte contraint accentue l'importance d'un cadre budgétaire rigoureux pour préserver la stabilité financière malgré les urgences sécuritaires.

2. Réformes budgétaires : Loi de Finances 2018 et nouvelles règles de discipline financière

Pour renforcer la soutenabilité des finances publiques, le Cameroun a entrepris en 2018 une profonde réforme du cadre juridique budgétaire. Elle repose essentiellement sur la Loi organique n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'État et des autres entités publiques souvent appelée « LOLF camerounaise », complétée par le Code de transparence et de bonne gouvernance¹³ (loi n°2018/011 du même jour). La LOLF 2018 modernise les règles de gestion budgétaire en conformité avec les standards internationaux. Parmi ses avancées, on peut citer la mise en place d'un budget-programme : chaque ministère doit présenter ses dotations en crédits selon des programmes clairs (missions, objectifs opérationnels, indicateurs de performance). Les crédits budgétaires sont désormais globalisés au niveau du programme, offrant plus de flexibilité à l'ordonnateur pour réallouer des fonds entre postes dans certaines limites et après autorisation¹⁴. En outre, la réforme introduit un Cadre pluriannuel de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), pour renforcer la continuité de la planification budgétaire.

Par ailleurs, la LOLF 2018 modifie en profondeur le statut des ordonnateurs (ministres et autres chefs d'entité), en leur conférant davantage de responsabilités managériales et comptables. On passe d'un simple rôle exécutif à celui de gestionnaire public responsable :

¹² Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget 2021...*, pp. 11-49.

¹³ A. Mbiem, Entretien avec l'auteur, Yaoundé, MINFI, mars 2025.

¹⁴ *Ibid.*

l'ordonnateur dispose d'enveloppes budgétaires globales qu'il doit administrer efficacement, et il est tenu de rendre compte de l'exécution de ces dépenses¹⁵. L'un des buts avoués de la réforme était « la maîtrise des dépenses publiques à travers le renforcement de la transparence financière ». Concrètement, la loi impose plus de contrôles et de reddition de comptes (rapports de performance, audits) sur l'utilisation des crédits publics. Par ailleurs, un texte sœur, le Code de transparence n°2018/011, est venu renforcer ces exigences : il institue la publicité des informations budgétaires telles que les publications officielles du budget et des comptes, oblige la traçabilité des opérations, et encadre strictement le contentieux financier. Malgré ces innovations, la transition vers le nouveau régime financier rencontre des obstacles. La capacité administrative reste limitée dans certains ministères, et la culture de la budgétisation programmatique est encore récente. Les nouvelles procédures (conférences budgétaires, suivi par objectif, budgets triennaux, etc.) peinent à s'inscrire dans les pratiques établies. De plus, dans un contexte de crises et de besoins urgents, il existe un risque de contournement des procédures normales. Le FMI a d'ailleurs souligné la nécessité de limiter autant que possible le recours aux procédures exceptionnelles pour les dépenses afin de maintenir la discipline budgétaire et l'intégrité du budget¹⁶. En pratique, le Cameroun continue parfois de passer par des avances du Trésor ou des mouvements hors cycle formel, ce qui peut biaiser les résultats budgétaires.

Un point crucial de la réforme 2018 portait sur la discipline financière au sens strict. Jusqu'en 2018, les fautes de gestion et irrégularités budgétaires étaient sanctionnées par le Conseil de discipline budgétaire et financière (CDBF), un organe administratif rattaché à la Présidence. La loi n°2018/012 a profondément changé cela : la Chambre des comptes a désormais compétence exclusive pour juger les manquements financiers. Conformément à cette loi, toute sanction des irrégularités et fautes de gestion relève de la juridiction financière. Un arrêt de principe de février 2024 a formalisé ce transfert de compétences, en déclarant la Chambre des comptes comme seule organe compétent pour sanctionner les ordonnateurs, au détriment du CDBF¹⁷. Cette évolution aligne le Cameroun sur les normes internationales où seul le juge financier traite les contentieux publics. En somme, les nouvelles règles de discipline budgétaire assignent désormais au juge des comptes et non plus aux structures administratives

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ FMI, « Cameroun : Sixième revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit et du mécanisme élargie de crédit... », Rapport du FMI, n°24/237, novembre 2024, pp. 8-9, 17-18.

¹⁷ Cour Suprême, Chambre des Comptes, Arrêt n° 01/CDC/CSC/SR/DRF du 15 février 2024.

du Gouvernement la sanction des mauvaises gestions, sous la logique de rendre l'État entièrement redevable devant une juridiction indépendante.

En dépit de ce renforcement légal, la rigueur budgétaire reste fragile en pratique. Le Parlement, l'exécutif et les institutions de contrôle sont appelés à faire pleinement appliquer ces réformes. Les audits de la Chambre des comptes continuent de souligner des anomalies par exemple dans l'exécution de projets ou la gestion de fonds spéciaux et recommandent une discipline accrue. Dans ce contexte, l'effort de réforme en matière budgétaire LOLF et codes d'ordonnancement constitue une avancée institutionnelle majeure, mais sa traduction effective dépendra de la volonté politique de sanctionner les écarts et de l'amélioration continue de la gouvernance publique.

II. Évolution macroéconomique et contraintes financières

Depuis 2014, l'économie camerounaise évolue sous l'effet conjugué de chocs externes (prix des matières premières, pandémie) et de pressions internes (crises sécuritaires), révélant des limites structurelles : croissances modérées, recettes fiscales faibles, endettement croissant et rigidités budgétaires. Cette section analyse ces dynamiques et leurs implications pour la soutenabilité des finances publiques.

1. Situation Economique du Cameroun depuis 2014

Le Cameroun est l'une des économies les plus importantes de la zone CEMAC, avec une croissance modérée avant les crises récentes. Entre 2014 et 2019, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel s'est établi autour de 4,5 %¹⁸. Après un choc pétrolier majeur en 2014 qui avait ralenti la croissance, l'économie camerounaise a repris de la vigueur grâce à des politiques macroéconomiques prudentes telles que la consolidation budgétaire, et le contrôle monétaire¹⁹. Le PIB a ainsi progressé de 3,9 % en 2018 puis était prévu à environ 3,9–4,0 % en 2019. L'effondrement économique lié à la pandémie de COVID-19 en 2020 a toutefois fait chuter la croissance à seulement +0,3 % en 2020, contre +3,6 % en 2021. Par la suite, on prévoyait un rebond graduel autour de +4–5 % en 2023-24 pour revenir au sentier d'avant crise²⁰. Sur le plan sectoriel, l'économie camerounaise demeure encore largement orientée vers le secteur tertiaire.

¹⁸ IMF, country report n°22/75, pp. 7-48.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Ministère des Finances (MINFI), *Rapport sur la situation et les perspectives économiques, social et financière de la nation (RASIFEFIN) exercice 2024*, annexe des lois de finances 2025, Yaoundé, novembre 2024, pp. 146-158.

Selon les statistiques officielles, les services ont représenté environ 52–53 % du PIB au tournant de la décennie 2010 (autour de 51,8 % en 2016 à 53,3 % en 2019), tandis que l'industrie comptait pour 23–25 % et l'agriculture pour seulement 15–18 %²¹. Cette répartition traduit la forte urbanisation économique par exemple, Douala et Yaoundé concentrent l'essentiel de l'activité tertiaire et la montée en puissance des services (télécoms, banques, commerce, etc.), alors que le secteur primaire (agriculture, sylviculture, élevage) reste minoritaire. Notons toutefois que l'industrie extractive (pétrole et mines) joue un rôle important dans l'exportation de devises, mais compte pour seulement environ 4–5 % du PIB en fin de période²². L'arbre ci-dessus illustre la capitale économique, Douala, cœur du commerce et des transports du pays. L'inflation a été historiquement contenue dans la zone CEMAC grâce à la politique monétaire commune notamment avec le taux de change fixe du franc CFA avec l'euro, et la discipline budgétaire. Ainsi, avant la crise COVID-19, l'inflation annuelle tournait autour de 2 %, souvent inférieure au seuil de convergence régional qui est de 3 %²³. La crise sanitaire et les perturbations globales post-pandémie ont fait remonter l'inflation à environ 4,6 % fin 2022 contre 2,6 % fin 2021²⁴. Ce phénomène a été surtout dû à la hausse des prix alimentaires importés et au renchérissement des carburants, en dépit de mesures de stabilisation notamment des subventions ciblées, et la libération d'importations²⁵. Le taux de change du franc CFA est demeuré stable grâce à la garantie de convertibilité de la BEAC, limitant les tensions sur les prix intérieurs. Le commerce extérieur du Cameroun reste structurellement déficitaire. En 2019 par exemple, les exportations de biens se sont élevées à environ 2 393 milliards de FCFA en hausse de +13,3 % sur un an, contre 3 857 milliards d'importations soit +13,3 %²⁶. Le pétrole brut en volume et autres matières premières telles que le cacao, le coton, le bois, le nickel, etc... constituent les principaux produits d'exportation, mais ils génèrent un chiffre d'affaires modeste par rapport aux importations telles que des machines, des équipements, et des produits alimentaires. En 2019, le déficit commercial atteignait ainsi –1 464 milliards de FCFA (couverture des importations par les exportations limitées à environ 62 %)²⁷. Cette balance négative se traduit par un déficit courant d'environ –3,7 % du PIB y compris transferts²⁸, qui doit être financé par les investissements directs étrangers, les emprunts extérieurs ou les

²¹ J. Ndouyou Moulou, « industrie le poids lourd de l'économie camerounaise », Cameroun Emergent, <https://snd30.cm/industrie-le-poids-lourd-de-leconomie-camerounaise/>, consulté le 10 juin 2025.

²² *Ibid.*

²³ IMF, country report n°22/75, pp. 7-48.

²⁴ Minfi, annexe des lois de finances 2025, pp 79-96.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.* pp. 146-196.

²⁸ Imf, country report n°22/75, pp. 7-48.

réserves de change de la BEAC. Avant la crise COVID, les réserves de change de la BEAC étaient en phase de reconstitution grâce à la remontée des prix du pétrole et à l'augmentation des recettes en euros²⁹.

Les investissements tels que la formation brute de capital fixe ont connu une forte volatilité récente. Après un léger repli en 2020 lié à la pandémie, l'investissement privé a rebondi très fortement en 2021, reflétant une reprise de la confiance et le rattrapage des projets retardés. D'après les données ministérielles, l'investissement global a chuté de -6,4 % en 2020 année de confinement puis augmenté de +12,1 % en 2021³⁰. Cette évolution recouvre une baisse prononcée de l'investissement public en 2020 soit -25,3 % et son redressement partiel en 2021 soit +4,0 %, tandis que l'investissement Privé est passé d'une quasi-stagnation à +9,6 % en 2021³¹. Les principaux chantiers publics (routes, barrages, centrales électriques, hôpitaux) ont souffert de coupes budgétaires en 2020, mais le gouvernement a poursuivi une politique d'investissement prioritaire pour relancer la croissance.

Figure 3: Évolution de contribution à la croissance du PIB 2016-2021(en pourcentage)



Source : Institut National de la Statistique (INS), « Compte nationaux du Cameroun 2021 », Yaoundé, INS, août 2022, p.2-3. Minfi, *Rapport économique du Cameroun 2021*, p.60.

L'évolution des contributions sectorielles à la croissance du PIB du Cameroun entre 2016 et 2021 met en évidence la structure et les dynamiques de l'économie nationale. Le graphique montre que la croissance a été portée principalement par le secteur tertiaire (commerces, télécommunication service financier), tandis que l'agriculture a joué un rôle stabilisateur, notamment en période de ralentissement l'industrie, quant à elle, a connu des

²⁹ Minfi, annexe des lois de finances 2025, pp. 79-96.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

performances plus contrastées, reflétant les difficultés structurelles du secteur manufacturier et les effets de la conjoncture pétrolière. La chute de la croissance en 2020, liée à la pandémie de COVID-19, illustre la vulnérabilité de l'économie face aux chocs externes, mais le rebond observé en 2021 traduit une certaine résilience. Cette analyse permet de comprendre les moteurs de la croissance au camerounaise et les défis liés à la diversification économique et à la soutenabilité budgétaire.

Sur le plan social et de l'emploi, les indicateurs macroéconomiques montrent des insuffisances structurelles. Le taux de chômage officiel reste élevé surtout parmi les jeunes urbains et l'économie formelle absorbe une minorité de la main-d'œuvre. La majorité de la population active travaille dans l'informel tel que l'agriculture de subsistance, et les petits commerces. Le taux de pauvreté monétaire au Cameroun est estimé à près de 37,5 % de la population fin 2019³². Cette pauvreté est nettement plus marquée en milieu rural et dans les régions du Nord et de l'Adamaoua, où l'accès aux services publics et aux infrastructures est plus faible. Parmi les régions, les écarts de niveau de vie sont importants : les provinces littorales notamment le Littoral et Ouest sont plus riches que les régions septentrionales. Le Cameroun a fait des progrès modestes dans la réduction de la pauvreté entre 2014 et 2019, mais celle-ci reste répandue et concerne particulièrement les milieux ruraux non agricoles.

2. Pressions fiscales et Endettement publique

Sur le plan budgétaire, l'État camerounais a mené avant les crises une politique de consolidation prudente. Ainsi, selon le Fonds monétaire international (FMI), le déficit budgétaire global (base caisse, y compris dons) s'était réduit à 2,8 % du PIB en 2019³³. Cette amélioration est due à une discipline sur les dépenses telles que les congés techniques, et le gel des recrutements et à un renforcement des recettes notamment l'amélioration de la collecte fiscale et douanière. Néanmoins, le niveau du déficit reste supérieur aux critères de convergence de l'UEMAC déficit public < 3 % du PIB hors dons, et dépend toujours en partie de dons et de financements extérieurs. La situation budgétaire s'est dégradée après 2019 : en 2020-2021, sous l'effet de la pandémie et de la crise économique, le déficit a augmenté dépendant fortement du volume des subventions et de l'aide budgétaire.

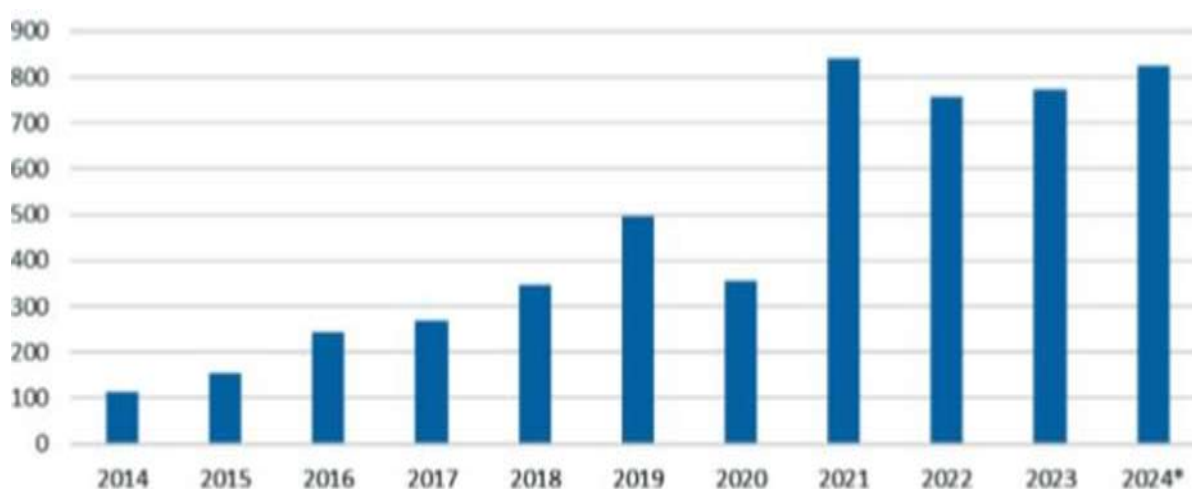
Le stock de la dette publique est demeuré élevé. Après les annulations multilatérales et le soutien budgétaire en 2018-2019, le rapport dette/PIB public était d'environ 44,9 % fin 2020

³² IMF, Country report n°22/75, pp. 7-48.

³³ *Ibid.*

et a été estimé à près de 47,2 % fin 2021³⁴. Près des trois quarts de cette dette publique est détenu à l'étranger. Le Cameroun reste classé « risque élevé de surendettement » selon l'analyse conjointe FMI-Banque mondiale, en raison de son exposition aux taux d'intérêt et aux fluctuations du change. Cependant, la trajectoire récente notamment l'ajustement budgétaire et moratoire régional, maintient la dette sous contrôle pour l'instant. La gestion de la dette est confiée à la Direction de la dette publique du Ministère des Finances, avec des plafonds pour les emprunts extérieurs conventionnels (conditionnalités) et un contrôle strict des nouveaux prêts publics.

Figure 4: Évolution du service effectif de la dette publique extérieure



Source : Ministère des Finances (MINFI), *rapport sur la situation et les perspectives économiques, social et financière de la nation pour l'exercice 2023*, Yaoundé, MINFI, novembre 2023, p.45.

Le graphique sur l'évolution du service effectif de la dette publique extérieure du Cameroun met en évidence une tendance haussière remarquable entre 2014 et 2024. Après une relative stabilité au milieu des années 2010, les charges liées au remboursement de la dette connaissent une progression continue, traduisant l'accroissement des emprunts contractés pour financer les projets d'infrastructures et soutenir la croissance. La forte augmentation projetée en 2024 illustre la pression croissante sur les finances publiques, avec un risque de réduction des marges budgétaires disponibles pour les dépenses sociales et productives. Cette dynamique souligne la nécessité d'une gestion prudente de l'endettement, afin d'éviter une spirale de vulnérabilité financière. L'analyse de cette évolution permet de comprendre les arbitrages auxquels l'État camerounais est confronté entre financement du développement et soutenabilité de la dette.

³⁴ *Ibid.* p.16.

Les recettes fiscales telles que les impôts sur les sociétés, la TVA, les droits de douane, etc... représentaient avant crise environ 13–14 % du PIB ratio « impôts/PIB » relativement faible³⁵. Une part significative des revenus de l'État provient du secteur pétrolier notamment la taxation de la SONARA, et des redevances minières. Les transferts budgétaires incluent des subventions aux carburants et à la SENELEC (société d'électricité), qui ont longtemps grevé les comptes publics mais ont été progressivement réduits (alignement progressif des prix de l'essence). Les dépenses prioritaires du budget national avant crise se concentraient sur l'éducation, la santé, les infrastructures et la défense (le Cameroun consacre historiquement une part élevée de son budget à l'armée). Cependant, les investissements publics restent faibles en proportion du PIB environ 5-6 %, moindre que la moyenne ouest-africaine, tandis que les dépenses récurrentes (personnel, fonctionnement) monopolisent l'essentiel des crédits. Au plan extérieur, le déficit courant tel que les biens, les services, les revenus et transferts était modéré avant crise soit -3,7 % du PIB en 2019³⁶. La balance des paiements courante restait structurellement déficitaire du fait des importations de biens d'investissement et de consommation, compensées en partie par les transferts privés notamment l'envoi de fonds par la diaspora. Les réserves de change de la BEAC ont d'ailleurs progressé régulièrement jusqu'à 2019, grâce aux recettes d'exportation de pétrole et de matières premières, maintenant une couverture équivalente à plusieurs mois d'importations. Après 2019, les chocs extérieurs notamment la baisse des cours du pétrole, et la COVID-19 ont tendu ces soldes : la reprise économique post-2020 devrait stabiliser le déficit courant autour de -4 % du PIB et maintenir un niveau de réserves confortable pour la région CEMAC.

Enfin, on peut mesurer l'incidence des principaux chocs exogènes sur ces indicateurs. Le choc pétrolier de 2014-2016 a notamment réduit les recettes publiques et ralenti l'industrie extractive, mais la diversification modeste du pays a amorti partiellement le choc. Plus récemment, la pandémie de COVID-19 a provoqué une récession en 2020 soit -2,8 % du PIB selon les estimations internationales et contraint l'État à accroître la dépense sociale telle que le soutien aux vulnérables, et la lutte contre l'épidémie tout en voyant les recettes s'effondrer. Par exemple, la croissance du PIB réel a été révisée de -1,5 % attendu à +0,5 % effectif pour 2020³⁷. Les effets de la crise se sont traduits par un déficit budgétaire plus élevé et une pression accrue sur la dette publique, mais le gouvernement a mis en œuvre des plans de

³⁵ OECD/ATAF/AUC, Revenue Statistics in Africa 2024, OECD Publishing, Paris. 2024, <https://oe.cd/revenue-statistics-in-africa-2024>. Consulté en mai 2025.

³⁶ IMF, country report n°22/75, pp. 7-48.

³⁷ *Ibid.*

relance (énergie, BTP, santé) pour limiter l'impact. Dans l'ensemble, la période « post-crise » 2020–2024 présente un profil plus fragile : croissance inférieure, déficit budgétaire plus élevé et ralentissement de l'investissement. Toutefois, les données pré-crise 2014–2019 servent de référence pour mesurer les efforts d'ajustement engagés depuis lors.

III. Aperçu budgétaire en période de crise

Cette section examine comment les crises sécuritaires (Boko Haram et la crise anglophone) ont reconfiguré les priorités budgétaires du Cameroun : augmentation des dépenses de sécurité, création de fonds d'urgence, réallocation au détriment des investissements sociaux et productifs, et tension sur la soutenabilité fiscale. L'analyse combinée série chronologique, comparaison Interannuelle et illustrations chiffrées.

1. Structure du budget national et part des dépenses de sécurité

L'analyse des budgets camerounais de 2014 à 2024 montre un accroissement régulier des recettes et des dépenses publiques, sous l'effet conjugué de la croissance économique et des chocs externes notamment avec la chute des cours pétroliers puis des crises sécuritaires. Le budget de l'État, voté chaque année en loi des finances, est structuré en un budget général (fonctionnement + investissement) et des comptes d'affectation spéciale (CAS). Entre 2014 et 2024, le budget général a ainsi crû fortement, passant d'environ 3,3 billions de FCFA en 2014 à près de 6,3 billions en 2023³⁸ et 6,74 billions en 2024. Cette augmentation s'explique par l'inflation, la hausse de la production pétrolière en 2014-2015, puis par le recours accru à l'endettement et aux ressources non fiscales. Les recettes budgétaires sont constituées pour l'essentiel des impôts soit plus des deux tiers et des prélèvements pétroliers en forte fluctuation avec les cours³⁹. Les Comptes spéciaux se sont également multipliés (COVID-19, projets d'infrastructure, sécurité, etc.), mais restent marginalement greffés au budget général.

Dans la structure des dépenses, on distingue traditionnellement trois grandes catégories : les dépenses de fonctionnement (salaires, biens et services, subventions), les dépenses d'investissement (équipements, infrastructures) et le service de la dette. En valeur, le budget de fonctionnement incluant la masse salariale a représenté environ 40–50 % du total

³⁸ Loi des finances 2023, ordonnance n°2023/001, p. 3.

³⁹ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, Rapport sur le Budget..., pp. 11-49.

selon les années, les investissements publics 20–30 % et le service de la dette 20–25 %⁴⁰. Le graphique ci-dessous illustre la répartition fonctionnelle 2017–2019 : les dépenses de souveraineté et sécurité y apparaissent à part pour souligner leur croissance, et les secteurs sociaux tels que l'enseignement, et la santé à titre de comparaison.

Cette ventilation montre que, même avant l'intensification des crises de 2016–2020, la part du secteur Défense et sécurité dépassait déjà 8 % du budget total soit 410,7 milliards FCFA en 2019. En 2021, cette part monte à environ 10 % du budget général soit environ 472 milliards alloués⁴¹. Pour 2022, les données du ministère des Finances confirment cette tendance : les dépenses effectives en défense et sécurité atteignaient environ 348,9 milliards soit 10,8 % du budget général⁴². En valeur absolue, le budget général est passé de 4 670 milliards en 2021 à 5 977,7 milliards en 2022. Pour mémoire, la loi de finances rectificative 2020 prévoyait environ 4 632,7 milliards, puis la LFI 2021 initiale 4 670 milliards. Selon les annonces officielles, le budget général 2023 s'établissait à environ 6 726,9 milliards, et celui de 2024 à environ 7278,1 milliards Après révision.

L'augmentation des postes budgétaires liés à la sécurité résulte directement des deux crises parallèles. Le gouvernement consacre désormais près d'un dixième de ses ressources à l'armée, à la police et aux services de sécurité intérieure. Les chiffres illustrent ce glissement : en 2019 le secteur Défense et sécurité ne pesait que 8,5 % du budget total, alors qu'en 2021 on y consacre environ 472 milliards soit 10,1 %⁴³. En 2022, la hiérarchie sectorielle confirme que la défense est désormais le troisième poste de dépenses après les secteurs sociaux et les infrastructures : le Rapport sur les finances 2021 indique que la défense et sécurité représentait 11,6 % du Budget d'investissement public (BIP)⁴⁴, et l'article récent de Njamen Kengdo rapporte que 348,9 milliards ont été dépensés en défense et sécurité en 2022 soit 10,8 % du budget général, contre 1 133 milliards pour les secteurs sociaux et 1 057 milliards pour les infrastructures en valeurs pour 2022⁴⁵. Cette montée en charge budgétaire sécuritaire a nécessité des ajustements budgétaires (e.g. LFR, emprunts) chaque année. Par exemple, la loi de finances

⁴⁰ DGB, « Rapport d'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2022 », Minfi, 08 août 2023, <https://www.dgb.cm/rapport-dexecution-du-budget-de-letat-pour-lexercice-2022/>, consulté le 18 Avril 2025.

⁴¹ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, Rapport sur le Budget..., pp. 11-49.

⁴² A. A. Njamen kengdo, « Military spending, public, bebt... », pp. 7-8.

⁴³ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, Rapport sur le Budget 2021..., pp. 30-35.

⁴⁴ Loi de finances 2022.

⁴⁵ A. A. Njamen kengdo, « Military spending, public, bebt... », pp. 7-8.

rectificative 2022 a revu le budget général à 5 977,7 milliards⁴⁶ et augmenté l'emprunt interne pour soutenir ces dépenses supplémentaires.

D'une manière générale, la structure du budget parts relatives fonctionnement vs investissement a été affectée. Les dépenses de personnel ont légèrement baissé en part du budget soit un taux sous le seuil CEMAC de 35 % des recettes fiscales en 2022 contre 38 % en 2021, car certaines augmentations salariales durant les années électorales ont été renvoyées à des lois financières rectificatives et à l'annualisation en 2023. Par contre, la part des investissements publics a varié autour de 20–25 % (23,5 % exécuté en 2022, 22–23 % initialement prévu en 2021⁴⁷). L'effort d'investissement reste soutenu (programme triennal, SNDI 2020-2030), mais une fraction significative des projets notamment routiers vise les zones de crise. Les financements extérieurs ont souvent été réaffectés : par exemple, plusieurs projets de la LFR 2015 étaient destinés au Nord-Ouest et Extrême-Nord pour des infrastructures devant accompagner le renforcement de la sécurité⁴⁸.

2. Incidence des crises sur les allocations sectorielles

La montée des dépenses sécuritaires a nécessairement pesé sur les autres secteurs budgétaires. Comme le note le FMI dès 2015, « les dépenses de sécurité limitent les crédits aux secteurs sociaux »⁴⁹. Les projections macro-fiscales anticipaient dès 2014 que le déficit budgétaire dépasserait 5 % du PIB tant que dureraient la chute des revenus pétroliers et l'essor des dépenses de sécurité⁵⁰. En pratique, le déficit global est passé de ~5 % du PIB en 2014 à ~7 % en 2016, en grande partie à cause des surcoûts des opérations militaires contre Boko Haram et des besoins sécuritaires dans les régions anglophones à l'époque ignorés du budget initial. Le FMI et la Banque mondiale ont souligné que la priorité à la sécurité des deux années 2015-2016 s'est faite au détriment des investissements publics ordinaires et des secteurs sociaux⁵¹.

⁴⁶ DGB, « Le président de la République signe une ordonnance modifiant partiellement la loi de finances », MINFI, 07 Juin 2022, <https://www.dgb.cm/le-president-de-la-republique-signe-une-ordonnance-modifiant-partiellement-la-loi-de-finances-2022/>, consulté le 12 Juin 2025.

⁴⁷ DGB, « Rapport d'exécution du budget... », <https://www.dgb.cm/rapport-dexecution-du-budget-de-letat-pour-lexercice-2022>, 16 Novembre 2024.

⁴⁸ FMI, « Consultations de 2015 au titre de l'article IV communiqué de presse ; Rapport des services du Fmi et déclaration de l'administrateur pour le Cameroun », rapport du Fmi n°15/331, fonds monétaires international, FMI, mars 2016, p. 20 et p. 37.

⁴⁹ *Ibid.* p. 23.

⁵⁰ *Ibid.* pp. 15, 45.

⁵¹ *Ibid.* pp. 1-3.

- Education : dans l'enseignement, les données budgétaires officielles suggèrent que la crise anglophone a perturbé les allocations et l'exécution. De 2017 à 2019, le budget de l'enseignement tous niveaux confondus augmentait modérément passant de 682,5→740,3 milliards CFA⁵² mais restait stable en part du budget total environ 15–16 %. En 2021, les secteurs sociaux dont l'éducation représentaient 21,4 % du budget⁵³. Malgré ces chiffres, l'éducation de fait dans les régions frappées a sérieusement souffert : écoles fermées, personnels déplacés, investissements ralentis. Plusieurs ONG ont signalé une chute du taux de scolarisation dans les zones anglophones après 2016. Par exemple, un rapport de l'ONG SIT Study Abroad de 2019 note que la crise a créé plus de 30 000 enfants déplacés intérieurs privés d'école⁵⁴. Le gouvernement a tenté de compenser en ouvrant des centres d'accueil et en recrutant de nouveaux enseignants dans le public, 600 primes d'intéressement en 2020. Néanmoins, l'effort budgétaire formel en éducation n'a pas connu de sujet exceptionnel, les crédits nouveaux étant principalement absorbés par l'extension du salaire des enseignants contractuels déjà recrutés (PAREC), et par l'absorption de l'explosion des contractuels. D'une année sur l'autre, l'enveloppe budgétaire de l'éducation supérieure et du secondaire n'a pas explosé (prise en compte de l'augmentation du nombre d'étudiants). En conséquence, on observe une persistance des inégalités régionales : en 2019 la dépense publique par élève était restée très basse dans les régions anglophones du fait de l'évitement scolaire comparativement au Centre ou au Littoral. En résumé, la crise anglophone a plus détérioré la qualité d'accès que le budget national total alloué qui, au niveau central, a poursuivi une tendance haussière modérée.
- Santé : Le secteur sanitaire, déjà sous-financé historiquement, a connu lui aussi une quasi-stagnation. En 2017-2019, la dépense budgétaire dédiée à la santé (ministère de la Santé publique) oscillait autour de 200 milliards CFA, soit environ 4–5 % du total budgétaire. En 2021, l'enveloppe sanitaire nationale y compris programmes spéciaux atteignait environ 350 milliards, mais sur un budget élargi⁵⁵. Les crises ont provoqué des besoins ponctuels : l'extrême-Nord a requis un soutien sanitaire d'urgence (refuge Ebola et choléra, vaccinations) et les régions anglophones ont dû ouvrir des cliniques mobiles. Le ministère a financé ces opérations en grande partie via l'aide extérieure et

⁵² Loi de finances 2019, p. 8.

⁵³ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget...*, pp. 30-35.

⁵⁴ H. Ngenyam Bang, R. Azibo Balgah, « The ramification of Cameroon's Anglophone crisis: conceptual analysis of a looming: Complex Disaster Emergency », *Journal of international humanitarian action*, 2022, pp.7-10.

⁵⁵ Loi des finances 2021, p. 8.

des transferts exceptionnels et non par réaffectation majeure du budget national de base. Du coup, les dépenses courantes de santé n'ont pas connu d'envolée dans la loi de finances – comme le constate le rapport budgétaire de 2022 qui pointe un faible taux de décaissement des investissements de santé soit 30 % et restent inférieures aux normes de l'OMS soit 5 % du PIB⁵⁶.

- **Infrastructures et logement** : Le secteur des infrastructures a été un des rares à bénéficier d'une allocation soutenue malgré les crises. Entre 2017 et 2019, il oscillait autour de 18 % du budget respectivement 891,8 et 884,5 milliards, porté par les grands chantiers de routes interurbaines et les barrages hydrauliques. Avec les crises, l'État a en effet multiplié les chantiers routiers dans l'extrême-Nord (digues, ponts) et dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest (routes militaires et rapides). Le plan d'urgence triennal d'infrastructures 2014-2016 prévoyait de booster l'investissement public, mais le FMI souligne qu'une part de ces projets ont été tout juste à l'étude conceptuelle faute de financement suffisant⁵⁷. En exécution, certaines routes prévues ont été retardées, puis reclassées urgentes par exemple, un garant de développement en 2015. Néanmoins, sur la période 2020-2024, les dotations au transport et aux travaux publics sont demeurées élevées >600 milliards par an. Elles ont absorbé une grande part des fonds d'emprunt intérieur. On peut voir ce choix comme visant à la fois à stimuler l'économie (effet multiplicateur) et à renforcer la logistique militaire (raccordement des bases). Cette priorité a toutefois ralenti d'autres projets tels que l'eau potable, l'assainissement, le logement social, etc. dont les allocations annuelles ont peu progressé en valeur réelle depuis 2016.
- **Autres secteurs (développement rural, énergie, etc.)** : Le secteur rural (agriculture et élevage) a été sacrifié au profit de la sécurité frontalière. Le budget de l'agriculture est resté inférieur à 50 milliards par an soit 1–1,5 % du budget sur la période, sans pic majeur. Les programmes d'aide aux agriculteurs du Nord sont surtout financés par la coopération (FIDA, Banque mondiale) et par les ONG. En matière de logement et urbanisme, seules des enveloppes limitées existent telles que le programme présidentiel de logement social, les quartiers verts. L'énergie (centrales, ENEO) a continué de recevoir des prêts CEFD ou AFD, mais la crise d'insécurité n'y a apporté ni plus ni moins de fonds directs.

⁵⁶ FMI, rapport du FMI n°15/331, p. 23.

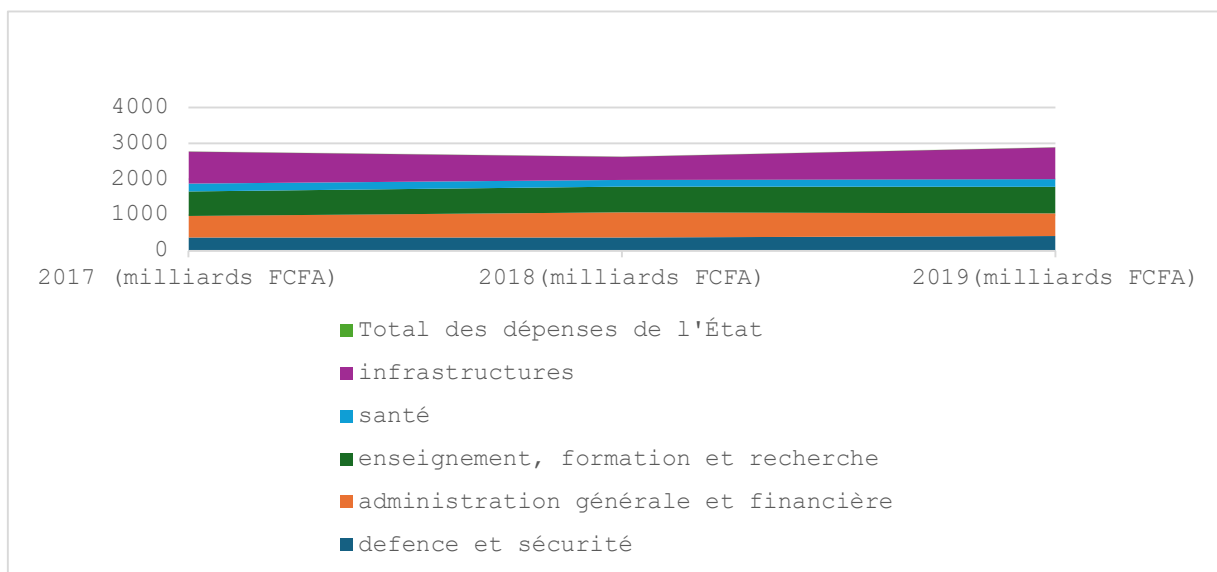
⁵⁷ *Ibid.* pp. 13-27.

- Réaffectation et arbitrages budgétaires : Au final, l'impact budgétaire net des crises se traduit par un *crowding-out* : l'augmentation des dépenses de sécurité a réduit l'espace budgétaire disponible pour d'autres postes. Les rapports de 2015-2018 insistent sur les arbitrages contraints : crédits taillés pour l'éducation, gel de recrutements dans la santé sauf personnel paramédical urgent, reports de dépenses d'investissement non prioritaires⁵⁸. En pratique, le gouvernement a utilisé trois mécanismes : la hausse du déficit (dette accrue), la mobilisation des comptes spéciaux notamment les Fonds Casques bleus, COVID, etc. et, fin 2022-2023, une loi cadre pour rééchelonner certains investissements notamment l'annulation ou report de crédits 2020 / 2021. Par exemple, la loi de finances rectificative 2022 a gelé plusieurs lignes d'investissement de second rang pour privilégier le service de la dette et les primes de sécurité interne.
- Conséquences sur la soutenabilité budgétaire : Face à ces arbitrages, les institutions internationales recommandent de rationaliser les dépenses de sécurité et de restaurer la vocation sociale du budget⁵⁹. Le Cameroun cherche à dégager de la marge via la croissance des reprises attendues post-conflit et l'optimisation fiscale lutte contre la fraude TVA, l'irrégularités SNH. Sur le terrain, les tensions budgétaires persistent : malgré les financements de crises, le déficit public est resté élevé en 2015–2020 soit 6–7 % du PIB et n'a été ramené sous 3 % qu'en 2022 grâce à la consolidation des recettes (reprise fiscale) et aux ajustements sur le fonctionnement⁶⁰. La contrainte sécuritaire a donc durablement influencé la trajectoire budgétaire : elle a transformé la structure des dépenses (poids accru de la défense), et indirectement détourné des ressources d'autres secteurs, aggravant l'insuffisance chronique de l'investissement social. La reprise des dépenses sociales et de développement dépendra de la stabilisation politique et de la poursuite de réformes budgétaires notamment la réduction des arriérés, meilleure priorisation.

⁵⁸ *Ibid.* p. 23.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ DGB, « Rapport d'exécution du budget... », pp. 5-15.

Figure 5: Évolution de l'allocation sectorielle

Source : Données Ministère des Finances / DGB, et conception de Mahop Jean Claude Benjamin (2024).

Ce graphique met en évidence l'impact direct des crises successives sur les choix budgétaires de l'État. On observe une réorientation progressive des ressources, traduisant la nécessité de répondre à des priorités conjoncturelles, notamment sanitaires et sécuritaires, au détriment de certains secteurs productifs. Cette dynamique illustre la tension permanente entre impératifs de court terme et objectifs de développement à long terme. La hausse des allocations dans certains domaines stratégique traduit la volonté de préserver la stabilité sociale et économique, tandis que la stagnation de certains postes budgétaires se reflète dans l'augmentation des dépenses. L'analyse de cette évolution permet ainsi de comprendre comment les crises influencent la structure des dépenses publiques et soulignent l'importance d'une meilleure priorisation pour garantir la soutenabilité des finances publiques.

CHAPITRE III : ANALYSE COMPAREE DES CRISES BOKO HARAM ET ANGLOPHONES

Les crises de Boko Haram et de la crise anglophones, bien que distinguées dans leur nature et leur ancrage territorial, en toutes deux imposées à l'État camerounais des charges budgétaires considérables, révélant les limites de sa capacité d'adaptation financière. Ce chapitre propose une analyse comparative des réponses budgétaires apportées à ces deux conflits, en mettant en lumière les logiques différenciées de mobilisation des ressources, les priorités politiques sous-jacentes et les effets sociaux économiques induits. Tandis que la lutte contre Boko Haram s'est traduite par une militarisation accrue du budget et une coopération régionale renforcée, la crise anglophone a donné lieu à des initiatives de reconstruction et de dialogue, souvent freinées par des lenteurs administratives et un manque de transparence. L'approche comparative permet de dégager les convergences notamment la centralisation des décisions et la faible implication des acteurs locaux, ainsi que les divergences dans la gestion des fonds, la temporalité des réponses et la perception des populations.

I. Dynamiques sécuritaires comparées

La comparaison des dynamiques sécuritaires met en lumière deux logiques distinctes mais convergentes : d'un côté, Boko Haram, phénomène transnational et opportuniste qui exploite les frontières poreuses et les espaces lacustres du bassin du lac Tchad ; la crise anglophones, enracinée dans des revendications identitaires et institutionnelles internes. L'analyse comparée permet d'identifier des traits communs (conflits asymétriques, militarisation de l'espace public, coût croissant pour l'État) tout en soulignant des différences de temporalité, d'objectifs et d'acteurs. Comprendre ces convergences et ces spécificités est indispensable pour appréhender leurs effets cumulatifs sur la sécurité, le tissu social et l'orientation des politiques publiques, notamment budgétaires.

1. Similitudes dans les dynamiques sécuritaires

Les deux conflits qui secouent le Cameroun à savoir l'insurrection de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la crise séparatiste anglophone dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest présentent de nombreux points communs sur le plan sécuritaire. Il s'agit partout de conflits asymétriques, opposant des groupes armés non étatiques aux forces régulières de l'État. Dans les deux cas, la riposte gouvernementale s'est traduite par une mobilisation massive des forces de défense et de sécurité, souvent renforcée par des unités d'élite, ainsi que par une reconfiguration des stratégies militaires. Enfin, ces crises ont suscité l'implication d'acteurs étrangers, certes sous des formes différentes : coopération régionale et multilatérale pour la lutte

contre Boko Haram, aides et pressions diplomatiques ponctuelles dans la crise anglophone. Nous examinons ci-dessous ces similitudes selon les trois dimensions demandées.

1.1. Nature asymétrique des conflits

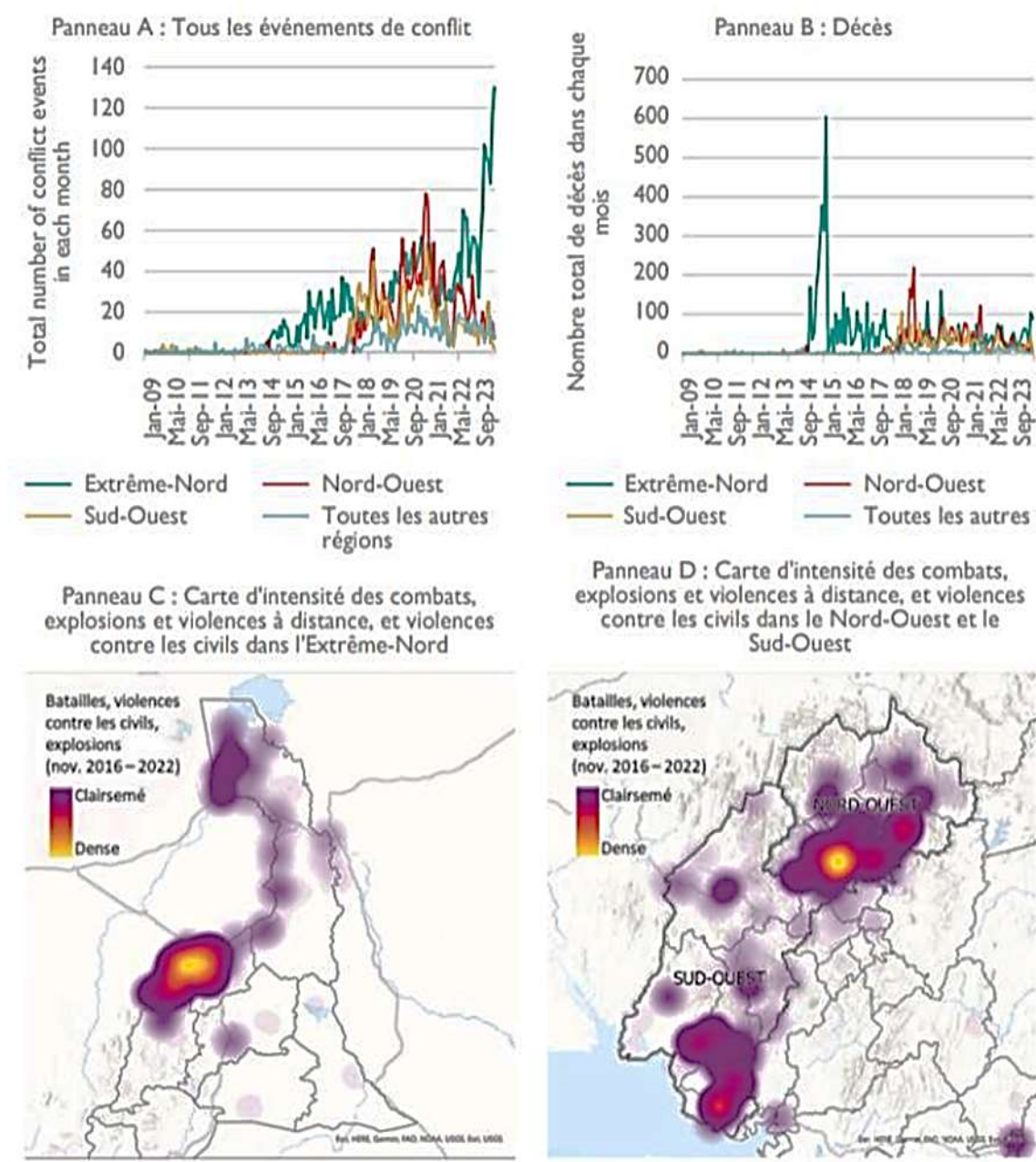
Les deux conflits s'inscrivent dans des schémas d'affrontements asymétriques classiques. D'un côté, Boko Haram section locale de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (IS-WA) est un mouvement djihadiste lourdement armé mais peu structuré comme une armée traditionnelle. De l'autre, les insurgés anglophones sont des milices séparatistes d'ampleur variable, issues du mécontentement politique, agissant de manière dissidente contre l'autorité centrale. Dans les deux cas, la confrontation reste dominée par l'État : les forces camerounaises (armée régulière, gendarmerie, police) cherchent à mater ces guérillas à l'aide de combats de position, de barrages, d'opérations de ratissage et de frappes ciblées, tandis que les groupes rebelles mènent des opérations de type guérilla embuscades, attentats-suicides, pose de mines artisanales, enlèvements de civils et de militaires et profitent de leur connaissance du terrain et parfois du soutien local. Ainsi, comme le note une source juridique internationale, « le Cameroun s'engage dans deux conflits armés non internationaux parallèles : l'un contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord, l'autre contre divers groupes séparatistes anglophones qui combattent le gouvernement pour l'indépendance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest »¹. Autrement dit, dans les deux régions en crise, l'État est opposé à des acteurs armés non étatiques répondant aux critères juridiques d'un conflit armé (organisation minimale, violence soutenue)². Du côté anglophone, on observe précisément ce type « d'affrontement asymétrique entre forces de défense et de sécurité (FDS) gouvernementales et milices locales », qui « alterne les périodes d'accalmie et les moments de violence extrême » sans solution politique évidente, six ans après le début des hostilités³. De la même façon, dans l'Extrême-Nord, Boko Haram a progressivement transformé la zone frontalière du lac Tchad en un sanctuaire où il mène une guerre irrégulière contre l'armée camerounaise (bombardements, raids, enlèvements), forçant l'État à adapter son dispositif sécuritaire local.

¹ RULAC, « A non-international armed conflict against Boko Haram in Cameroon's Far North », Geneva academy, 16 novembre 2020, <https://www.rulac.org/browse/conflicts/non-international-armed-conflict-in-cameroon#>, consulté le 24 septembre 2024.

² *Ibid.*

³ Loungou, Meye Ndong, « Les régions anglophones... », pp. 47-48.

Image 2: Évolution des conflits au Cameroun 2016-2022



Remarque : dans le panneau A, les événements relatifs au conflit comprennent les batailles, les explosions/violences à distance, les manifestations, les émeutes, les évolutions stratégiques et la violence des civils

Source : ACLED, « Cameroun : Résumé des événements de conflit et des décès, 2016-2022 », Wisconsin, ACLED, 2023, fig. Panneaux A-D, <https://share.google/puW5JS04JVEKlFRQE>.

Cette image, synthétise l'asymétrie spatiale et temporelle des violences au Cameroun entre 2014 et 2023. Les séries temporelles montre des pics distincts : beaucoup à rame concentré tout et de façon récurrente dans l'extrême nord, la crise anglophone s'intensifiant plus tardivement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Les cartes de chaleur illustrent des hauts postes

différenciés et une forte densité d'attaques contre les civils selon les régions. Ces contrastes traduisent des logiques opérationnelles et des cibles dissemblables (tactiques djihadistes transfrontalières versus violences politico-identitaires localisées), d'où des besoins de réponse différenciées militaire, humanitaire et de relèvement et des conséquences budgétaires hétérogènes : hausse des coûts sécuritaires, interventions d'urgence et pressions accrues sur les services publics dans les zones sinistrées, ainsi que des déplacements massifs nécessitant financement et coordination internationale.

La nature asymétrique des deux conflits se traduit aussi par leur dimension humaine et matérielle : dans les deux cas, les civils se retrouvent pris entre les feux croisés, subissant déplacements massifs, exactions et insécurité chronique. Les deux situations alimentent une logique de contre-insurrection où l'armée doit surveiller une population souvent réticente (doublée du sentiment d'abandon socio-économique dans le Nord ou du ressentiment identitaire au Sud-Ouest). En somme, malgré des enjeux idéologiques ou politico-culturels très différents, Boko Haram et les séparatistes anglophones partagent le fait d'opérer comme des guérillas locales affaiblissant l'autorité centrale et nécessitant des réponses militaires asymétriques⁴.

1.2. Mobilisation accrue des forces de défense et de sécurité

En réaction à ces deux crises, l'État camerounais a massivement mobilisé ses forces de défense et de sécurité, en multipliant les effectifs, les unités spécialisées et le parc d'équipements. Sur le plan quantitatif, l'armée camerounaise a connu une croissance notable. D'après un rapport d'observatoire militaire, les effectifs totaux des forces armées ont augmenté d'environ 10 000 hommes entre 2017 et 2018⁵. Cette augmentation sans précédent s'explique en grande partie par la nécessité de pourvoir deux fronts simultanés. Dans le même temps, le budget de la défense a explosé en vingt ans il s'est plus que doublé⁶ afin de soutenir ces nouvelles capacités notamment l'achat d'armements, la logistique, etc... Plusieurs unités d'élite ont été mises en avant. La Brigade d'intervention rapide (BIR), force commando constituée de quelque 5 000 soldats notamment formés par les Américains⁷, en est l'exemple le plus marquant. Initialement déployée pour contrer Boko Haram, elle a été projetée dans les deux régions anglophones dès l'escalade du conflit en 2017. Les troupes de la BIR, mieux entraînées et mieux équipées que l'armée régulière, ont joué un rôle clé sur les deux théâtres : c'est cette

⁴ Loungou, Meye Ndong, « Les régions anglophones... », pp. 47-48.

⁵ GDI, *Country brief: Cameroon, transparence internationale 2020*, pp. 4-6.

⁶ *Ibid.*

⁷ Kessler, « Cameroon: which war are we fighting? », Chicago council on global affairs, 21 august 2023, <https://globalaffairs.org/research/policy-brief/cameroon-which-war-are-we-fighting#>, consulté le 13 décembre 2024.

unité, relevant directement du président Biya, qui est largement restée le pilier des opérations contre les séparatistes⁸. Parallèlement, des renforts réguliers ont été envoyés dans le Nord et dans le NOSO. Ainsi, autour de 2016, l'immense majorité des quelque 12 500 soldats déployés par Yaoundé avaient été réassignés au front du Nord pour contenir Boko Haram⁹. À partir de 2017, de nouvelles cohortes de militaires et de gendarmes ont été levées ou redéployées vers le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, après la transformation de la crise anglophone en insurrection armée. Dans tous les cas, on constate que l'État n'a pas hésité à circonscrire la menace et à reprendre le contrôle des zones en rébellion par une approche essentiellement militaire¹⁰, souvent critiquée comme très répressive.

Ce double usage intensif de la force se lit aussi dans la multiplication des infrastructures et bases militaires : des camps, check-points et postes avancés ont été installés dans les deux régions concernées. L'Ifri note que dans l'Extrême-Nord le dispositif de sécurité a été complètement réorganisé pour faire face à Boko Haram, ce qui a duré presque dix ans¹¹. De même, dès les débuts des troubles anglophones, l'armée a établi de nombreux postes militaires intermédiaires dans les zones rurales anglophones en guerre, et même recruté des supplétifs locaux (milices d'auto-défense ou comités de vigilance) pour renforcer sa présence. En somme, dans les deux cas, l'État a répondu à la crise par la militarisation accrue de l'espace : recrutement exceptionnel de soldats, multiplication des unités d'intervention (BIR, RIB, gendarmerie, police civile en tenue, etc.), et utilisation des moyens aériens (hélicoptères d'attaque ou drones) dans les régions affectées. Cette posture s'inscrit dans une doctrine de contre-insurrection où la force classique reste l'axe principal, malgré les critiques sur ses effets néfastes sur les populations civiles. Tous ces éléments montrent que Boko Haram et la crise anglophone ont contraint Yaoundé à consacrer des moyens humains et matériels considérables aux seuls enjeux sécuritaires (cf. croissance de 10 000 militaires en 2018¹² et budgets doublés, déploiement massif de la BIR, etc.), au détriment d'autres priorités.

1.3. Implication d'alliances régionales et internationales

Un dernier parallèle notable est l'engagement d'acteurs extérieurs dans ces conflits, bien que leur forme diffère sensiblement entre les deux crises. Dans le cas de Boko Haram, le conflit

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Moussa, « Boko Haram dans la région de l'Extrême Nord... », pp. 9-23.

¹¹ *Ibid.*

¹² GDI, *Country brief: Cameroon, transparence internationale 2020*, pp 4-6.

a rapidement pris une dimension régionale transfrontalière : le Cameroun fait partie du bassin du lac Tchad, et ses déterminants djihadistes ont toujours franchi les frontières avec le Nigeria ou le Tchad. La riposte n'a pas été cantonnée en interne. Ainsi, Yaoundé a intégré dès 2015 la Force multinationale mixte formée par le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Bénin, sous l'égide de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et de l'Union africaine¹³. Des opérations communes sont régulièrement organisées, à titre d'exemple la Lake Sanity 2 en 2024, illustre une coopération régionale forte dans la lutte contre Boko Haram¹⁴. L'Union africaine elle-même apporte son appui à la MNJTF et au partage du renseignement, et des puissances extérieures telles que les États-Unis, la France, l'Union européenne, etc... financent et équiper le Cameroun dans ce combat contre le terrorisme. On peut donc parler, pour Boko Haram, d'une alliance régionale consolidée, avec participation multinationale sur le terrain (patrouilles conjointes, exercices militaires planifiés avec les voisins, soutien logistique de la CBLT et de l'UA). C'est ce qui permet aux autorités camerounaises de saluer la coopération multiforme excellente entre Yaoundé et ses voisins dans les opérations de sécurité¹⁵.

Par contraste, la crise anglophone a suscité beaucoup moins d'engagement formel des partenaires internationaux. Aucun volet militaire multilatéral équivalent n'existe en liaison avec le NOSO. Les voisins du Cameroun, à commencer par le Nigeria traditionnellement en lien historique avec le Southern Cameroons ont agi de façon ponctuelle¹⁶. Un exemple frappant est l'arrestation et l'extradition en janvier 2018 vers Yaoundé de Sisiku Ayuk Tabe, président autoproclamé de l'Ambazonie, par les autorités nigérianes¹⁷. Cet épisode, salué par le ministre camerounais de l'Information comme le fruit d'une coopération multiforme exemplaire entre le Nigeria et le Cameroun¹⁸, montre que certains pays voisins ont joué un rôle mais sans qu'il s'agisse d'une coalition militaire coordonnée comme dans le cas de Boko. Sur le plan

¹³ Chem-Langhe, « Boko Haram and other terrorist groups activities in lake Chad basin region suppressed in a joint forces operation », *information & communication directorate*, African Union, 08 august 2024, <https://au.int/en/pressreleases/20240808/boko-haram-and-other-terrorist-groups-activities-lake-chad-basin-region#>, consulté le 13 Decembre 2024.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ A. R. Alfa Shaban, « Cameroon receives separatist leader, 46 others deported from Nigeria », *Africa news*, 13 august 2024, <https://www.africanews.com/2018/01/29/cameroon-receives-ambazonia-leader-46-others-deported-from-nigeria/>, consulté le 20 Juin 2025.

¹⁶ Contrairement à la lutte contre Boko Haram où le Cameroun bénéficie de l'appui de la force multinationale mixte (FMM) et de partenaires comme la France ou les États-Unis, la crise anglophone est perçue comme une affaire interne, dans ce contexte le Cameroun doit supporter seul la quasi-totalité des coûts financiers de ce conflit, et aussi les pays voisins particulièrement le Nigeria, n'interviennent pas de manière permanente mais par des actions précises.

¹⁷ A. R. Alfa Shaban, « Cameroon receives separatist leader, 46 others deported from Nigeria », *Africa news*, 13 august 2024, <https://www.africanews.com/2018/01/29/cameroon-receives-ambazonia-leader-46-others-deported-from-nigeria/>, consulté le 20 Juin 2025.

¹⁸ *Ibid.*

diplomatique, la communauté internationale a surtout émis des appels à la retenue : l'ONU, l'Union Européenne, ainsi que des ONG internationales ont dénoncé les violences et incité à un règlement politique. Plusieurs chefs d'États ou organisations ont offert leur médiation et le Cameroun l'a parfois refusée. Cependant, en pratique, ces efforts ont été très limités. Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a tenu qu'une seule réunion informelle (aria-formula) sur la crise camerounaise, en 2019, sans aboutir à d'autres actions concrètes¹⁹. On parle même de la crise, anglophone comme d'un conflit oublié ou négligé par la communauté internationale²⁰. Ce faible niveau d'implication traduit un déséquilibre net avec Boko Haram : là où les opérations contre Boko Haram mobilisent des États et institutions régionales (MNJTF, CBLT, AU) et bénéficient d'un fort soutien international, la crise anglophone reste majoritairement traitée comme un problème interne, sans alliance régionale formelle.

En somme, les deux crises partagent le fait de déboucher sur des opérations de sécurité dépassant le cadre strictement national. Pour Boko Haram, le Cameroun coopère avec des voisins dans un cadre militaire unifié²¹. Pour la crise anglophone, seuls des canaux diplomatiques bilatéraux (extradition des leaders, pressions de l'UE) et quelques initiatives non-gouvernementales notamment les dialogues initiés par la société civile internationale qui ont eu lieu, mais sans force de combat coordonnée. Cette dimension extérieure montre bien que la stabilité du Cameroun face au djihadiste ou au séparatisme n'est pas l'affaire d'un seul acteur national : dans un cas, la région se mobilise activement en soutien (opérations communes au lac Tchad), dans l'autre, l'international se contente souvent de vœux pieux et d'appels à dialogue alors que le Cameroun se défend d'avoir affaire à une guerre civile dans le NOSO²².

2. Différences dans la nature du conflit et les zones affectées

Le Cameroun est confronté à deux crises armées distinctes qui diffèrent fondamentalement par leur origine, leur portée territoriale et leur logique interne. D'un côté, le conflit mené par Boko Haram est un affrontement transfrontalier à caractère djihadiste, principalement situé dans la région de l'Extrême-Nord. De l'autre, la crise anglophone est un conflit interne secouant les deux régions historiquement anglophones, lié à des revendications politiques et identitaires nées de la gestion postcoloniale du pays. Comme l'indiquent les

¹⁹ Kessler, « Cameroon: which war are we fighting? », <https://globalaffairs.org/research/policy-brief/cameroon-which-war-are-we-fighting#>.

²⁰ Loungou, Meyé Ndong, « Les régions anglophones... », pp. 47-48.

²¹ Chem-Langhee, « Boko Haram and other terrorist groups... », <https://au.int/en/pressreleases/20240808/boko-haram-and-other-terrorist-groups-activities-lake-chad-basin-region#>.

²² Loungou, Meyé Ndong, « Les régions anglophones... », pp. 47-48.

observateurs internationaux : « le Cameroun est engagé dans des conflits armés non-internationaux parallèles²³ » : contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et contre divers groupes séparatistes anglophones réclamant l'indépendance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest²⁴. Ces deux foyers de violence présentent ainsi des logiques et des géographies très différentes, qui se reflètent dans leurs modalités d'action et leurs cibles (voir Tableau 1).

Tableau 1: Comparaison sommaire des caractéristiques clés de la crise Boko Haram vs. La crise anglophone au Cameroun

Aspect	Boko Haram (Extrême-Nord)	Crise anglophone (NOSO)
Période d'implantation	Présent au Cameroun depuis 2009 ; premières confrontations armées en mars 2014.	Conflit déclenché fin 2016 (manifestations pacifiques), évoluant en conflit armé à partir de 2017.
Zone géographique	Exclusivement dans l'Extrême-Nord (départements frontaliers de Logone-et-Chari, Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, Mayo-Danay).	Limité aux régions Nord-Ouest et Sud-Ouest (anciennes provinces anglophones du NOSO).
Origine historique	Insurrection djihadiste originaire du nord-est du Nigeria (État de Borno). Boko Haram est un groupe islamiste radical transnational.	Crise interne liée au malaise historique des anglophones depuis la réunification de 1961 (promesse de bilinguisme cassée en 1972).
Idéologie / Objectifs	Idéologie islamiste radicale (charia, califat) : déstabiliser l'État et étendre le jihad au bassin du Lac Tchad.	Nationalisme sécessionniste et revendications fédéralistes : création d'une entité « Ambazonie » indépendante ou d'un statut spécial pour les anglophones.
Acteurs principaux	Groupe terroriste Boko Haram (et factions dissidentes, par ex. ISWAP) « implanté » en Extrême-Nord.	Nombreux groupes séparatistes anglophones (Ambazonia Defense Forces, Red Dragons, Seven Karta, Interim Government, etc.) et

²³ L'expression « Conflits Armés Non-Internationaux parallèles » désigne une situation stratégique et budgétaire unique où l'Etat camerounais doit faire face, simultanément et sur deux fronts géographiquement opposés, à des insurrections qui n'impliquent pas d'autres Etats.

²⁴ Rulac, « non international armed... », <https://www.rulac.org/browse/conflicts/non-international-armed-conflict-in-cameroon#>.

		autorités gouvernementales. Reconnaissance internationale faible.
Tactiques et modes d'action	Phase initiale de guerre « conventionnelle » (opérations militaires frontales), basculement ensuite vers la guérilla insurrectionnelle : attentats-suicide, embuscades, enlèvements (civils et travailleurs humanitaires), mines artisanales. Boko Haram a mené +400 attaques et ~50 attentats-suicide entre 2014 et 2016.	Combinaison de guérilla rurale et d'actions symboliques urbaines. Les séparatistes pratiquent embuscades sur routes, pose d'engins explosifs rudimentaires, barrages routiers, enlèvements de responsables locaux. Ils ont aussi mis en œuvre des « villes mortes » quotidiennes (boycott économique et scolaire) durant plusieurs mois. Cibles privilégiées : forces de sécurité, administrations locales, écoles et personnels enseignants, civils perçus comme « collaborateurs ».
Cibles stratégiques	Forces armées et autorités locales (bases, postes de police, convois militaires), populations civiles (marchés, mosquées, villages), étrangers (kidnappings). Exemples : enlèvements de touristes, attaques de marchés et de villages frontaliers.	Symboles de l'État camerounais en zone anglophone : mairies, écoles (incendies et fusillades), postes de gendarmerie, routes stratégiques. Les établissements scolaires sont particulièrement visés (armes de la dissidence : attaques contre élèves et professeurs). Peu de frappes contre des infrastructures nationales ou étrangères (le conflit reste circonscrit aux périphéries anglophones).
Temporalités / pics	Intensification majeure 2014–2016 (1 500 morts et 155 000 déplacés internes selon l'ICG), recul relatif 2016–2017, puis reprise des attaques à partir de	Montée en tension rapide en 2017–2018 : escalade des hostilités suite à l'arrestation de leaders séparatistes (2018), durée prolongée du conflit (plus de 6 000 morts depuis 2016).

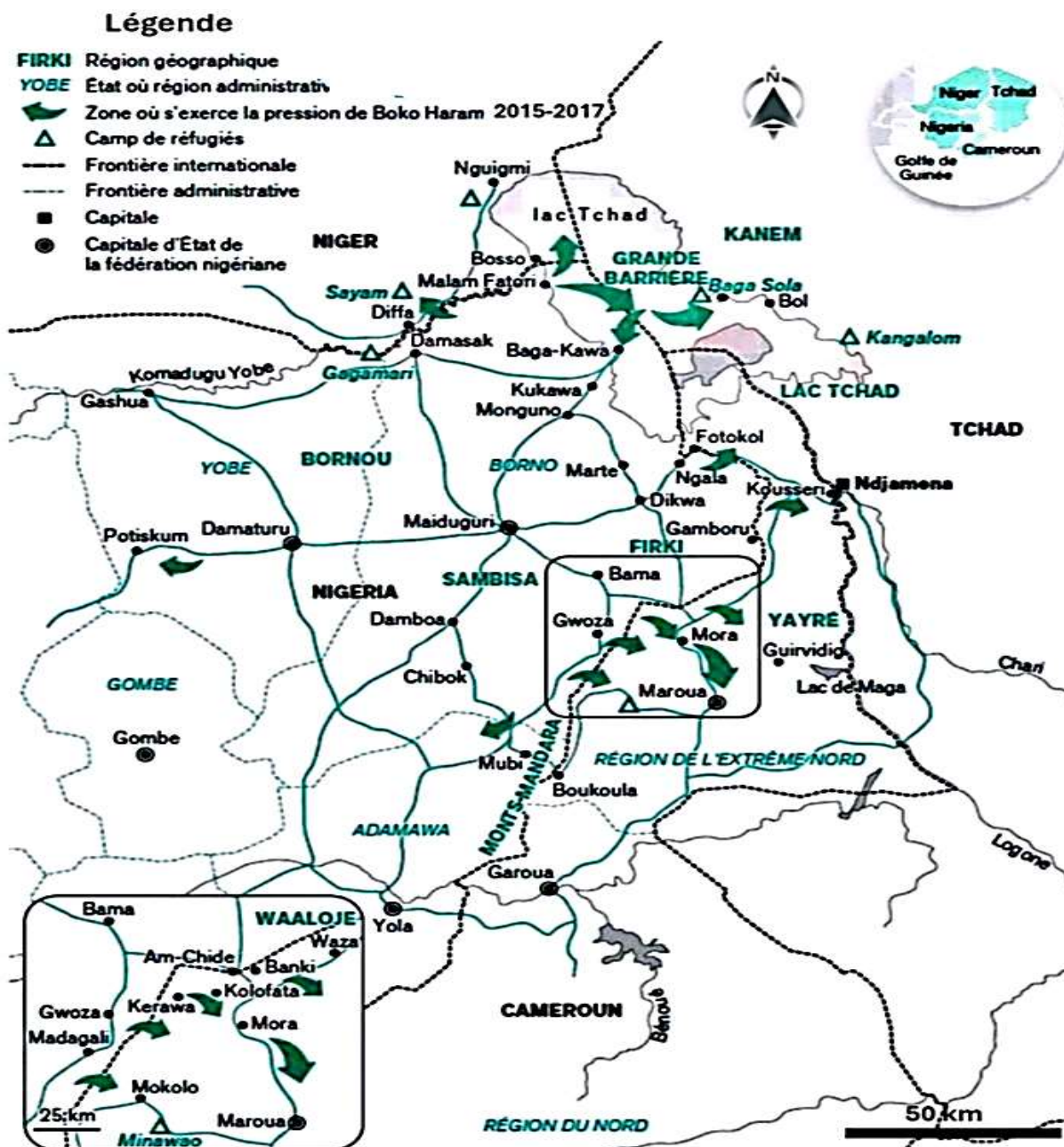
	2018 (pic autour de 2018-2019 lié aux élections nigérianes).	Plafond des violences vers 2018-2019, suivi d'une baisse relative de l'intensité courant 2020 (lockdown Covid et opérations militaires). Les confrontations demeurent sporadiques mais soutenues (4000 morts recensés fin 2021).
Victimes civiles (≈)	Environ 1 350 civils tués (2014–2016) et 92 soldats tués dans la région de l'Extrême-Nord. Déplacements massifs : +340 000 déplacés internes (août 2021) dans la seule Extrême-Nord.	Entre 4 000 et 6 000 personnes tuées depuis 2016 (civils et combattants, gouvernementaux et séparatistes). Environ 700 000 déplacés internes (août 2021) principalement dans les régions anglophones. Peu de réfugiés à l'étranger du fait du caractère interne du conflit.

Sources : Données collectées de : *International crisis group*, Rulac, Ifri, World Bank, Human Rights Watch et réalisation de l'autre, 2024.

Ce tableau met en évidence la diversité des menaces de sécurité auquel au Cameroun est confronté. Alors que Boko Haram, d'origine religieuse et transnationale, sévit principalement dans l'extrême nord avec une idéologie islamique radicale, la crise anglophone trouve ses racines dans des revendications politiques et identitaires localisées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les objectifs divergent également : l'établissement de khalifa pour Boko Haram contre la création d'un État indépendant pour les séparatistes ambazoniens. Si les modes opératoires présentent des similitudes (attaques armées, enlèvement, violences contre les civils), les réponses de l'État combinent répression militaire et tentatives de dialogue adaptées à chaque contexte. Cette comparaison souligne la complexité de la gestion sécuritaire nationale, marquée par des crises de nature différente mais aux conséquences humanitaires tout aussi lourdes.

2.1. Boko Haram : menace transfrontalière concentrée dans l'Extrême-Nord

Carte n° 5: Zones frontalières affectées par Boko Haram



Source : Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad », *Afrique contemporaine*, vol. 255, n° 3, 2015, p.93.

Cette cartographie illustre avec clarté la concentration spatiale de l'empreinte de Boko Haram dans l'extrême nord camerounais et renseigne sur la nature résolument transfrontalière de la menace. Les zones colorées et les axes d'infiltration mettent en évidence la porosité frontalière avec le Nigéria, le caractère lacustre et marécageux des espaces exploités par les insurgés, ainsi que la dispersion des attaques depuis des nœuds logistiques périphériques vers des centres urbains. Ce repérage géographique explique la difficulté du contrôle étatique, la vulnérabilité des populations rurales et la logistique logique de déplacement forcé.

Le groupe Boko Haram, apparu au Nigeria à la fin des années 2000, a étendu son insurrection au Cameroun à partir de 2013–2014. Contrairement à l'Ambazonie, il ne s'agit pas d'un mouvement politique local mais d'une organisation djihadiste transnationale. Comme l'explique une note de l'IFRI, « la région de l'Extrême-Nord du Cameroun est secouée depuis 2013 par le conflit dû à Boko Haram, dont l'origine et l'épicentre sont le nord-est du Nigeria (État de Borno) »²⁵. Boko Haram est donc un phénomène transfrontalier par essence : ses opérations englobent le Nigeria et plusieurs pays du bassin du lac Tchad (Tchad, Niger), et sa présence au Cameroun correspond à l'extension d'un conflit extérieur. Les autorités camerounaises n'ont pas vu arriver ce fléau de façon naturelle : comme le résume RULAC, le Cameroun se bat « contre Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord » parallèlement aux combats contre les séparatistes anglophones²⁶. Dès avant 2014, le dispositif sécuritaire de l'Extrême-Nord a été renforcé pour faire face à une menace grandissante venue du Nigéria, où les affrontements entre Boko Haram et l'armée avaient déjà fait effondrer la puissance du groupe (la mort de son fondateur Mohamed Yusuf, en 2009, avait conduit de nombreux combattants à chercher refuge dans le Mayo-Tsanaga)²⁷. Sur le plan spatial, la menace Boko Haram au Cameroun reste concentrée à l'Extrême-Nord, région la plus pauvre du pays et la plus proche géographiquement du foyer initial nigérian. Les départements de Logone-et-Chari, de Mayo-Sava ou du Mayo-Tsanaga (porches du lac Tchad) sont régulièrement frappés, avec de sporadiques incursions vers les villes et axes routiers. Selon un bilan du *Crisis Group*, entre 2014 et 2016 Boko Haram « a mené plus de 400 attaques et incursions au Cameroun, ainsi qu'une cinquantaine d'attentats suicides », tuant des centaines de civils (plus de 1 350 d'après les estimations citées) et 92 agents de sécurité²⁸. Les opérations de Boko Haram ont notamment visé des militaires camerounais et tchadiens en poste, des marchés ou des mosquées (bombes artisanales, tirs de RPG, embuscades), mais aussi des villageois isolés et des étrangers (aidants, touristes). Le groupe s'est aussi illustré par de multiples enlèvements : étrangers en visite, ou simplement habitants de zones reculées. Fin 2014, par exemple, Boko Haram avait kidnappé des centaines de déplacés au camp d'Abadam (Nigéria) et s'était illustré par d'autres prises d'otages médiatisées. Les tactiques utilisées par Boko Haram ont évolué au fil du temps de conflits armés conventionnels en 2014 à une guérilla asymétrique plus diffuse par la suite, mais elles restent caractérisées par la violence aveugle contre les civils et la déstabilisation de

²⁵ Moussa, « Boko Haram dans la région... », p. 13.

²⁶ Rulac, « Non international armed... », <https://www.rulac.org/browse/conflicts/non-international-armed-conflict-in-cameroon#>.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

l'administration locale. À ce titre, Boko Haram apparaît comme un acteur non étatique organisé (au sens du droit international humanitaire) qui impose son insurrection dans la région frontalière²⁹. Militairement, l'extrême-nord camerounais est ainsi un théâtre de guerre en lien direct avec les progrès de Boko Haram au Nigéria. Jusqu'en 2016, la situation était critique : les violences avaient causé au moins 1 500 morts dont de nombreux civils et déplacé plus de 150 000 personnes dans la région³⁰. Les attaques ont toutefois fléchi après la création de la Force multinationale mixte (au milieu des années 2010) et le renforcement des troupes camerounaises. Le tableau des événements armés reste néanmoins éloquent : en 2021, malgré un recul global, le conflit Boko a tué au moins 80 civils entre janvier et avril dans l'Extrême-Nord, et plus de 340 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du Cameroun à cause des combats de Boko Haram³¹. Sur le plan sociologique, Boko Haram exploite les faiblesses structurelles de l'Extrême-Nord (pauvreté, sentiment de marginalisation, niveau d'éducation faible). Le *Crisis Group* note que le groupe a pu recruter « par l'endoctrinement idéologique, des incitations socio-économiques et la contrainte » parmi les jeunes des districts proches du Nigéria³². Ainsi, ses rangs comptent beaucoup de jeunes désœuvrés ou frustrés du nord Cameroun, tentés par les promesses financières et idéologiques d'un combat sacré. En conséquence, l'opposition armée ici revêt une dimension confessionnelle et extrémiste bien plus prononcée que dans l'autre conflit : il s'agit d'un djihad, où la religion sunnite radicale et l'hostilité à l'État laïc sont des moteurs centraux.

En définitive, Boko Haram au Cameroun se définit comme un conflit insurrectionnel transnational (sa nature première est celle d'une insurrection venue de l'extérieur), militairement intense causant des dizaines d'attaques mortelles par an, et concentré dans l'Extrême-Nord frontalier. Sa spécificité géographique et doctrinale le distingue radicalement de la crise anglophone qui suit une logique inverse.

²⁹ *Ibid.*

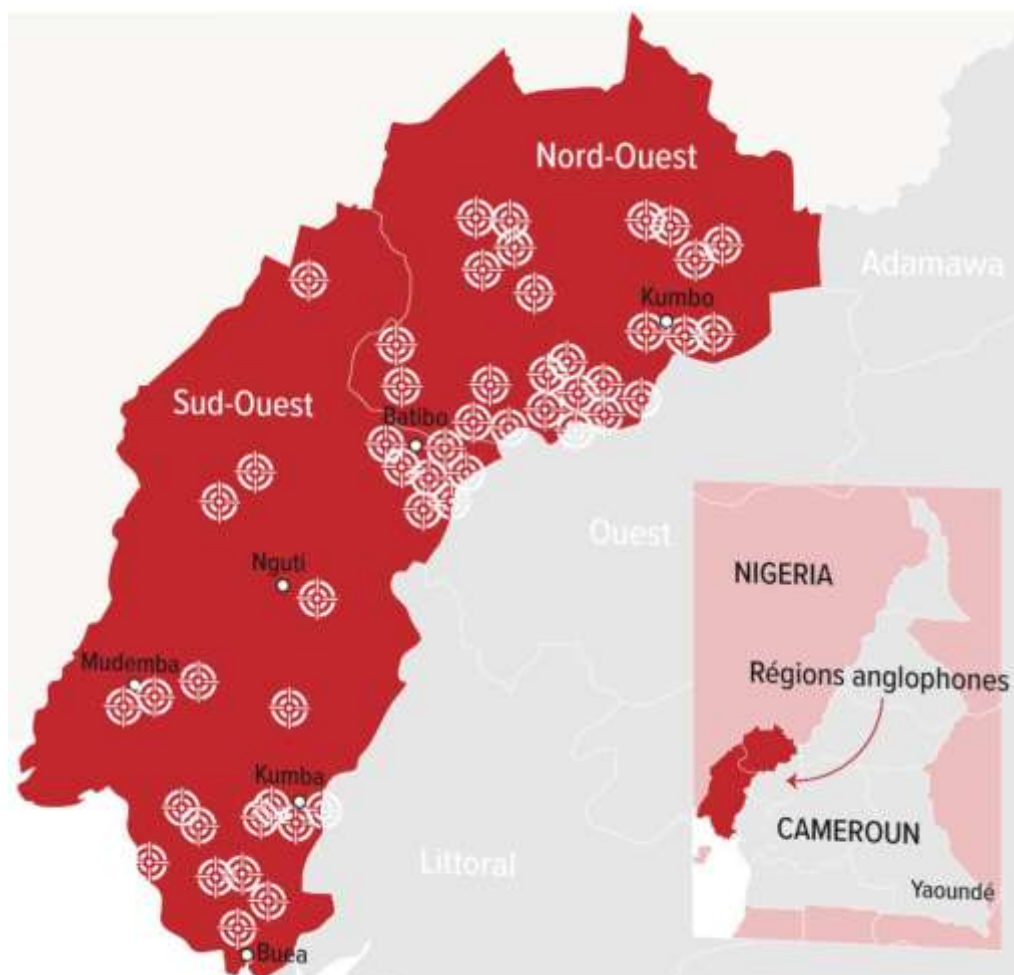
³⁰ ICG, Rapport N°214, 16 novembre 2016.

³¹ K. Roth, « Cameroun: Événements de 2021 », Rapport Mondial 2022, Human Rights Watch, 7 Janvier 2022.

³² ICG, Rapport N°214.

2.2.Crise anglophone : conflit interne à forte dimension politique et identitaire

Image 3 : Principales zones d'attaques de la crise anglophone



Source : S. Loungou, S. MeyenDong, *Les régions anglophones du Cameroun : Théâtre d'un conflit oublié*, l'Espace politique, 2022, pp.47-48, <http://journals.openedition.org/espacepolitique/11591>.

Cette carte illustre de manière saisissante de l'ampleur de la crise anglophone au Cameroun depuis 2017. Elle met en évidence les territoires revendiqués par les séparatistes ambazoniens, ainsi que les principales localités attaquées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les flèches indiquant quand les flux de déplacés internes et les réfugiés vers le Nigéria soulignent l'impact humanitaire majeur de ce conflit, qui dépasse les frontières nationales. L'image permet ainsi de visualiser la dimension politique et identitaire de la crise, tout en montrant ses répercussions sécuritaires et sociales. En intégrant cette carte, l'analyse met en lumière le lien entre revendications séparatistes, instabilité régionale et pressions budgétaires liées à la gestion des populations déplacées.

Par contraste, la crise anglophone est un conflit interne et ethno-politique presque entièrement contenu aux anciennes provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (hachurées sur la carte ci-dessus). L'image ci-dessus, extraite d'une étude académique, met en évidence la limite territoriale de cette crise : 99 % des violences liées aux séparatistes anglophones se déroulent en effet dans ces deux régions³³. La distinction coloniale historique entre l'ex-Cameroun britannique (NOSO, parties anglophones) et le reste du pays (ancien Cameroun français, francophone) est précisément au cœur de cette crise³⁴. Au lendemain de l'indépendance (1960–1961), la région dite du *Cameroon* méridional (*Southern Cameroons*) choisit de rejoindre la République du Cameroun en 1961 sous promesses de bilinguisme et de fédéralisme. Or, dès 1972, un référendum instaure un État unitaire centralisé en abolissant la structure fédérale, ce qui crée un sentiment durable de trahison et de marginalisation chez les anglophones³⁵. Les institutions de leurs deux régions (éducation, justice, administration) divergeaient fortement du modèle francophone, et les premiers dirigeants anglophones estiment avoir été abandonnés après la réunification³⁶. Cette origine historique identitaire distingue profondément ce conflit de celui de Boko Haram : il ne s'agit pas ici d'une insurrection religieuse importée, mais d'une réactivation des fractures postcoloniales au sein même de l'État camerounais. Sur le plan politique, la crise anglophone a débuté par des revendications corporatistes à l'automne 2016 contre la francisation croissante du système judiciaire et scolaire. Très vite, la colère populaire s'est politisée : en septembre 2017, plusieurs leaders séparatistes (issus en partie du *Southern Cameroons National Council* et de l'Union des Populations du Cameroun) ont pris les armes pour réclamer soit un retour au fédéralisme, soit l'indépendance totale Ambazonie. Le 1^{er} octobre 2017, coïncidant avec l'anniversaire de la réunification, des militants ont symboliquement proclamé l'indépendance de la République Fédérale d'Ambazonie, déclenchant une vaste répression gouvernementale³⁷. Dès lors, la situation se mue en un conflit armé asymétrique : des milices sécessionnistes se forment dans les campagnes anglophones, multipliant les opérations sporadiques contre les forces de l'ordre et les institutions de l'État (formation d'embuscades, mitraillages, poses de mines artisanales). Ce conflit est avant tout national et politique : il oppose les forces de sécurité camerounaises à des groupes de dissidents

³³ Nikolovski, Walther, « Containing ambazonian... », <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-cameroons-anglophone-regions/>.

³⁴ Banque mondiale (BM), *La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social*, Washington DC, Groupe de la Banque mondiale, janvier 2021, pp. 1-3.

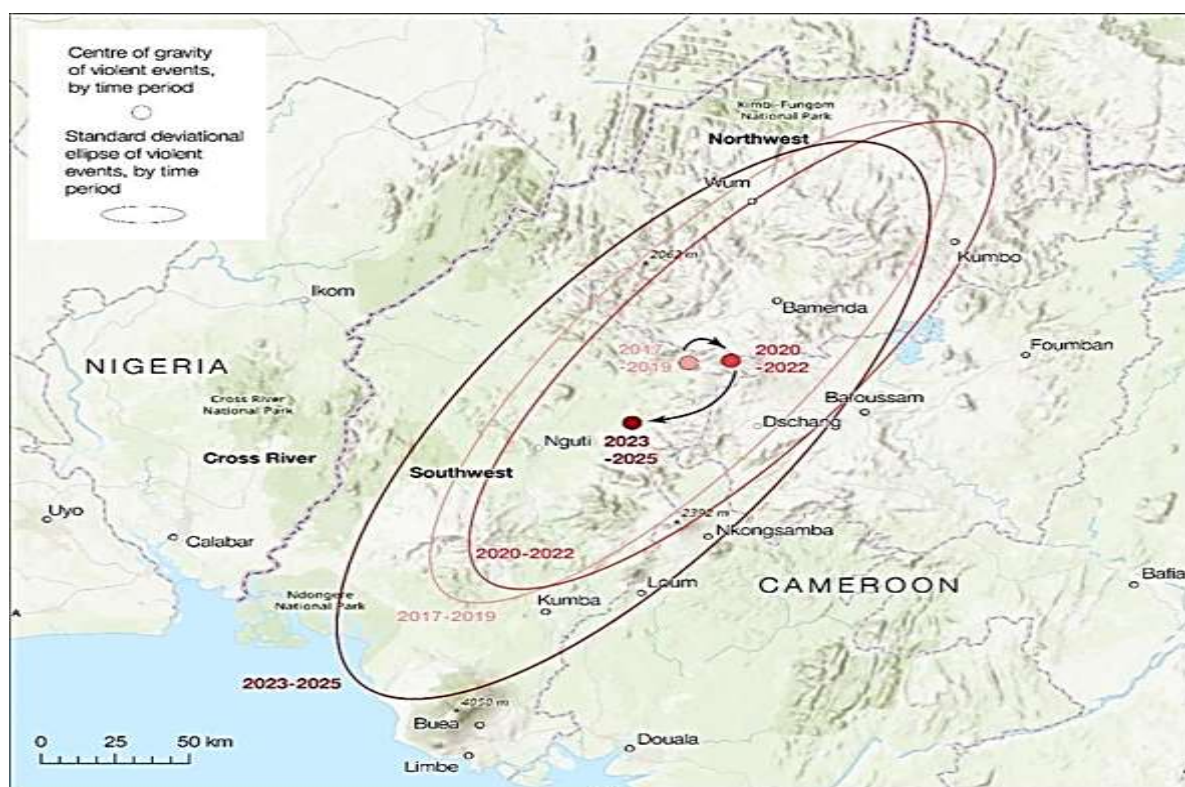
³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ International Crisis Group, *rapport Afrique* n°250, pp. 14-28.

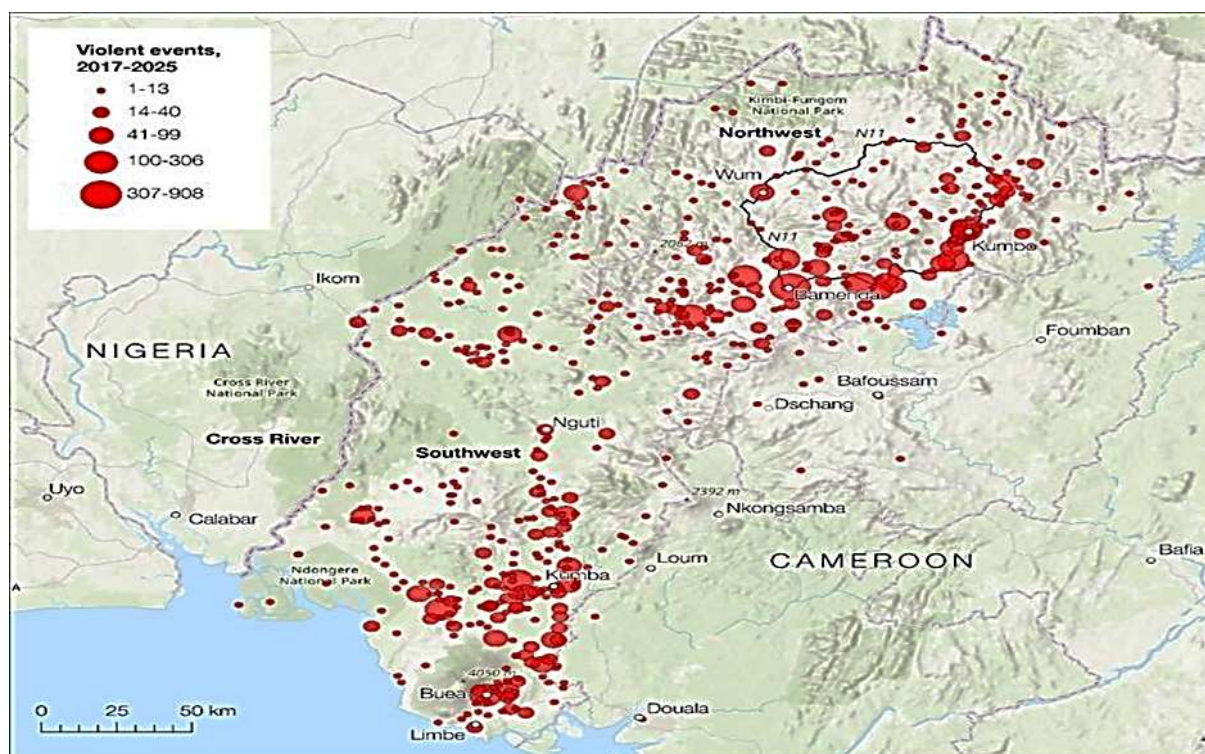
qui revendiquent le droit à l'autodétermination de la minorité anglophone. À la différence de Boko Haram, ces combattants anglophones ne défendent pas une idéologie étrangère, mais une cause identitaire locale née d'un cadre politique jugé injuste. Les experts soulignent ainsi que ce conflit souligne les défis mondiaux du bilinguisme et de l'identité dans le Cameroun postcolonial. En pratique, la crise anglophone reste strictement limitée à deux régions (Nord-Ouest, Sud-Ouest) qui regroupent environ 20 % de la population camerounaise. Aucun groupe étranger n'y opère et la violence ne franchit guère les frontières nationales d'où le qualificatif souvent utilisé de conflit contenu³⁸. Les États voisins n'ont pas été directement impliqués militairement, si ce n'est que certains réfugiés camerounais ont traversé au Nigeria pour fuir les combats. Spatialement, on observe deux hotspots anglophones : autour de Bamenda la capitale du Nord-Ouest et de Kumba/Buea (Sud-Ouest), comme le montrent les cartes de l'ACLED³⁹ ci-dessous. Ces milieux sont caractérisés par des paysages ruraux montagneux notamment des forêts et routes isolées qui favorisent la guérilla.

Image 4 : Événements violents impliquant les forces de défense d'Ambazonie, 2017-2025



³⁸ Nikolovski, Walther, « containing ambazonian... », <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-cameroons-anglophone-regions/>.

³⁹ *Ibid.*



Source: Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). « Cameroon: Political Violence and Protest Events Dataset (2017–2025) ». ACLED, 2025. <https://data.humdata.org/dataset/cameroon-acled-conflict-data>, consulté en février 2025.

Ces images mettent en évidence l'évolution spatiale des violences liées aux forces de défense ambazoniennes entre 2017-2025. Les ellipses de dispersion montrent un déplacement progressif du centre de gravité des affrontements, passant du Nord-Ouest vers le Sud-Ouest, traduisant une dynamique géographique changeante du conflit. Cette évolution illustre non seulement l'adaptation des groupes séparatistes face aux opérations militaires de l'État, mais aussi la persistance d'une insécurité diffusée qui affecte durablement les populations locales. L'intérêt de cette représentation est de souligner la dimension politique et identitaire de la crise anglophone, tout en mettant la lumière sur ses conséquences humanitaires et sécuritaires. Elle permet ainsi de comprendre comment la conflictualité s'inscrit dans le temps et l'espace, et de mesurer l'ampleur des défis budgétaires et institutionnels pour l'État camerounais.

Du point de vue sociologique, le profil des acteurs est à nouveau très différent. Les miliciens anglophones sont issus en majorité des populations locales du NOSO dont certains groupes ethniques partagent la langue et la culture avec le Nigeria anglophone, souvent encadrés par des anciens évolués (avocats, enseignants, politiciens universitaires) qui ont amorcé le mouvement en 2016. Contrairement à Boko qui recrute avant tout parmi les jeunes ruraux pauvres, l'insurrection anglophone a d'abord mobilisé la classe moyenne éduquée anglophone. Toutefois, le conflit a progressivement élargi son assise sociale par la radicalisation

parfois forcée, de villageois ruraux et par l'apport de combattants venus de la diaspora anglophone. Politiquement, les séparatistes réclament un retour au fédéralisme ou l'indépendance, invoquant la défense de l'identité anglophone et la fin de la marginalisation⁴⁰. Le gouvernement de Yaoundé, de son côté, a répondu par une militarisation massive du NOSO (dispositif RIB, coupes d'Internet, opérations de nettoyage dans les villages) et par un discours réaffirmant l'unité nationale. L'absence de résolution politique tangible malgré un Grand Dialogue national en 2019 a entraîné l'enlisement du conflit.

En résumé, la crise anglophone est essentiellement nationale et identitaire. Elle n'implique pas de mouvement étranger, et ses violences restent confinées géographiquement à deux provinces contiguës. Ses racines sont historiques⁴¹, et ses acteurs sont des groupes diversifiés de camerounais anglophones notamment l'*Ambazonia Defense Forces*, etc... se battant pour la reconnaissance de leur différence. Sur le plan militaire, c'est une guerre de basse intensité (nombre limité d'opérations par an, comparé au conflit Boko) mais très meurtrière pour les civils locaux soit environ 500 à 1 000 morts par an selon les estimations entre 2018 et 2021⁴². Les déplacements de population sont essentiellement internes dans le NOSO soit environ 700 000 personnes en fin 2021⁴³, reflétant l'aspect humain et social de la crise.

2.3. Différences dans les modes opératoires, les temporalités et les cibles stratégiques

Les deux conflits se distinguent aussi nettement par leur mode d'engagement et leurs cibles. Boko Haram a mené une campagne de terreur spectaculaire (attaques suicides, bombardements, raids à grande échelle) visant tant les forces de l'ordre que la population civile. Par exemple, durant la première phase du conflit 2014–2016, Boko Haram a lancé des attentats-suicides répétitifs sur des marchés, des mosquées ou des camps militaires, et a pratiqué le kidnapping de masse de villageois ou d'humanitaires comme arme de pression. Les tactiques sont de type guérilla djihadiste : mouvements transfrontaliers soudains, embuscades le long des routes, pose de mines artisanales. L'intensité a été telle que la région de l'Extrême-Nord enregistrait jusqu'à plus d'une attaque par jour en période de pointe, avec un bilan de plusieurs

⁴⁰ Crisis group, *Rapport Afrique* n°250, pp. 14-28.

⁴¹ Banque mondiale (BM), *La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social*, Washington DC, Groupe de la Banque mondiale, janvier 2021, pp.1-3.

⁴² Loungou et Meye Ndong, « Les régions anglophones... », pp. 47-48.

⁴³ K. Roth, « Cameroun: événements de 2021 », Rapport mondial 2022, Human Rights Watch, 7 janvier 2022.

centaines de morts en 2015⁴⁴. Dans cette logique, la stratégie de Boko Haram n'hésite pas à brouiller les frontières entre crime (banditisme, enlèvements à but lucratif) et terrorisme idéologique, comme le notait l'IFRI sur la prolifération des activités criminelles autour du groupe⁴⁵. Globalement, les stratégies militaires de Boko Haram ont toujours été offensives et expansives : après avoir subi une répression gouvernementale, le groupe s'est réorganisé en commettant en 2018 et 2019 des attaques quasi-quotidiennes, étendues aux zones reculées (attaques de camps de déplacés, etc.).⁴⁶ On constate aussi que Boko Haram n'a pas hésité à exploiter des vulnérabilités transfrontalières notamment, les sanctuaires au Nigeria ou au Tchad, et le réseau de vigilantes parfois ambigus) pour se réapprovisionner et frapper à l'improviste.

À l'inverse, la tactique sécessionniste anglophone est résolument de forme guérilla rurale localisée et de basse intensité par exemple pas de redoutables attentats urbains. Depuis 2017, les milices anglophones mènent des opérations sporadiques telles que des embuscades sur les convois militaires, des tirs sur des commissariats isolés, ou la pose occasionnelle de mines artisanales sur les routes notamment la RN11 entre Bamenda et Kumbo, qualifiée de « plus violente d'Afrique de l'Ouest » par l'OCDE. Elles pratiquent par ailleurs le sabotage économique symbolique : lourde utilisation du concept de « villes mortes » (glissements de rues désertées par la population pour marquer le boycott économique) et la fermeture des écoles pour viser le gouvernement sur le plan social⁴⁷. Les attaques de grande envergure restent rares l'une des plus spectaculaires fut la fusillade de l'école de Kumba en octobre 2020, abattant six enfants. Globalement, les séparatistes anglophones privilégient les cibles symboliques : ils visent les institutions locales de l'État (écoles, tribunaux, mairies) et parfois les civils accusés de collaborer. D'après les analyses, la moyenne des victimes par incident en zone anglophone est inférieure à celle des groupes djihadistes : environ une victime par événement violent tous types confondus, contre plusieurs en moyenne au Sahel⁴⁸. Les opérations des milices anglophones restent très concentrées dans les zones frontalières de leurs régions comme le soulignent les ellipses spatiales de l'ACLED : les séparatistes évitent délibérément de s'attaquer massivement à la nation camerounaise au-delà de l'Ambazonie. Comme l'explique une étude

⁴⁴ Rulac, « Non international armed... », <https://www.rulac.org/browse/conflicts/non-international-armed-conflict-in-cameroon#>.

⁴⁵ Moussa, « Boko Haram dans la région... », p.13.

⁴⁶ Nikolovski, Walther, « Containing ambazonian... », <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-cameroons-anglophone-regions/>.

⁴⁷ Banque mondiale (BM), *La crise sociopolitique dans les régions...*, pp.12-16.

⁴⁸ Nikolovski, Walther, « Containing ambazonian... », <https://mapping-africa-transformations.org/containing-ambazonian-violence-in-cameroons-anglophone-regions/>.

récente, l'ADF Armée de restauration de l'Ambazonie préfère cibler les symboles d'État locaux plutôt que de s'étendre aux régions francophones ce qui impliquerait, en plus, un entraînement au combat en milieu urbain et une logistique plus complexe⁴⁹. Cette contrainte volontaire du conflit, soulignée par de nombreux observateurs, correspond au fait que les insurgés anglophones poursuivent en priorité l'affirmation de leur identité propre (langue, système juridique, etc.), et non la conquête de tout le territoire.

En termes de temporalité, Boko Haram a connu des vagues d'intensité très marquées 2014–2016 puis 2018–2019, se calquant sur les stratégies nigérianes et la coopération régionale. La crise anglophone, quant à elle, a mis plus longtemps à se structurer : elle est partie de soulèvements civils 2016–2017, puis a basculé en guerre ouverte à partir de 2018. Son pic d'activité semble avoir eu lieu entre fin 2018 et 2019 au moment des pressions internes et du Grand Dialogue avorté, avec depuis une volatilité moindre mais persistente (blocages routiers, offensives sporadiques). Les deux conflits diffèrent aussi par l'évolution de leur intensité au fil des mois : Boko peut frapper de manière continue et imprévisible sur une vaste zone, tandis que les violences anglophones ont un rythme plus cyclique, souvent lié aux anniversaires patriotiques notamment le 1er octobre ou à des représailles ponctuelles. Enfin, les objectifs stratégiques divergent : Boko Haram cherche à étendre son califat et à déstabiliser les gouvernements régionaux par un terrorisme total, en frappant indistinctement civils et militaires. Les séparatistes anglophones veulent avant tout faire pression sur l'État camerounais pour qu'il négocie le statut particulier de leur région ; ils évitent donc en général d'étendre la violence hors du cadre anglophone car cela diluerait leur message identitaire⁵⁰. Cette différence d'objectif se traduit par des pratiques également distinctes : Boko a pu, par exemple, utiliser la barbarie extrême notamment les massacres de villages pour semer la terreur, tandis que les militants anglophones se revendiquent officiellement d'un combat nationaliste avec un minimum de codes, ils évitent par exemple, en règle générale, d'attaquer des églises ou mosquées confessionnelles, hormis rares dérapages. D'un point de vue militaire, l'une est donc une guérilla globale et fanatisée, l'autre une guérilla locale et politisée.

En somme, Boko Haram et la crise anglophone opposent deux modèles de conflit radicalement différents : l'un est un conflit transfrontalier, religieux et insurgé, limité à l'extrême-nord camerounais ; l'autre est un conflit national, politique et identitaire, limité aux

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

deux provinces anglophones. Ces spécificités nature des acteurs, organisation géographique, modes d'action et cibles sont essentielles pour comprendre les réponses apportées (militaires, politiques, budgétaires) à chaque crise. Les paragraphes suivants analyseront comment ces différences se traduisent dans l'impact macroéconomique et budgétaire sur le Cameroun.

II. Évolution budgétaire des deux crises

Cette section examine de manière quantitative l'empreinte budgétaire des deux crises sécuritaires, Boko Haram dans l'Extrême-Nord et crise anglophone dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest sur les finances publiques camerounaises pendant la période 2014–2024. Nous présentons d'abord l'évolution des dépenses de défense et de sécurité, puis l'accroissement corrélatif du déficit et de la dette publiques, et enfin les répercussions indirectes sur les secteurs sociaux (éducation, santé, infrastructures) du pays.

1. Évolution des crédits alloués à la défense et à la sécurité (2014–2024)

À partir de 2014, le Cameroun s'est engagé sur deux fronts majeurs : la lutte contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la répression de la crise anglophone dans l'Ouest du pays. Ces conflits ont conduit à un renforcement soutenu des effectifs et des budgets militaires. Par exemple, le *Transparency International Defense Integrity Index* note que les forces armées camerounaises ont recruté 10 000 soldats supplémentaires entre 2017 et 2018, alors que les dépenses militaires ont doublé au cours des vingt dernières années⁵¹. De fait, selon le SIPRI cité par Nkafu, le budget Défense et Sûreté nationale est passé de 155,2 milliards FCFA en 2008 à 247,4 milliards FCFA en 2019, soit de 6,1 % à 8,3 % du budget national, 1,1 % du PIB⁵². Cette tendance haussière s'est encore accentuée durant les dernières années : la loi de finances 2022 prévoyait 348,9 milliards FCFA (603 millions USD) pour la défense et la sécurité, contre 333,0 milliards en 2021⁵³.

- En 2018, les dépenses de sécurité s'établissaient à environ 370,6 milliards FCFA soit 6,3 % du budget ; en 2019, elles ont atteint 385,0 milliards FCFA soit 6,5 %⁵⁴.

⁵¹ M. Steadman, « Country brief: Cameroon », government defence integrity index, transparency international, 2020, pp.2-6.

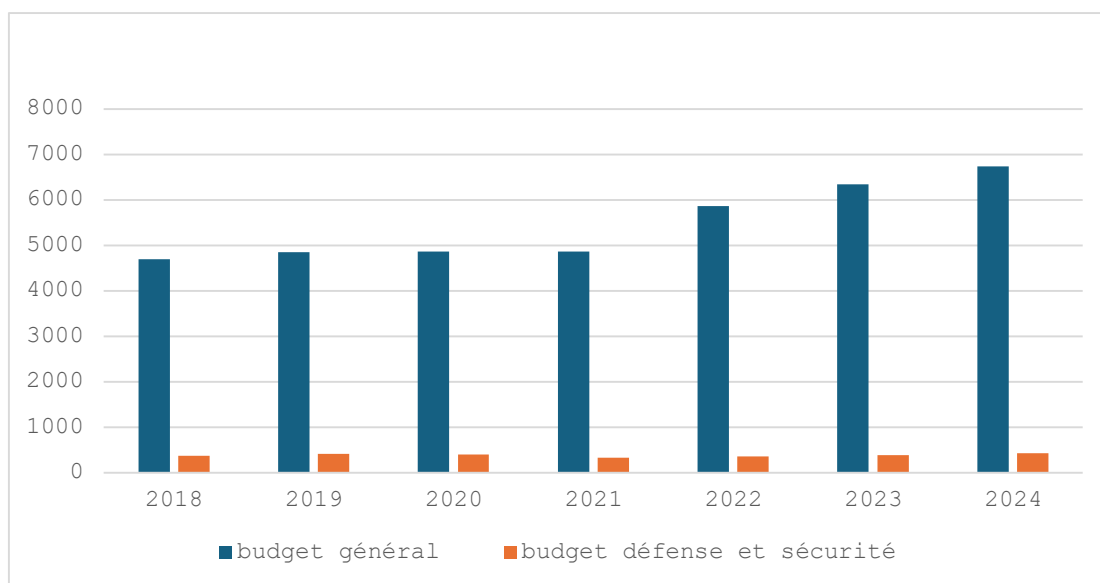
⁵² Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget...*, pp. 11-49.

⁵³ M. A. Nga, « Le Cameroun prévoit de dépenser 11 % de son budget pour assurer la sécurité du pays, en 2022 », agency ecofin, 11 janvier 2022, <https://www.agenceecofin.com/securite/1101-94266-le-cameroun-prevoit-de-depenser-11-de-son-budget-pour-assurer-la-securite-du-pays-en-2022#>, consulté en février 2025.

⁵⁴ Lois de finances 2018-2019.

- En 2020, en dépit d'un repli de l'économie lié à la pandémie COVID 19, le budget Défense/Sécurité est monté à 397,1 milliards FCFA soit 7,5 %⁵⁵.
- Il a légèrement diminué à 333,0 milliards FCFA en 2021 puis augmenté à 348,9 milliards FCFA en 2022 soit 10,8 % du budget total⁵⁶.

Figure 6: Evolution du budget défense et sécurité par rapport au budget général (2018-2024)



Source : MINFI, données budgétaires 2018-2024 ; conception de Mahop Jean Claude 2024.

Le graphique sur l'évolution du budget défense et sécurité par rapport au budget général entre 2018 et 2024, met en évidence la place croissante de ce poste dans les finances publiques camerounaises. Après une relative de stabilité autour de 6 % du budget total en 2018-2019, les allocations connaissent une baisse en 2020 sous l'effet de la pandémie de covid-19, avant de repartir à la hausse dès 2021. Cette progression traduit la priorité accordée par l'État à la lutte contre l'insécurité, dans un contexte marqué par la crise anglophone, les menaces de Boko Haram et les défis transfrontaliers. L'augmentation projetée pour 2024 illustre la volonté de renforcer durablement les capacités sécuritaires, mais elle pose également la question de l'arbitrage budgétaire entre dépenses militaires et besoins sociaux, dans un cadre de ressources publiques limitées.

Ces chiffres confirment un niveau historiquement élevé de la dépense militaire. Le FMI et les autorités camerounaises eux-mêmes justifient cette hausse par la simultanéité des deux crises. Un rapport du FMI soulignait dès 2015 que le budget était soumis à des dépenses

⁵⁵ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, Rapport sur le Budget..., pp. 13-26.

⁵⁶ M. A. Nga, « Le Cameroun prévoit de dépenser 11 % de son budget... », <https://www.agenceecofin.com/securite/1101-94266-le-cameroun-prevoit-de-depenser-11-de-son-budget-pour-assurer-la-securite-du-pays-en-2022#>.

sécuritaires inattendues et invitait à redéfinir les priorités budgétaires⁵⁷. La part du budget consacrée à la Défense a longtemps dépassé celle de nombreux secteurs sociaux tels que la santé⁵⁸. À titre d'illustration, la loi de finances 2019 allouait plus de la moitié des 4 850,5 milliards FCFA du budget général au paiement des salaires, aux dépenses récurrentes et à la Défense nationale, au détriment des nouveaux investissements publics⁵⁹. Parallèlement, la CriseGroup note que la militarisation du conflit a largement mobilisé les ressources de l'État, avec des effectifs militaires et des opérations en hausse constante dans l'Extrême-Nord comme dans l'Ouest⁶⁰.

En résumé, la période 2014–2024 se caractérise par une intensification du volet sécurité dans le budget camerounais, passant d'environ 200–250 milliards FCFA par an avant 2010 à plus de 350 milliards en 2021–2022⁶¹. Cette tendance lourde traduit le double besoin de combattre Boko Haram et d'affronter la contestation séparatiste anglophone, au prix d'efforts budgétaires majeurs.

2. Pression sur les finances publiques et déficit budgétaire

L'augmentation rapide des dépenses militaires a eu pour corollaire une dégradation des comptes publics. Les ressources additionnelles mobilisées par l'État emprunts nationaux et extérieurs, reports de charges ont creusé les déficits et fait bondir le niveau d'endettement. Par exemple, la dette publique brute du Cameroun est passée d'environ 36,9 % du PIB soit 7 933 milliards FCFA en 2018 à 45,8 % du PIB soit environ 10 511 milliards FCFA en 2020⁶². Ces chiffres reflètent en partie les déficits cumulés des années de crise non compensés par la croissance, ainsi que la tenue de programmes de développement financés par emprunts dans un contexte de baisse des recettes pétrolières. (Voir diagrammes ci-dessous)

⁵⁷ Rapport du FMI n°15/331 p.6.

⁵⁸ S. Amadore, « Budget de l'État 2020 deux points les dépenses seront en majorité axé sur la sécurité dans les régions du nord-ouest et du Sud-Ouest », actu-cameroun, 4 juillet 2019, <https://actu-cameroun.com/2019/07/04/budget-de-letat-2020-les-depenses-seront-en-majorite-axe-es-sur-la-securite-dans-les-regions-du-nord-ouest.>, consulté le 15 mars 2025.

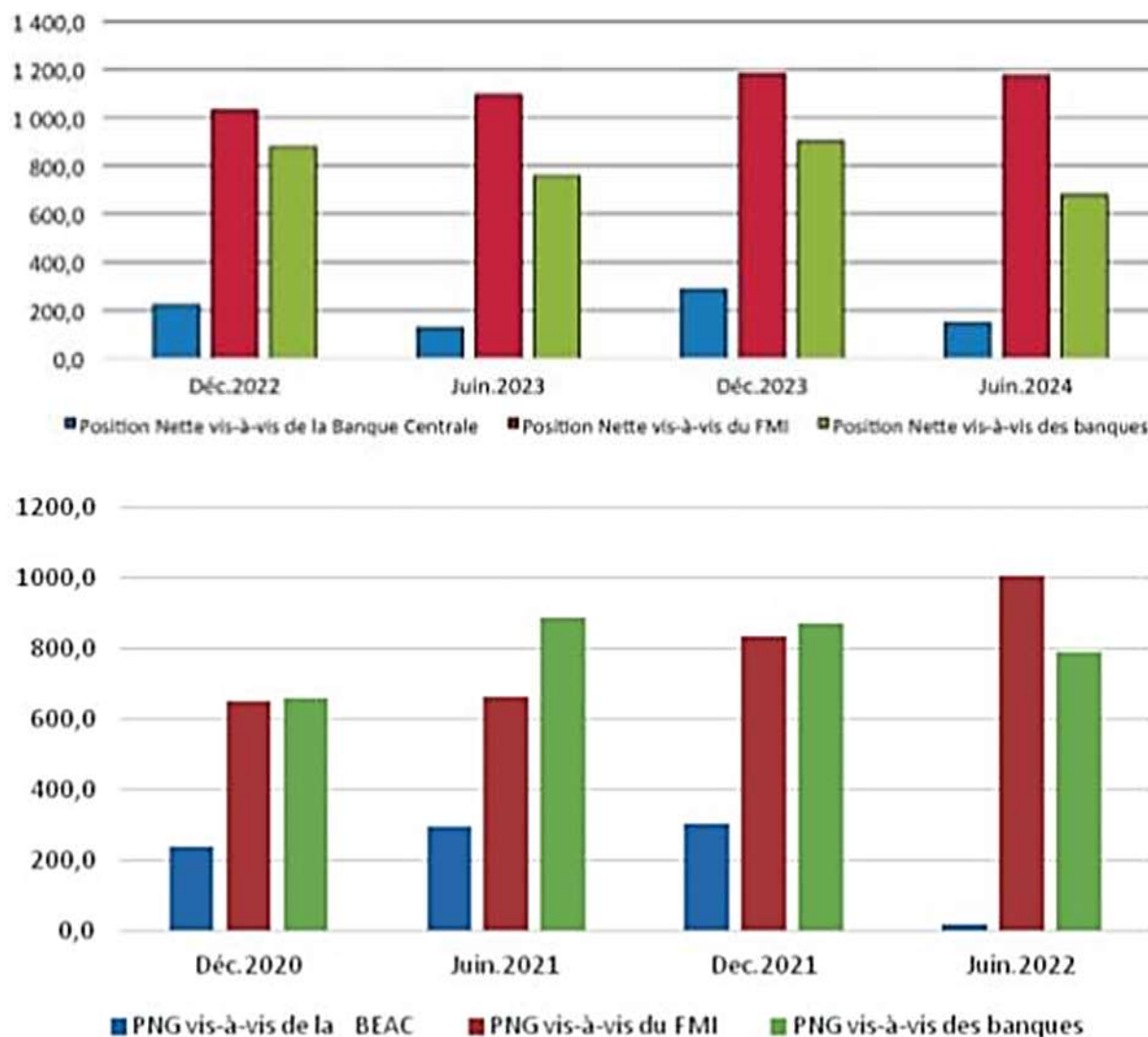
⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ B. Stiftung, *BTI country report- Cameroun*, gustersloh, Bertelsmann stiftung, 2020, p.3.

⁶¹ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget 2021 ...*, 2021, p.28.

⁶² M. Estevão, D. Adugna Abebe, B. Vivek arora, Geremia, « Cameroon joint World Bank-imf debt sustainability analysis », IDA, IMF, august 2021, p.3.

Figure 7: Envolé de la dette souveraine par donateur de fond (Déc. 2020-juin 2022) / (Déc. 2022-juin 2024)



Source : Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), *rapport annuel 2024 sur la politique monétaire et la dette publique dans la CEMAC*. Yaoundé, BEAC, 2024, p. 82-84.

Ces graphiques sur l'évolution de la dette publique souveraine du Cameroun par donateur de fond entre deux décembre 2020 et juin 2024 mettent en évidence une progression soutenue de l'endettement extérieur. On observe une diversification des créanciers, avec une part importante des financements provenant des bailleurs multilatéraux (Banque mondiale, FMI, BAD), mais aussi une présence marquée des partenaires bilatéraux notamment la Chine. Cette dynamique traduit la dépendance croissante du pays vis-à-vis des financements extérieurs pour soutenir ses investissements structurants et répondre aux besoins budgétaires. Toutefois, l'accélération de l'encours de la dette soulève des inquiétudes quant à la soutenabilité à moyen terme, surtout dans un contexte de pressions fiscales et de recettes publiques limitées. L'analyse de cette évolution permet de mieux comprendre les arbitrages auxquels l'État camerounais est confronté entre financement du développement et maîtrise des équilibres macro-économiques.

Par ailleurs, les déficits budgétaires annuels se sont accrus. D'après l'analyse du budget 2021, le déficit global (recettes et dépenses) du gouvernement s'établissait à 661,7 milliards FCFA en 2021, soit 1,6 % du PIB (après plusieurs années à environ 2–3 % du PIB)⁶³. Ces chiffres doivent être mis en regard du contexte d'expansion des dépenses sécuritaires et du repli des recettes à travers notamment la baisse des exportations pétrolières, et l'effritement du tissu économique dans les régions de crise. Le Fonds monétaire international notait ainsi qu'au budget 2016 « le Cameroun doit relever le défi d'adapter son économie et son budget pour faire face au double choc » notamment effondrement du pétrole et insécurité⁶⁴.

Les pressions financières sont également visibles dans le recours accru à l'endettement et aux comptes d'affectation spéciale. Comme le soulignait un rapport d'analyse budgétaire, le gouvernement a dû recourir à divers mécanismes relatifs à l'endettement pour financer son déficit croissant⁶⁵. L'encours de la dette extérieure a doublé entre 2014 et 2020 sous l'effet des emprunts multilatéraux (FMI, Banque mondiale) et bilatéraux contractés pour soutenir la sécurité et les projets structurants. De plus, l'État a fréquemment exécuté des lois de finances rectificatives pour faire face aux imprévus sécuritaires. Selon un communiqué du FMI de 2015, les dépenses sécuritaires inattendues ont été pointées comme un risque majeur pour les finances publiques⁶⁶.

Enfin, les crises ont réduit la marge de manœuvre budgétaire en fragilisant l'économie et en détériorant les comptes extérieurs. Les attaques de Boko Haram de 2014 ont par exemple fait chuter les recettes douanières de l'Extrême-Nord d'environ 1 milliard FCFA⁶⁷, tant le commerce avec le Nigeria voisin a été perturbé. De même, la crise anglophone a entraîné une déscolarisation massive avec ses conséquences sociales et ralenti l'activité agricole et commerciale dans deux régions représentant 20 % du territoire, ce qui pèsera sur les rentrées fiscales futures. Dans l'ensemble, le surcroît de dépenses de sécurité a généré un double effet : d'une part une hausse temporaire des dépenses, d'autre part un affaiblissement de la croissance potentielle. Ces deux facteurs ont gonflé le déficit primaire et ordinaire. En résumé, la lourde

⁶³ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget...*, p.18

⁶⁴ Rapport du FMI n°15/331 pp.8-9.

⁶⁵ Kouam, Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget...*, p. 11.

⁶⁶ Rapport du FMI n°15/331, p.6.

⁶⁷ Investir au Cameroun, « En 2014 les assauts de Boko Haram ont fait perdre plus d'un milliard francs CFA de recettes douanières dans l'extrême nord du Cameroun », janvier 2015, <https://www.investiraucameroun.com/index.php/gestion-publique/2301-6020-en-2014-les-assauts-de-boko-haram-ont-fait-perdre-plus-d-un-milliard-fcfa-de-recettes-douanieres-dans-l-extreme-nord-du-cameroun#>, consulté le 13 décembre 2024.

facture sécuritaire s'est traduite par des déficits budgétaires plus élevés et une dette publique en forte progression⁶⁸.

3. Effets indirects sur les secteurs sociaux (santé, éducation, infrastructures)

Le redéploiement massif de ressources vers le secteur militaire a eu des conséquences négatives sur le financement et le fonctionnement des services sociaux de base. Les budgets réservés à la santé, à l'éducation et aux grands projets d'infrastructures ont été en grande partie consacrés aux besoins sécuritaires, ou simplement bloqués par l'insécurité. Deux types d'effets indirects doivent être distingués : la réduction du montant effectif disponible pour les secteurs sociaux (effet d'éviction budgétaire), et la dégradation des infrastructures et services publics en zones de conflit. Sur le plan éducatif, de nombreux établissements scolaires ont été fermés ou détruits, principalement dans l'Extrême-Nord et les régions anglophones. Par exemple, une enquête de la Banque mondiale relève qu'en 2018 plus de 5 018 écoles primaires dans les régions anglophones étaient touchées par le conflit, dont 123 ont été incendiées ou pillées lors de l'année scolaire 2018–2019⁶⁹. Ces attaques ont exclu du système scolaire 25 847 enfants notamment, 17 707 dans le Nord-Ouest, et 8 140 dans le Sud-Ouest⁷⁰. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) rapportait dès 2015 que 60 % des écoles de l'Extrême-Nord étaient abandonnées soit 30 % occupées par des déplacés internes, et 10 % détruites en raison des violences de Boko Haram⁷¹. En conséquence, outre les destructions physiques, la crise a sapé la confiance des familles dans l'école publique, aggravant le chômage des jeunes et la précarité. Dans le même temps, l'État a dû engager des frais supplémentaires pour accueillir ces enfants déplacés dans d'autres régions, alléger les frais de scolarité (quand il y en avait) ou engager des enseignants de remplacement, réduisant ainsi les crédits disponibles.

⁶⁸ Estevão, Adugna Abebe, Vivek arora, Geremia, « Cameroon joint World Bank-imf... », pp.8-9.

⁶⁹ World Bank, *La crise sociopolitique...*, pp.13-46.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Irin, « Lutte contre Boko Haram : les attaques de Boko Haram déclenché une crise de l'éducation au Cameroun », info en continu, 15 mai 2015, https://www.cameroun24.net/actualite-cameroun-info-Les_attaques_de_Boko_Haram_declenchent_une_crise_d-20062. Consulté le 08 janvier 2025.

Image 5 : Ecole détruite par les séparatistes anglophones



Source : Jean Colaïre Kuete, « crise anglophone : selon l'ONU, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont enregistré 25 attaques contre les écoles en 2023 », écho du territoire, 13 février 2024, <http://echoduterritoire.com/crise-anglophone-selon-lonu-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest-ont-enregistre-25-attaques-contre-les-ecoles-en-2023/>, consulté le 15 mars 2024.

Cette image met en lumière la destruction délibérée des infrastructures scolaires, révélant une facette critique du conflit : l'hypothèque du capital humain. Pour l'Etat, ces incendies ne représentent pas seulement une perte patrimoniale immédiate, mais une dette sociale à long terme. D'un point de vue budgétaire, cela crée une double contrainte : l'obligation de financer la reconstruction sécurisée des établissements tout en gérant l'augmentation des dépenses militaires pour protéger les zones éducatives. Ce cliché illustre le passage d'une crise sécuritaire à une crise structurelle du développement, où le budget de l'éducation est sacrifié sur l'autel de l'urgence conflictuelle.

Sur le plan sanitaire, les services de santé des zones affectées ont connu un fonctionnement dégradé. Selon le ministère de la Santé, 15 % des centres de santé du Sud-Ouest avaient été détruits d'ici 2018, et la proportion d'établissements pleinement fonctionnels dans le Sud-Ouest est passée de 89 % en 2017 à 66 % en 2019⁷². Dans le Nord-Ouest, on estime que les services de santé ont aussi été fortement perturbés (le Ministère a documenté plus de 61

⁷² World Bank, la crise sociopolitique..., pp.13-46.

attaques contre des établissements de santé et 39 contre du personnel en 2018–2019)⁷³. Ces fermetures et interruptions ont coïncidé avec une réorientation des fonds publics vers la sécurité. Par exemple, les subventions allouées aux hôpitaux publics et à la vaccination ont été réduites dans la loi de finances 2018 pour libérer des marges budgétaires⁷⁴ (situation aggravée par la pandémie). Le secteur privé a alors dû combler partiellement le déficit ce qui explique que, selon la Banque mondiale, 72 % des dépenses de santé au Cameroun sont financées par les ménages eux-mêmes (essentiellement hors budget public).

Image 6 : Etat de l'hôpital de district de Mamfé après l'attaque du 11 juin 2022



Source : Marturin Atcha, « crise anglophone : l'ONU condamne l'attaque de l'hôpital du district de Mamfe », *Actu Cameroun*, 11 juin 2022, <http://actucameroun.com/share.google/gvjif7tyfzBx6Y95g>, consulté le 15 mars 2024.

Cette illustration témoigne de la destruction systématique des infrastructures sociales dans les régions en crise. Au-delà du drame humanitaire, ce cliché met en exergue un double défi budgétaire pour l'Etat : la perte sèche d'investissements publics déjà réalisés et la nécessité

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Kouam, Bin Meh, Noussi, *Rapport sur le Budget...*, p. 14.

de mobiliser des financements d'urgence pour la reconstruction. Cette situation illustre parfaitement l'effet d'éviction, où les ressources initialement destinées au développement social sont absorbées par les coûts de la violence et de la réhabilitation sécuritaire.

En ce qui concerne les infrastructures publiques, les grands projets d'investissement ont également souffert. La sécurité des régions anglophones ayant été jugée incertaine, l'État a reporté ou suspendu des chantiers majeurs. Selon une étude de la Banque mondiale, l'insécurité a entraîné le report de travaux publics tels que la rénovation de la route Bamenda–Babadjou et la réhabilitation de routes autour de Kumba⁷⁵. De même, les dépenses programmées pour le développement rural et la fourniture d'eau potable dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont été repoussées au profit du financement de patrouilles, barrages routiers et équipements militaires, selon le ministère de l'Économie et du Plan, les projets d'infrastructures non sécuritaires étaient mis de côté. Par ailleurs, l'Extrême-Nord a vu ses infrastructures routières et administratives endommagées par les combats, rendant plus coûteuse la distribution de l'aide humanitaire et des investissements (routes difficilement praticables, ponts éventrés). Le résultat est un gap d'investissement public : des routes et écoles fissurées ou abandonnées, combinés à une hausse des coûts unitaires pour construire sous menace.

L'ensemble de ces effets traduit une valse budgétaire où la mobilisation d'urgence contre la violence prive les populations civiles de services essentiels. On observe un phénomène d'éviction des dépenses publiques sociales au profit des dépenses sécuritaires. Les secteurs sociaux déjà sous-financés (éducation, santé, infrastructure) ont vu leurs parts de budget reculer, amplifiant le retard du Cameroun sur les indicateurs du développement humain. En somme, la crise anglophone et la crise Boko ont toutes deux exacerbé la pauvreté et l'exclusion : sous la pression, les arbitrages budgétaires ont privilégié la stabilité sécuritaire au détriment de la croissance sociale, un phénomène documenté dans plusieurs études camerounaises et internationales⁷⁶.

III. Conséquences macroéconomiques et sociales

L'analyse des conséquences macroéconomiques et sociales révèle que les crises sécuritaires ne se limitent pas à des pertes humaines immédiates : elles restructurent profondément les trajectoires économiques nationales. Hausse des dépenses sécuritaires, compression des investissements publics productifs, fragilisation des recettes fiscales locales et

⁷⁵ World Bank, *La crise sociopolitique...*, pp.13-46.

⁷⁶ *Ibid.*

montée de l'endettement constituent des effets macro-budgétaires convergents ; à l'échelle sociale, la destruction d'infrastructures, la déscolarisation, la dégradation des services de santé et les déplacements massifs accroît la pauvreté et l'exclusion. Ces phénomènes alimentent une boucle négative moindre à captivité pour l'investissement privé, perte de capital humain et coût de reconstruction qui compromet la reprise inclusive et exige des réponses budgétaires et politiques coordonnées.

1. Impacts sur la croissance et les investissements

Les crises sécuritaires que connaît le Cameroun (insurrection anglophone depuis 2016 dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest et insécurité liée à Boko Haram dans l'Extrême-Nord) affectent profondément l'économie nationale et les conditions de vie. Elles exercent une pression négative sur la croissance, les investissements et les finances publiques, tout en creusant les disparités régionales. Comme le note la Banque de France : « l'économie camerounaise, en dépit des multiples défis auxquels elle est confrontée, demeure robuste, avec une croissance de 3,3 % en 2023 contre 3,6 % en 2022 »⁷⁷, mais les fortes tensions sécuritaires figurent parmi ses principaux freins⁷⁸. La Banque mondiale observe également un ralentissement de la reprise en 2023 PIB réel à +3,3 % contre 3,6 % en 2022 dans un contexte de consolidation budgétaire et de fragilités multiples, notamment internes⁷⁹. Le FMI confirme cette tendance : la croissance du PIB, estimée à 3,8 % en 2022, devrait atteindre environ 4,0 % en 2023⁸⁰, mais reste inférieure aux taux potentiels observés avant ces crises. Dans les faits, ces conflits affaiblissent le tissu productif et ralentissent les investissements. À l'échelle nationale, le Cameroun peine à renouer avec le dynamisme antérieur : le secteur pétrolier en déclin n'est pas assez contrebalancé par la reprise du non-pétrolier⁸¹, et l'inflation reste élevée soit environ 7–8 % en 2022-2023, alourdissant les coûts d'exploitation. Sur le plan sectoriel, les zones anglophones, qui représentent environ 20 % de la population, subissent particulièrement le contrecoup économique de l'insurrection. Le secteur agro-exportateur en est un bon exemple : les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest fournissent respectivement 45 % du cacao et 75 % du café

⁷⁷ Banque de France, « Cameroun : les monographies économique », Banque France, 2023, pp.4-6.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Banque Mondiale, « Cameroun vue d'ensemble », groupe de la banque mondiale, décembre 2024, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview#>, consulté le 12 mai 2025.

⁸⁰ Fonds monétaire international (FMI). 2025. « Cameroun : Quatrièmes revues de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit et de l'accord au titre du Mécanisme élargi de crédit, et demandes de dérogation pour l'applicabilité de critères de réalisation et de modification de critères de réalisation Communiqué de presse, rapport des services du FMI, déclaration de l'administrateur pour le Cameroun ». Washington, FMI, juillet 2025, pp. 26-27.

⁸¹ Banque de France, « Cameroun vue d'ensemble », p.12.

arabica camerounais⁸², mais la situation sécuritaire y a fait chuter de 20 % les recettes d'exportation de ces cultures. L'inquiétude est d'autant plus grande que l'agriculture est le moteur de l'économie rurale anglophone : une ONG locale rapporte une hausse de 70 % du chômage agricole dans ces régions du fait des violences⁸³. Par ailleurs, de nombreux projets privés ont cessé : par exemple, la *Cameroon Development Corporation* ne fait plus fonctionner que 7 de ses 29 sites de production dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest. Toutes ces perturbations pèsent sur l'investissement privé, découragé par l'instabilité, et conduisent à une perte de productivité (fuites de capitaux, départs d'entreprises francophones et étrangères ciblées par les séparatistes). Ainsi, l'essor industriel et des services est freiné par l'incertitude permanente et le blocage des infrastructures (routes, voies ferrées, réseaux de télécommunications) dans les zones frappées par la crise⁸⁴. La crise de Boko Haram dans l'Extrême-Nord engendre un impact différent mais tout aussi délétère. Cette région, déjà la plus pauvre du pays avant 2013, subit depuis dix ans des attaques récurrentes. Selon une enquête de terrain, depuis 2014 plus de 2 000 personnes ont été tuées et 155 000 déplacées dans l'Extrême-Nord du fait de Boko Haram⁸⁵. Le conflit a interdit les échanges frontaliers (fermeture des frontières avec le Nigeria), fait chuter de moitié le prix des bovins locaux et fait fuir les touristes, détruisant ainsi l'essentiel des activités génératrices de revenus. Les projets de développement (routes, écoles, hôpitaux) annoncés par l'État se sont avérés largement inaboutis⁸⁶. Sur le plan macroéconomique, ces effets se traduisent par une croissance modérée du non-pétrolier (agriculture, élevage, pêche) qui pèse sur le PIB national, même si l'Extrême-Nord ne contribue qu'à une part mineure du PIB total. Enfin, l'instabilité au Nord-Ouest/Sud-Ouest et à l'Extrême-Nord renforce le climat d'incertitude générale, affectant négativement la confiance des investisseurs étrangers et nationaux. Dans l'ensemble, les deux crises conjuguées limitent la croissance économique du Cameroun et détournent des capitaux vers des secteurs non productifs (sécurité, reconstruction), ce qui compromet l'essor du secteur privé et la diversification économique.

⁸² VOA Afrique. 2018. « L'économie du Cameroun frappée de plein fouet ». Publié le 4 octobre 2018, <https://www.voaafrique.com/a/l-%C3%A9conomie-du-cameroun-frapp%C3%A9-de-plein-fouet/4599351.html#:~:text=population%20camerounaise%2C%20le%20cacao%20et,le%20patronat%20camerounais%2C%20le%20Gicam>, consulté le 6 mars 2025.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ S. Mbom. « Development Deficit Feeds Boko Haram in Northern Cameroon », *The New Humanitarian*, 6 September 2017. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2017/09/06/development-deficit-feeds-boko-haram-northern-cameroon>. Consulté le 12 mai 2025.

⁸⁶ *Ibid.*

2. Perturbations fiscales et endettement

Les conflits provoquent également de fortes tensions sur les finances publiques. D'une part, les recettes fiscales sont érodées. La contraction de l'activité économique dans les zones en guerre, notamment au niveau des exportations agricoles ou du commerce transfrontalier, réduit la base imposable locale. Dans les régions anglophones par exemple, le ralentissement des exportations de cacao, café et de bois couplé à l'insécurité des échanges entraîne un manque à gagner pour les douanes et l'impôt sur les sociétés⁸⁷. De même, dans l'Extrême-Nord, la baisse de la production et des échanges avec le Nigéria se traduit par une moindre collecte de TVA et de taxes sur le commerce. Ce phénomène a été temporairement compensé par une reprise générale de la croissance soit PIB +3,8% en 2022⁸⁸ et par les mesures de réformes fiscales telles que la loi de finances 2023, mais la fragilité sous-jacente perdure. D'autre part, les dépenses publiques de sécurité et d'urgence explosent. L'État a dû mobiliser des moyens budgétaires importants pour l'effort de guerre et l'assistance humanitaire. Par exemple, dès 2018 un plan d'urgence humanitaire (Nord-Ouest/Sud-Ouest) a été doté d'environ 13 milliards de FCFA pour la scolarisation, la santé, l'habitat et l'aide sociale⁸⁹. En 2022-2023, le gouvernement a mis en place un Fonds spécial de reconstruction pour l'Extrême-Nord et les régions anglophones, doté initialement de 15 milliards de FCFA pour 2023⁹⁰ et portant son budget à 35 milliards en 2024⁹¹ pour reconstruire les trois régions sinistrées. À l'échelle du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des régions anglophones (PPRD), l'enveloppe prévue s'élève à 2 500 milliards de FCFA soit 2,5 milliards USD, dont seulement 600 milliards étaient mobilisés début 2024. Ces programmes financent la reconstruction d'infrastructures (routes stratégiques, ponts, écoles, hôpitaux) et des infrastructures socio-économiques, mais ils pèsent sur le budget national. Au total, ces dépenses exceptionnelles creusent les déficits budgétaires. Le FMI relève que le déficit budgétaire global du Cameroun s'était amélioré de 3% du PIB en 2021 à 1,1% en 2022⁹² grâce à des mesures de consolidation, mais cette amélioration doit composer avec l'augmentation des dépenses sécuritaires et sociales liées aux crises. Les services du FMI

⁸⁷ VOA Afrique. 2018. « L'économie du Cameroun frappée de plein fouet ». Publié le 4 octobre 2018.

⁸⁸ FMI, « Cameroun : Quatrièmes revues de l'accord... », 2025, p.26.

⁸⁹ N. Ndoumbe, « crise anglophone : 13 milliards pour le plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest », Actu-Cameroun, 20 juin 2018, <https://actucameroun.com/2018/06/20/crise-anglophone-13-milliards-pour-le-plan-d-assistance-humanitaire-d-urgence-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest/#>, consulté le 20 juin 2025.

⁹⁰ Loi de finances 2023, p.8.

⁹¹ Ministère des Finances (MINFI), *Annexe lois de finances 2025 : rapport sur la situation et les perspectives économiques virus social et financière de la nation exercices 2024*, Yaoundé, Minfi, DGB, novembre 2024, p. 14

⁹² FMI, « Cameroun : Quatrièmes revues de l'accord... », p.29.

prévoient un déficit public autour de 1% du PIB en 2023⁹³, mais cette prévision repose sur des hypothèses optimistes de mobilisation des fonds extérieurs. Sur le front de la dette, l'impact est ambivalent : la contraction économique tend à augmenter le ratio d'endettement, tandis que les efforts de gestion (restructurations, allongement des maturités) ont permis une stabilisation. Néanmoins, le Fonds monétaire international signale un risque élevé de surendettement global du Cameroun. Selon leurs données, la dette publique a été autour de 46 % du PIB en 2021–2022 et devrait rester dans cette zone autour de 43–45 % du PIB en 2023⁹⁴. Au vu de ces tensions budgétaires, le Cameroun recourt à des emprunts internes et externes pour couvrir ses besoins par exemple, en 2023 l'État a emprunté sur le marché local plutôt que sur le marché international pour réduire la pression extérieure. Toutefois, la dette extérieure reste maîtrisée soit près de 30–32 % du PIB. Les autorités misent sur la croissance à moyen terme soit +4,4 % vers 2025 pour réduire progressivement l'endettement relatif, mais cet espoir dépend en partie de la stabilisation de la situation sécuritaire.

En résumé, la conjonction des deux crises a détourné une part croissante des ressources publiques vers la sécurité et la reconstruction, au détriment des investissements productifs classiques (infrastructures routières, électrique, projets ruraux). La Banque mondiale insiste sur ce point, notant que la combinaison de conflits a mené à une augmentation d'environ un tiers du taux de pauvreté dans les régions du Nord (Nord, Extrême-Nord, Nord-Ouest) entre 2001 et 2014, alors qu'elle diminuait ailleurs⁹⁵. De même, pour le Gouvernement camerounais, les critères d'ajustement économique imposés par le FMI cherchent à libérer des marges fiscales pour l'investissement social tout en maintenant la dette à un niveau jugé viable.

3. Dégradation des infrastructures et services publics

L'escalade des violences orchestrée par les factions armées de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et les groupes séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a conduit à une destruction systématique des infrastructures de base. Cette dégradation volontaire des services publics (écoles, centres de santé, réseaux électriques et points d'eau) répond à une double stratégie : d'une part, annihiler toute présence symbolique de l'État dans ces zones pour instaurer un climat de terreur et, d'autre part, asphyxier l'économie locale afin d'affaiblir la

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ World Bank, *La crise sociopolitique...*, pp.13-46.

résilience des populations civiles et la logistique des forces de défense⁹⁶. Dans les régions anglophones, les rapports officiels enregistrent des destructions massives de biens publics et privés. Le PPRD Nord-Ouest/Sud-Ouest recense 17 329 habitations totales ou partielles détruites par les violences soit 9 031 dans le Nord-Ouest et 8 298 dans le Sud-Ouest⁹⁷, entraînant un accroissement important du nombre de sans-abri. L'état des routes locales et nationales s'est aussi dégradé : des tronçons routiers ont été sabotés par des bandes armées, compliquant l'approvisionnement des marchés et augmentant sensiblement les coûts de transport des marchandises⁹⁸. Les infrastructures électriques et hydrauliques ont subi de fréquents actes de vandalisme, ce qui a pour conséquence directe de perturber l'accès à l'eau potable et à l'électricité pour des milliers de ménages et d'expliquer la flambée des tarifs dans les villes anglophones (pannes répétées, passages clandestins). Ces destructions ont un effet multiplicateur sur l'inflation locale et la détérioration du cadre de vie.

Le système éducatif et sanitaire a été particulièrement vulnérable. Selon les analyses conjointes du MINEPAT et du PPRD, plus de 63 % des écoles du Nord-Ouest et 37 % de celles du Sud-Ouest (primaire et secondaire confondus) ont dû fermer entre 2017 et 2020⁹⁹. Le nombre total d'élèves inscrits est passé de 1,1 million en 2016/2017 à seulement 255 200 en 2019/2020 dans ces deux régions¹⁰⁰ avant un léger rebond à 590 000 en 2020/21. Les attaques répétées contre l'école (incendies d'établissements, intimidations des enseignants et élèves) ont provoqué cette chute dramatique des effectifs, compromettant la formation de toute une génération. Le secteur de la santé a subi un sort analogue : plus de 70 formations sanitaires ont été vandalisées ou détruites dans les régions anglophones, entraînant la fermeture de nombreuses antennes de santé. Cette réduction de l'offre s'est traduite par un recul brutal de la couverture vaccinale des enfants, tombée à 56,4 % en 2021 contre 78 % en 2017 dans le Nord-Ouest, et à 69,7 % contre 90 % dans le Sud-Ouest¹⁰¹, ainsi que par une moindre fréquentation des consultations. Ces brèches dans les services publics ont aggravé la pauvreté et la fragilité sociale dans ces régions. La Banque mondiale souligne que l'Extrême-Nord et le Nord-Ouest enregistrent les taux de pauvreté monétaire les plus élevés du pays respectivement 69,2 % et 66,8 % en 2021/22, soit trois à six fois le niveau des grandes villes 8–11 % à Douala/Yaoundé.

⁹⁶V. Epame Mbella, « Les défis sécuritaires des Etats riverains du Lac Tchad », article de réflexion personnel, Yaoundé, ESIG, 22 Novembre 2019, pp.10-21.

⁹⁷ DGEPIP, « Mesures d'adaptation de l'économie camerounaise face aux chocs et aux mutations », ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, mars 2024, pp.72-73.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*, p.26.

Les auteurs pointent explicitement le lien avec l'insécurité locale : « ces conflits perturbent l'activité économique, notamment en éloignant les populations et les entreprises des services de base »¹⁰². Au-delà des infrastructures sociales, les deux crises ont généré d'importantes mobilités forcées. Depuis 2017, plus d'un million de Camerounais ont été déplacés à l'intérieur du pays à cause de l'insurrection anglophone avec plus de 411 000 réfugiés recensés, dont 26 % venus du Nigeria¹⁰³. L'accueil de ces déplacés impose un surcroît de dépenses locales notamment l'hébergement, la santé et l'éducation d'urgence et tend à saturer les services publics dans les régions d'asile. Ce phénomène renforce le cercle vicieux de la dégradation sociale : pauvreté accrue, accès réduit à l'école et aux soins, propagation du ressentiment contre l'État.

La conjugaison des deux crises a non seulement déstabilisé les finances publiques, mais elle a aussi gravement détérioré les infrastructures et services de base dans les régions affectées. Alors que le Cameroun ambitionnait d'améliorer son taux d'accès à l'électricité, à l'eau potable, à l'éducation et à la santé, les conflits en limitent fortement le progrès¹⁰⁴. Les vastes investissements publics programmés pour réparer ce carnage (plans de reconstruction routière, de réhabilitation d'écoles et de centres de santé) sont un impératif, mais ils demeurent insuffisants au regard des besoins estimés. Selon la Feuille de route gouvernementale, il faudrait jusqu'à 1 000 milliards de FCFA (1,5 milliard USD) sur le long terme pour reconstruire l'Extrême-Nord et les régions anglophones¹⁰⁵. Ces chiffres soulignent l'ampleur de l'effort à fournir pour atténuer les conséquences économiques et sociales de ces deux conflits, et mettent en lumière l'obligation d'une réponse budgétaire soutenue et coordonnée pour relancer durablement le développement des zones sinistrées.

¹⁰² Banque mondiale, *La crise sociopolitique dans les régions...*, p.54.

¹⁰³ Banque Mondiale, « Cameroun vue d'ensemble », <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview>, consulté décembre 2024.

¹⁰⁴ DGEPIP, « mesures d'adaptation de l'économie camerounaise... », p.84.

¹⁰⁵ République du Cameroun, Service du premier ministre, *Plan global de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du sud-Ouest*, Yaoundé, République du Cameroun, 2020, pp.35-47.

CHAPITRE IV : DEFIS ET PERSPECTIVES POUR LA STABILITE BUDGETAIRE

La persistance des crises de sécurité au Cameroun a mis en évidence les fragilités structurelles de la gouvernance budgétaire nationale, tout en soulignant les tensions entre impératifs de sécurité et exigences de développement. Ce chapitre s'attache à identifier les principaux défis auxquels l'État est confronté pour restaurer une stabilité budgétaire durable : pression croissante sur les dépenses militaires, faible mobilisation des ressources internes, dépendance à l'aide extérieure, et inefficacité des mécanismes de contrôle. Il explore également les limites de la centralisation budgétaire et l'absence de participation des collectivités territoriales dans la gestion des ressources publiques. Face à ces contraintes, plusieurs pistes de réforme sont envisagées.

I. Les défis actuels

La période 2014–2024 a vu le Cameroun confronté à des défis sécuritaires et économiques majeurs qui pèsent lourd sur sa stabilité budgétaire à court et moyen terme. Deux crises armées simultanées l'insurrection de Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la crise sociopolitique armée dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest drainent des ressources considérables, dispersent l'attention de l'État et limitent sa capacité d'investissement dans des secteurs productifs. Ces crises ont conduit à une montée en charge de la dépense de sécurité, à un verrouillage de l'espace fiscal (hausse des dépenses courantes, priorisation de la défense) et à des perturbations économiques locales (baisse des recettes fiscales dans les zones affectées, effondrement des chaînes de production). Les pages suivantes analysent en détail ces défis actuels sous trois angles principaux : la persistance des menaces sécuritaires, les pressions sur les finances publiques et les effets économiques et fiscaux induits.

1. Défis sécuritaires persistants

Les crises en cours au Cameroun sont caractérisées par la résilience et la mutation des groupes armés ainsi que par la multiplication des fronts d'insécurité, ce qui complique la réponse gouvernementale et accroît les coûts de la stabilité. Dans l'Extrême-Nord, la secte Boko Haram poursuit ses attaques transfrontalières en dépit de la traque multinationale. Ses assauts sont de plus en plus fréquents et sophistiqués : par exemple, au début de 2021, plusieurs attaques suicides et massacres de civils ont été documentés, illustrant une intensification de la menace¹. En réaction, l'armée camerounaise a maintenu une forte présence militaire sur le terrain. Le

¹ Human Right Watch (HRW), « Cameroon: Boko Haram attacks escalate in far North », Report human Rights Watch, 5 avril 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/04/05/cameroon-boko-haram-attacks-escalate-far-north#:~:text=,response%20to%20the%20worsening%20violence>, consulté le 6 janvier 2025.

président Paul Biya a réitéré sa volonté de maintenir une forte présence militaire dans les zones où sévissent les rebelles anglophones², mobilisation dont le coût mensuel était estimé à plus de 6 milliards FCFA environ 9 millions USD dès 2018 pour le seul renforcement des opérations dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest³. Or Boko Haram n'est pas le seul foyer de tension : les régions anglophones sont le théâtre d'un conflit prolongé où se sont multipliés depuis 2017 des groupes séparatistes armés souvent désignés *Amba Boys*. À l'origine pilotée par des leaders exilés, l'insurrection anglophone s'est fragmentée et militarisée : de nombreuses factions locales opèrent désormais de manière autonome, sans ligne politique claire⁴. Le *think-tank* *WATHI* signalait déjà en 2020 que le mouvement séparatiste s'était scindé en une mosaïque de milices indépendantes, multipliant embuscades et exactions sur les populations civiles⁵. Ces groupes ont développé une véritable économie de guerre locale (raids de kidnapping, contrôle de routes, impôt de guerre sur les habitants) qui leur procure d'importantes ressources financières indépendantes des soutiens extérieurs⁶. En raison de la prolifération des *Amba Boys*, leur présence est constatée dans presque tous les arrondissements anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, rendant la situation sécuritaire extrêmement chaotique.

La multiplication des fronts sécuritaires (Extrême-Nord contre Boko Haram, Nord-Ouest/Sud-Ouest contre les séparatistes) a étendu géographiquement la menace sur tout le territoire. Outre ces deux foyers principaux, le Cameroun doit rester vigilant sur d'autres zones : l'Est du pays fait face à des infiltrations du conflit centrafricain et au jeu du retour du *Lord's Resistance Army* (LRA), tandis que le littoral est menacé par la piraterie dans le golfe de Guinée. Chacun de ces conflits impose une vigilance permanente. Le gouvernement se trouve donc en situation de dilemme stratégique : assurer simultanément la sécurité sur plusieurs théâtres implique de disperser les efforts militaires et humanitaires, et accroît mécaniquement le budget de la défense. Entre 2018 et 2020, la loi de finances a été revue à la hausse pour la sécurité : le budget Défense et Sécurité a bondi de 370,6 milliards FCFA en 2018 à 397 milliards en 2020. Cette tendance a continué en 2021–2022 ; par exemple, l'enveloppe prévue pour la sécurité en

² Un reportage de Africa 24 TV intitulé, « Cameroun : 11 % du budget 2022 consacré au renforcement de la sécurité », février 2022, <https://africa24tv.com/cameroun-11-du-budget-2022-consacre-au-renforcement-de-la-securite?amp=1>, consulté le 6 janvier 2025.

³ *Ibid.*

⁴ CEDOCA, « Coin focus : Cameroun, régions anglophones : situation sécuritaire », Brussels, CGRA, 26 juin 2020, p.13.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p.15.

2022 soit 349 milliards FCFA représente plus de 11 % du budget national,⁷ contre environ 10% l'année précédente soit environ 333 milliards. Cette pression accrue sur la dépense de sécurité pose une difficulté de mobilisation militaire durable. Maintenir un effectif important de soldats bien équipés et entraînés sur plusieurs fronts coûte cher et mobilise les ressources de l'État. Le FMI estimait dès 2016 que les surcoûts liés à la lutte contre Boko Haram équivalaient à 1–2 % du PIB national⁸, soit plusieurs centaines de milliards FCFA en cumul sur quelques années entre 170 et 340 milliards selon le FMI⁹. Ces sommes ont grevé le budget de l'État camerounais, diminuant sa capacité d'intervenir ailleurs. De plus, l'usure progressive des troupes devient patente : la rotation des unités au front de l'Extrême-Nord est coûteuse et épuisante, surtout lorsque les incidents (embuscades, attentats) se multiplient. Le Cameroun a bien renforcé la Force multinationale mixte (FMM) contre Boko Haram, mais les forces nationales peinent à stabiliser à elles seules l'Extrême-Nord. Dans les régions anglophones, les pertes humaines et matérielles (atteintes aux droits humains par les deux camps, infrastructures détruites) nourrissent un cercle de violence récurrent. Au final, la défense prolongée du territoire, si elle est indispensable, s'avère éreintante tant en termes de ressources qu'en termes d'hommes, rendant fragile la transition vers des opérations durables de maintien de la paix. Le cumul de ces facteurs fait que l'État se bat sur plusieurs fronts simultanément. Les autorités admettent elles-mêmes que les insurgés cherchent à ruiner les coffres de l'État en rendant les régions anglophones ingouvernables¹⁰. Les attaques constantes dans le Nord-Ouest/Sud-Ouest plus de 3 000 morts et 500 000 déplacés selon l'ONU¹¹ exigent une réponse militaire et sécuritaire que l'on doit additionner à l'effort dans l'Extrême-Nord. La pression sur l'armée, obligée de redéployer ses unités et de prévoir des plans d'urgence, influe directement sur le budget non seulement pour l'achat d'équipements ou le paiement du personnel, mais aussi pour l'indemnisation des victimes et la sécurisation de convois humanitaires. Au final, ces défis sécuritaires persistants se traduisent par une forte augmentation du poste militaire dans les dépenses publiques, mais aussi par une incertitude croissante : les conflits peuvent gagner en

⁷ Africa 24 TV, « Cameroun : 11 % du budget 2022 consacré au renforcement de la sécurité », Reportage de février 2022.

⁸ Elisabeth K, « Cameroun : le FMI estime à 1 à 2 % du PIB, l'impact de la guerre contre Boko Haram sur les finances publiques », *financial afrik*, 5 mai 2016, <https://www.financialafrik.com/2016/05/05/cameroun-le-fmi-estime-a-1-a-2-du-pib-limpact-de-la-guerre-contre-boko-haram-sur-les-finances-publiques/>, consulté le 8 mars 2025.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Kindzeka, « Cameroon says conflict... », https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-conflict-destroying-anglophone-regions-economies/.

¹¹ *Ibid.*

intensité ou se diffuser ailleurs par exemple, en triple effets dans les pays voisins, ce qui induit pour l'État un besoin constant de réserves et de marges budgétaires.

2. Financement public : Pression budgétaire et dépendance extérieure

Les défis sécuritaires décrits plus haut se répercutent directement sur les finances publiques du Cameroun, sous la forme de pressions majeures sur le budget de l'État. L'un des volets principaux est le poids croissant des dépenses militaires et sécuritaires dans un contexte de ressources limitées. Comme indiqué, l'enveloppe consacrée à la défense et à la sécurité a explosé ces dernières années : 11 % du budget 2022 soit 349 milliards FCFA est dédié à ce secteur¹², contre environ 10 % en 2021. Ce chiffre illustre un déséquilibre par rapport aux priorités économiques. Au passage, on observe qu'en pleine crise, le Cameroun consacre aujourd'hui à la fois plus aux armes et à la sécurité qu'à beaucoup de secteurs dits « productifs ». Par exemple, selon le FMI, les subventions aux produits pétroliers dont le paiement tire chaque année l'État vers le bas équivalaient en 2022 à 800 milliards FCFA soit 2,9 % du PIB¹³. Ce soutien énergétique coûteux représente six fois le budget annuel de l'agriculture et quatre fois celui de la santé, ce qui illustre bien l'effet d'éviction des dépenses sécuritaires et subventionnelles sur l'investissement public. En effet, comme le souligne l'équipe du FMI, ces subventions sont mal ciblées et insoutenables par rapport aux revenus de l'État. Elles sont d'autant plus dommageables qu'elles concourent à éloigner les fonds du secteur productif et social : ainsi, la réforme de ces subventions est jugée nécessaire pour créer un espace budgétaire pour financer les investissements productifs et les dépenses sociales¹⁴. Autrement dit, en raison de ces dépenses de sécurité et de fonctionnement (subventions, salaires, amortissement de la dette), la marge de manœuvre du budget s'est érodée au point qu'il devient difficile de financer des infrastructures, des écoles ou des hôpitaux sans recourir à des coupes dans d'autres postes. Le graphique ci-dessous illustre cette situation extrême en comparant quelques gros postes budgétaires pour 2022 : en milliards FCFA, la sécurité soit 349 milliards FCFA reste inférieure

¹² Africa 24 TV, « Cameroun : 11 % du budget 2022 consacré au renforcement de la sécurité », reportage de février 2022.

¹³ N. Mombrial, « Les services du FMI et les autorités camerounaises ont conclu un accord au niveau des services pour la 3e revue du programme appuyé pour la facilité élargie de crédit du mécanisme élargie de crédit pour le Cameroun », Communiqué de presse n° PR23/24, fonds monétaires international, IMF, 30 janvier 2023, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/01/30/pr2324-cameroon-imf-staff-cameroon-authorities-reached-sla-third-review-ecf-ef#>, consulté le 10 mars 2025.

¹⁴ *Ibid.*

aux 800 milliards des subventions carburant, mais bien supérieure au budget agricole de 133 milliards FCFA ou au budget santé 200 milliards FCFA¹⁵.

Le poids de ces dépenses de sécurité a deux conséquences graves pour la marge de manœuvre budgétaire du Cameroun. D'une part, il réduit les capacités d'investissement dans les secteurs économiques à long terme. L'augmentation des dépenses courantes notamment les paiements des troupes, l'allocation de sécurité implique que, même lorsque le budget global progresse, la part destinée aux infrastructures ou au développement baisse mécaniquement. Des rapports officiels dénoncent cette tendance : d'après le FMI, les fonds publics devraient être réorientés vers des investissements productifs pour soutenir la croissance, d'où l'urgence d'élargir la base fiscale et de réduire les subventions mal ciblées. D'autre part, cette situation accroît le risque de dépendance au financement extérieur. En effet, face au constat de recettes insuffisantes, le Cameroun a dû compter davantage sur des emprunts internationaux et des programmes d'aide. Le pays a reçu de multiples décaissements du FMI (via la Facilité élargie de crédit et le Mécanisme élargi de crédit) et d'autres bailleurs pour maintenir l'équilibre budgétaire. Par exemple, à l'été 2025 le FMI a approuvé la huitième revue de son programme avec le Cameroun, débloquant 75,7 millions de dollars supplémentaires¹⁶ portant le total des décaissements du FMI à près de 794 millions de dollars depuis 2021. Le Cameroun a aussi recouru à une facilité pour la résilience climatique soit 71 M\$ à ce jour pour augmenter ses ressources¹⁷. Cette dépendance accrue envers l'aide multilatérale souligne que l'État ne peut pas couvrir seul le coût de ses engagements sécuritaires. Dans le rapport du FMI de janvier 2023, on constate ainsi une volonté de libérer du potentiel de croissance en alléger le fardeau budgétaire, tout en notant que le Cameroun présente un risque élevé de surendettement¹⁸. En effet, la dette publique avait atteint environ 46,3 % du PIB fin 2022 et grimpe encore sous la pression des déficits.

Cette dépendance à l'endettement et à l'aide extérieure comporte un risque de fragilisation à moyen terme : un tel mécanisme soutient le budget tant que les bailleurs sont présents et que le pays conserve une notation acceptable. Mais toute crise économique majeure comme la chute des cours du pétrole, auquel le Cameroun reste exposé, pourrait limiter ces ressources. Par ailleurs, l'appétit des prêteurs internationaux est conditionné par le respect des

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Mombrial, « Communiqué de presse n° PR 23/24 », <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/01/30/pr2324-cameroon-imf-staff-cameroonian-authorities-reached-sla-third-review-ecf-eff#>.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

objectifs de gouvernance et de maîtrise budgétaire. Or les ajustements nécessaires tels que la réduction des arriérés, la réforme des subventions, l'amélioration de la mobilisation des recettes prennent du temps. En l'absence de réforme rapide, l'État serait forcé de tailler plus sévèrement dans les dépenses publiques ou d'augmenter les impôts, au risque de nuire à la croissance. En résumé, les dépenses sécuritaires croissantes dans un environnement de recettes limitées ont réduit la marge de manœuvre budgétaire du Cameroun : les fonds publics sont « détournés » vers la défense et les aides au budget, ce qui oblige le pays à compter d'autant plus sur des financements extérieurs¹⁹. Ce cercle vicieux met en péril la stabilité budgétaire à moyen terme si les paramètres ne sont pas rééquilibrés.

3. Perturbations économiques et fiscales

Le troisième pan des défis actuels réside dans les perturbations économiques et fiscales provoquées par les crises armées, tant dans les zones touchées qu'à l'échelle nationale. Les conflits entraînent une récession locale qui se traduit par une chute durable des recettes fiscales dans les régions en crise. Par exemple, le gouvernement camerounais a lui-même rapporté que les zones anglophones connaissaient une quasi-disparition des recettes douanières. Le chef de l'administration économique dans le Nord-Ouest explique que, avant 2016, les droits de douane perçus dans deux divisions (Donga-Mantung et Menchum) dépassaient 305 millions FCFA par an. À l'inverse, en 2019 ces mêmes divisions n'avaient ramené qu'un total d'environ 500 000 FCFA soit près de 600 fois moins²⁰. D'une façon plus générale, la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Économique avec l'UE (APE) a déjà gelé l'évolution des droits douaniers, et les tensions sécuritaires liées à Boko Haram et à la crise anglophone ont aggravé la stagnation des recettes fiscales extérieures²¹. En clair, les zones de conflit ne contribuent quasiment plus au budget : banques fermées, entreprises abandonnées, câbles fiscaux coupés.

Au niveau macroéconomique, cette crise des recettes dans certaines régions pèse sur la capacité de l'État à redistribuer et investir. Les pertes de collecte fiscale notamment les douanes, la TVA, et les impôts sur les sociétés locales créent des trous budgétaires qui doivent être comblés par d'autres ressources telles que les emprunts ou les prélèvements dans d'autres secteurs), ce qui accentue la rigidité du budget. Par ailleurs, les conflits génèrent des

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Kindzeka, « Cameroon says conflict... », https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-conflict-destroying-anglophone-regions-economies/.

²¹ Ministère de l'économie, de la planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT), et PNUD, *rapport final de l'étude sur l'évolution du financement du développement au Cameroun*, juin 2019, pp. 26-45.

perturbations des chaînes de production qui vont au-delà du seul secteur formel. Le climat d'insécurité décourage très largement l'investissement privé. Comme le note l'un des spécialistes de la région anglophone : « cela a découragé les investissements dans ces régions. Une chute de l'investissement implique plus de chômage et une baisse générale du niveau de vie »²². Les entreprises locales (bananes, huile de palme, agro-alimentaire) ont dû cesser leurs activités : la *Cameroon Development Corporation* a abandonné l'essentiel de ses plantations et doit à ses employés des arriérés de salaires équivalant à un an de paie²³. D'autres firmes, comme la société d'huile de palme PAMOL et diverses agro-industrielles, sont aujourd'hui fortement endettées car elles n'exportent plus ni ne produisent comme avant²⁴. Les institutions de microfinance cruciales pour le financement de nombreuses PME rurales déclarent ne plus pouvoir recouvrer environ 50 millions USD de prêts faits dans les régions anglophones²⁵. Les marchands et petits entrepreneurs ont dû fuir vers les régions francophones pour survivre ou restent isolés, ne pouvant plus honorer leurs dettes. L'effet d'entraînement est net : la crise a creusé le chômage, l'endettement des ménages et les faillites locales. Au total, la capacité productive du Cameroun est atteinte car les zones de conflit alimentaient auparavant une part non négligeable de l'économie.

Par ailleurs, les violences ont engendré une dégradation massive des infrastructures économiques et sociales dans les zones touchées. L'enseignement et la santé, par exemple, ont été profondément affectés. Plus de 40 % des établissements scolaires publics anglophones étaient fermés fin 2024²⁶, car les enseignants craignent les attaques ou sont contraints aux déplacements. Cette fermeture a privé environ 224 000 enfants d'instruction, nourrissant une génération déscolarisée et limitant la formation de futurs contribuables. Du côté sanitaire, les attaques ciblées sur les dispensaires et les hôpitaux ont fait chuter la couverture vaccinale dans les régions anglophones à 64,5 % contre 82,5 % au niveau national²⁷. De nombreuses infrastructures d'eau et d'assainissement ont été endommagées ou détruites : ce manque criant de WASH prive les communautés rurales d'accès à l'eau potable et à des toilettes sûres²⁸. Les ONG rapportent que des cliniques de base ont été incendiées, laissant des populations sans

²² Flavien MBABI, Entretien avec l'auteur, conversation téléphonique, 14-18-23 mars 2025.

²³ Kindzeka, « Cameroon says conflict... », https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-conflict-destroying-anglophone-regions-economies/.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « Situation des enfants au Cameroun », UNICEF Cameroun, Juin 2025, p.7.

²⁷ *Ibid.* p.12.

²⁸ *Ibid.* pp.3-6.

soins, et que les réseaux routiers secondaires sont quasi impraticables à cause des barrages rebelles. Ces destructions ont deux conséquences budgétaires : d'une part, l'État doit financer des urgences humanitaires et des reconstructions d'infrastructures (routes, écoles, centres de santé). D'autre part, la baisse d'accès aux services élémentaires pèse négativement sur la santé et la productivité du facteur travail, réduisant sur le long terme la richesse nationale et donc les recettes futures de l'État. Enfin, les conflits ont rompu les chaînes d'approvisionnement et de commercialisation, touchant encore plus le tissu économique. Par exemple, les blocages routiers imposés par les séparatistes anglophones ont fait chuter de 90 % les importations locales de matériaux de construction, médicaments et denrées de base depuis le Nigeria²⁹. Cela a provoqué des pénuries de produits essentiels dans les communes frontalières et une flambée des prix intérieurs, pesant sur le pouvoir d'achat des ménages et réduisant les recettes fiscales indirectes notamment les taxes sur la consommation. Dans l'agriculture, la migration forcée d'une partie de la population active (les jeunes travaillant en ville ou dans d'autres régions) se traduit par une baisse de la productivité des plantations et des fermes familiales. Le rapport UNICEF de 2025 souligne que la conjonction de la perte de revenus due à l'emploi détruit et de la hausse des prix dû aux ruptures logistiques a lourdement pesé sur le bien-être des ménages des régions anglophones³⁰. Cela se traduit concrètement par un accroissement de la pauvreté rurale, un taux de pauvreté atteignant plus de 70 % dans ces régions et par une baisse des recettes fiscales foncières et commerciales locales.

En somme, les perturbations économiques et fiscales liées aux crises se manifestent par une spirale négative : baisse des recettes dans les zones affectées à travers notamment les douanes, la TVA, les impôts locaux, désincitation de l'investissement privé, étouffement du secteur formel et détérioration des infrastructures. Cette spirale a également un effet horizontal, en ce sens qu'elle oblige le budget national à compenser le manque à gagner. Par exemple, le gouvernement a dû allouer des fonds exceptionnels aux communes anglophones pour assurer les salaires des fonctionnaires et aux paysans pour soutenir la production vivrière. Ces dépenses supplémentaires viennent encore rogner l'espace budgétaire. À court terme, il faut donc faire face à la double contrainte d'un effondrement de recettes dans certaines zones et d'une hausse des dépenses d'urgence dans les autres. À moyen terme, si la situation perdure, le climat général

²⁹ Kindzeka, « Cameroon says conflict... », https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-conflict-destroying-anglophone-regions-economies/.

³⁰ UNICEF, « Situation des enfants... », p.8

d’incertitude repousse les investissements étrangers directs qui étaient déjà faibles, ce qui limite encore la croissance et les revenus fiscaux à venir.

Les défis sécuritaires, financiers et fiscaux décrits ci-dessus convergent pour miner la stabilité budgétaire du Cameroun dans l’immédiat et dans la prochaine décennie. À court terme, l’accumulation des dépenses de sécurité et d’assistance (plus de troupes, plus d’aides, plus de subventions) accentue le déficit budgétaire et la dette, malgré l’appui des bailleurs. Les projections macroéconomiques du FMI indiquent déjà un creusement du déficit primaire hors pétrole, qui a nécessité des dérogations spécifiques pour poursuivre le programme budgétaire³¹. À moyen terme, les besoins d’investissement (infrastructures, éducation, réformes fiscales) risquent d’être sacrifiés si la priorité demeure donnée à la gestion des crises. Faute de rétablir un environnement pacifié, le Cameroun pourrait rester dans une logique de stabilisation précaire : rééquilibrer le budget via des réformes douloureuses (hausse d’impôts sur des populations déjà appauvries, coupes dans les subventions sociales) risque de cristalliser le mécontentement social, tandis qu’ignorer ces réformes aggrave la vulnérabilité budgétaire. En définitive, la maintenance d’un haut niveau de dépenses sécuritaires et le manque à gagner fiscal lié aux zones en crise constituent une combinaison délétère pour les finances publiques. Tant que ces crises perdurent sans solution politique, la trajectoire budgétaire camerounaise restera extrêmement exposée aux chocs extérieurs (prix du pétrole, pandémie) et aux risques d’instabilité.

II. Perspectives de sortie des crises et stabilisation budgétaire

Dans une perspective d’ensemble, les leçons tirées des crises sécuritaires endogènes (Boko Haram, crise anglophone) et de la gestion budgétaire en Côte (2014–2024) soulignent la nécessité d’une refonte en profondeur des politiques publiques. À moyen terme (2025–2030), la priorité sera de restaurer la soutenabilité des finances publiques et de consolider la reprise économique, tout en traitant les causes structurelles des conflits. Comme le note la Banque mondiale, l’économie camerounaise a montré une certaine résilience face aux chocs extérieurs, mais de multiples faiblesses structurelles, en particulier le manque d’infrastructures, entravent son potentiel³². Dans ce contexte, un programme audacieux de réforme budgétaire est impératif

³¹ Mombrial, « Communiqué de presse n° PR 23/24 », <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/01/30/pr2324-cameroon-imf-staff-cameroonian-authorities-reached-sla-third-review-ecf-eff#>.

³² O. Hebga, « Rapport sur la situation économique du Cameroun : exploiter les forêts et les richesses naturelles pour une croissance durable », communiqué de presse n°2026/005/AFW, Yaoundé, groupe de la banque mondiale,

pour combler ces lacunes et stimuler la productivité de l'ensemble de l'économie³³. De façon concomitante, la résolution durable des crises requiert des stratégies combinant mesures sécuritaires et réformes politiques profondes. Enfin, la relance économique passera par une politique volontariste d'investissement et une amélioration marquée du climat des affaires afin d'attirer des flux de capitaux étrangers et de stimuler l'investissement privé. Ces orientations stratégiques : réformes budgétaires, résolution des conflits, redynamisation de l'économie, structurent les perspectives à moyen et long terme.

1. Réformes budgétaires et optimisation des dépenses

Sur le plan budgétaire, le Cameroun fait face à un dilemme de ressources limitées et de rigidités croissantes des dépenses. Le déficit budgétaire, qui était de l'ordre de 0,7 % du PIB en 2023, s'est creusé à 1,5 % du PIB en 2024. La dette publique globale, essentiellement sous forme de dette extérieure, a légèrement augmenté pour atteindre 46,8 % du PIB en 2024³⁴. Cette situation interpelle l'exécutif sur la nécessité d'une consolidation budgétaire soutenue. En outre, l'enveloppe budgétaire reste largement absorbée par des postes rigides : par exemple, le projet de loi de finances 2025 prévoit un budget de l'État de 7 317,7 milliards de FCFA notamment l'ensemble recettes et dépenses³⁵. Au sein de ce total, la masse salariale soit 1 586,6 milliards et le service de la dette (intérêts et amortissements, soit 1 754,0 milliards) constituent à eux seuls près de la moitié du budget³⁶. En revanche, la part consacrée aux investissements productifs soit 1 863,1 milliards reste modeste comparée aux besoins d'infrastructures (voir figure ci-dessous).

Tableau 2: Principaux postes du budget de l'État au Cameroun (exercice 2025)

Budget de l'Etat pour l'année 2025	7317,7 Milliards FCFA
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	66,9 Milliards FCFA
Dons	90,4 Milliards FCFA
Emprunts	1 795,0 Milliards FCFA
Budget d'investissement	1 863,1 Milliards FCFA

B.M., 15 juillet 2025, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable-growth#>, consulté le 13 août 2025.

³³ *Ibid.*

³⁴ Hebga, « Communiqué n°2026/005/AFW », groupe de la Banque Mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

³⁵ Gecam, « Note d'analyse des principales innovations en matière de fiscalité pour l'exercice 2025 », legecam, 2025, p.2.

³⁶ Donnée obtenue à la direction générale du budget.

Dépenses de personnel	1 586,6 Milliards FCFA
Intérêts de la dette publique	378,2 Milliards FCFA
Remboursement de la dette publique	1 375,7 Milliards FCFA
Décentralisation	303,5 Milliards FCFA
Budgétisation sensible au genre	92,5 Milliards FCFA
Budgétisation sensible au climat	225,3 Milliards FCFA

Sources : Ministère des Finances, Direction Générale du Budget (DGB), loi de finances 2025, Yaoundé, MINFI/DGB, décembre 2024, P. 12.

Ce tableau illustre les arbitrages budgétaires opérés par le Cameroun dans un contexte de pressions économiques et le nécessité de stabilisation. On observe une part importante de consacrée au service de la dette, traduisant le poids croissant de l'endettement sur les finances publiques. Les salaires et dépenses de fonctionnement absorbent également une portion significative, limitant les marges de manœuvre pour l'investissement. Toutefois, l'allocation des investissements traduit la volonté de soutenir la croissance et de renforcer les infrastructures. La répartition des ressources met en évidence la tension entre obligations récurrentes et impératifs de développement, soulignant l'importance des réformes budgétaires et de l'optimisation des dépenses pour garantir la soutenabilité et la résilience des finances publiques à moyen terme.

Ces rigidités obligent à un effort d'arbitrage rigoureux : il s'agit d'optimiser les dépenses courantes (personnel, subventions, transferts) pour dégager des marges en faveur de l'investissement et du capital humain. La loi de finances pour 2025 illustre cette tendance : d'un côté, le budget global progresse de seulement 0,5 % par rapport à 2024, ce qui témoigne d'une contraction des dépenses courantes soit -220 milliards, notamment via la réduction des subventions au carburant³⁷. De l'autre, l'État accroît légèrement l'effort d'investissement soit une hausse de 7,5 % à 1 863,1 milliards et intègre des critères transversaux soit 92,5 milliards pour le genre et 225,3 milliards pour le climat³⁸. Cette réaffectation des ressources, selon l'analyste Pascal Petrissans, traduit un début de rééquilibrage du budget en faveur de la croissance à long terme. Pour autant, le déficit environ 2 600 milliards en solde de caisse au niveau de l'exercice 2024 reste préoccupant. Les projections du FMI indiquent un déficit global de l'ordre de -1,3 % du PIB y compris les dons pour 2025, se stabilisant autour de -1,2 % les années suivantes³⁹. La spirale d'endettement n'est freinée que par une baisse de recours au

³⁷ Gecam, « Note d'analyse... », p.6.

³⁸ *Ibid*, p.7.

³⁹ AMR Wafa, « IMF executive board concludes eighth reviews under cameroon's Extended credit facility and extended fund facility arrangement and third review under resilience and sustainability facility arrangement », press release n°25/265, International Monetary Fund, IMF, 24 July

financement extérieur onéreux⁴⁰. L'expérience récente invite donc le Cameroun à renforcer ses recettes pour réduire les déficits récurrents. À cet égard, le FMI souligne l'urgence de « poursuivre les actions décisives pour mobiliser les recettes non pétrolières, atténuer les vulnérabilités financières et améliorer la gestion des finances publiques, la gouvernance et la lutte contre la corruption »⁴¹. De manière concrète, cela passe par l'élargissement de l'assiette fiscale (transparence des régimes spéciaux, intégration de l'économie informelle et du numérique), une lutte accrue contre l'évasion et la fraude, ainsi que par une meilleure gouvernance des entreprises publiques.

Plusieurs auteurs et institutions insistent sur la nécessité d'une réforme budgétaire de grande ampleur. Robert Utz, économiste principal de la Banque mondiale, plaide pour un programme audacieux de réforme budgétaire destiné à stimuler la productivité économique du pays⁴². Le FMI rejoint cet avis : dans sa déclaration de juillet 2025, le Directeur adjoint du FMI, Nigel Clarke, encourage le maintien d'un « positionnement budgétaire prudent » pour préserver la soutenabilité de la dette, tout en rappelant que « *sustaining progress in fiscal consolidation beyond the program is important to preserve debt sustainability* »⁴³. Selon les recommandations du FMI, l'État doit notamment améliorer la gestion des dépenses d'investissement pour limiter les passifs contingents, améliorer le contrôle budgétaire et élever la qualité des services publics⁴⁴. L'objectif est de libérer des ressources publiques en réduisant la dette, dans le cas du Cameroun, la dette publique, quoique soutenable, reste à haut risque de surendettement⁴⁵ et en maîtrisant les charges fixes, afin de se concentrer sur les secteurs porteurs tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, et la justice.

En synthèse, les réformes budgétaires à moyen terme devront articuler deux volets : d'une part, une consolidation fiscale via l'augmentation raisonnée des recettes domestiques (pression fiscale intelligente, rationalisation des exemptions, meilleure traçabilité des flux financiers) ; d'autre part, une maîtrise plus stricte des dépenses courantes notamment, le gel des dépenses improductives, la révision des subventions, et la maîtrise de la masse salariale tout en

2025, [https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/07/24/pr-25265-cameroon-imf-concludes-8th-rev-under-ecf-and-eff-and-3rd-rev-under-rsf# :~ :text=](https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/07/24/pr-25265-cameroon-imf-concludes-8th-rev-under-ecf-and-eff-and-3rd-rev-under-rsf# :~ :text=,), consulté le 13 août 2025.

⁴⁰ Gecam, « Note d'analyse... », p.7.

⁴¹ A.M.R. Wafa, IMF, press release n°25/265.

⁴² Hebga, « Communiqué de presse n°2026/005/AFW », <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

⁴³ A.M.R. Wafa, International Monetary Fund, Press release n°25/256.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Hebga, « Communiqué de presse n°2026/005/AFW », <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

priorisant les investissements publics rentables. Ces principes rejoignent les constats du cadre de dialogue avec le FMI et la Banque mondiale. Ils répondent également aux impératifs de bonne gouvernance budgétaire, trop souvent mis à mal par les réseaux clientélistes. Comme l'ont souligné plusieurs analyses, une transparence accrue et une gouvernance locale renouvelée, incluant la décentralisation des dépenses et une consultation citoyenne régulière, sont essentiels pour optimiser la dépense publique⁴⁶. En résumé, la trajectoire budgétaire 2025–2030 doit viser un solde global proche de l'équilibre, une dette publique stabilisée sur un sentier baissier aux alentours de 35–40 % du PIB selon les projections du FMI et un redéploiement progressif des ressources vers l'investissement productif.

2. Stratégies de résolution des crises

La stabilité économique et budgétaire à moyen terme dépend étroitement de la résolution des crises sécuritaires. Les chocs de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et de l'insurrection anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont non seulement entraîné des coûts budgétaires directs énormes notamment en matière de sécurité, déplacés, et reconstruction, mais ils détournent également des ressources publiques et privées d'activités productives. À titre d'illustration, la réponse à Boko Haram mobilise d'importants crédits publics notamment les forces de défense, l'aides humanitaires, le relèvement socio-économique et fragilise les recettes internes via la paralysie de l'agriculture et du commerce frontalier. Les analystes africains recommandent donc de coupler l'action militaire à des stratégies de pacification fondées sur l'inclusion et le développement local. Par exemple, un rapport de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* sur le conflit de l'Extrême-Nord préconise de renforcer la coordination des pouvoirs publics et des acteurs non étatiques (OSC, ONG, universitaires, bailleurs) au travers de plateformes de concertation permanentes⁴⁷. Il suggère également de « démilitariser la gestion de la crise » et d'impliquer davantage les élus locaux notamment les maires, les députés, etc., en « consultant régulièrement les populations sur les projets en cours »⁴⁸. En pratique, cela signifie encourager le dialogue social, soutenir le tissu associatif et déployer des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) avec le concours de la communauté internationale. Des initiatives récentes telles que le programme conjoint de développement transfrontalier sous l'égide du Comité permanent inter-États de lutte

⁴⁶ J. V. Ntuda Ebobe, M.B. Funteh, H. Mbarkoutou Mahamat, J.L. Nkalwangoula, *Le conflit Boko Haram au Cameroun : pourquoi la paix traîne-t-elle ?* Nouvelles approches de sécurité collective, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017, pp.17-19.

⁴⁷ *Ibid.* p.29.

⁴⁸ *Ibid.* p.30.

contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) pointe dans cette direction, en finançant des infrastructures rurales et la résilience agricole dans l'Extrême-Nord. Les perspectives à moyen terme impliquent donc un passage progressif de l'approche strictement militaire à une stratégie globale de sécurité humaine : lutte contre les réseaux criminels dont Boko Haram, appui aux victimes, réconciliation sociale et création d'emplois.

Pour la crise anglophone, l'équation est comparable en ce qu'elle mêle revendications politiques et tensions sociales profondes. Ici encore, les recommandations abondent en faveur d'un dialogue inclusif et de réformes institutionnelles. Les auteurs du *Crisis Group* insistent sur la nécessité « d'apaiser, de rétablir la confiance et de lancer un véritable dialogue » entre Yaoundé et les représentants anglophones avant le scrutin présidentiel.⁴⁹ Ils proposent notamment, comme gestes d'apaisement immédiats, la libération des leaders séparatistes emprisonnés et l'arrêt des poursuites contre le clergé anglophone⁵⁰. Ils suggèrent également de restructurer la Commission nationale du bilinguisme en élargissant son assise aux anglophones du Consortium et en lui confiant des pouvoirs sanctionnant les entités qui méconnaissent le bilinguisme⁵¹. Plus généralement, le dialogue politique devrait se faire en présence d'un tiers médiateur tel que l'église, l'ONU, ou d'organisation panafricaine, afin d'encadrer des discussions sur la décentralisation/le fédéralisme ou d'autres formules institutionnelles. Dans la même veine, les experts d'*ISS Africa* rappellent que « peu de sécessions découlent de victoires militaires mais plutôt d'un changement dans les dynamiques politiques extérieures⁵² ». Ils soulignent que l'option militaire prédominante a pu accroître le ressentiment anglophone, et que « le règlement durable de la crise anglophone requiert de changer la pratique politique camerounaise qui repose sur le mythe de l'infailibilité du gouvernement »⁵³. En pratique, cela signifie poursuivre le dialogue national tout en élargissant la base : associer les minorités actives (combattants sécessionnistes, diaspora anglophone) et placer sur la table l'éventualité d'une forme de fédéralisme rénové⁵⁴. Dans les deux cas de crise, une autre constante apparaît : la dimension régionale et internationale. Le Cameroun bénéficie déjà de l'aide du Nigeria dans la lutte contre Boko Haram, mais doit poursuivre son engagement au sein de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) pour coordonner militairement et humanitairement les efforts

⁴⁹ Crisis group, *Rapport Afrique* n°250, 2 août 2017, P.26.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.* p.27.

⁵² P. S. Handy, « En finir avec les demi-mesures dans la crise anglophone au Cameroun », ISS, 23 mars 2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/en-finir-avec-les-demi-mesures-dans-la-crise-anglophone-au-cameroun#;>, consulté le 13 août 2025.

⁵³ *Ibid.*,

⁵⁴ *Ibid.*,

avec le Tchad, le Niger et le Bénin. De même, pour la crise anglophone, la pression de la communauté internationale (ONU, Union africaine, partenaires bilatéraux) qui réclame un dialogue politique inclusif reste un facteur clé. *Crisis Group* note que le pouvoir de Yaoundé est « plus sensible aux demandes internationales qu'aux acteurs nationaux », ce qui a poussé le gouvernement à mettre en œuvre certaines concessions sous pression extérieure⁵⁵. Il appartient donc au Cameroun d'exploiter cette dynamique positive en engageant concrètement des réformes telles que les investissements dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest, le recrutement de fonctionnaires anglophones, l'amélioration des infrastructures scolaires bilingues, etc... en liaison avec ses créanciers et donateurs.

En somme, les stratégies de résolution des crises doivent combiner sécurité, réconciliation et développement. Du point de vue budgétaire, le succès de ces stratégies se traduira par une réduction des dépenses militaires extraordinaires et humanitaires, par la reprise d'activités économiques dans les zones affectées, et par un climat de paix propice au recouvrement fiscal. Les exemples historiques le montrent : les projets de DDR et de gouvernance locale dans l'extrême-Nord, ainsi que le dialogue national anglophone de 2019, restent des références pour façonner de nouvelles initiatives. L'implication accrue de la société civile, des ONG internationales et des communautés locales dans la conception des politiques de sécurité et de développement contribuera également à renforcer la cohésion nationale et la confiance vis-à-vis des institutions, conditions préalables à toute stabilité budgétaire durable.

3. Relance économique et attractivité des investissements

Après le redressement de la sécurité et le rééquilibrage budgétaire, la phase de relance économique devra être placée au cœur des perspectives à moyen terme. La croissance du PIB pourrait retrouver un rythme soutenu si le Cameroun parvient à mobiliser ses atouts structurels et à améliorer son environnement économique. Selon la Banque mondiale, la croissance moyenne du PIB réel devrait être de l'ordre de 3,9 % par an entre 2025 et 2028⁵⁶. Ce dynamisme proviendrait en partie de la montée en puissance des projets d'infrastructures notamment les barrages hydroélectriques, les routes, et des ports et de la valorisation des ressources naturelles notamment la foresterie durable, l'exploitation du cacao et du coton, développement du gaz naturel. La Banque mondiale note ainsi que l'amélioration de la production électrique et

⁵⁵ Crisis group, *Rapport Afrique* n°250, 2 août 2017, P.29

⁵⁶ Hebga, Communiqué de presse n°2026/005/AFW, <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

l'accroissement des investissements publics, notamment dans le secteur du BTP, soutiendront la croissance future⁵⁷. Pour transformer cette croissance potentielle en création d'emplois et en recettes fiscales pérennes, il faudra en parallèle attirer des investissements privés, tant nationaux qu'étrangers. L'environnement des affaires camerounais devra se réformer significativement : le pays se classe 140^e sur 180 à l'Indice de perception de la corruption selon un rapport de *Transparency International* de 2024⁵⁸, handicap qui freine l'afflux des investisseurs. À cet égard, le FMI recommande de renforcer les réformes de gouvernance notamment les régimes anti-blanchiment (AML/CFT) et la transparence des industries extractives (EITI) afin de « promouvoir une croissance privée inclusive et durable »⁵⁹. En pratique, la sortie de la liste grise du GAFI et le retour du Cameroun au sein de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives rejailliraient positivement sur la confiance des partenaires internationaux. De même, la restructuration annoncée de la raffinerie nationale (SONARA) et les réformes du secteur électrique telles que les privatisations partielles, et l'encouragement des énergies renouvelables sont des clés pour limiter les passifs de l'État et proposer un prix de l'énergie plus compétitif⁶⁰. Les experts soulignent que le processus de privatisation de certaines entreprises publiques, tout en gardant le contrôle de secteurs stratégiques, pourrait améliorer l'efficacité et attirer des financements nouveaux.

Par ailleurs, la politique de diversification économique devra être soutenue. Au-delà des hydrocarbures (pétrole, gaz), le Cameroun dispose de réserves minières (or, fer, bauxite) et d'un potentiel agricole considérable. Des projets comme l'exploitation du gisement aurifère de Mbe estimé à 40 tonnes d'or ou l'expansion des plantations de palmiers à huile illustrent les opportunités de long terme, pour autant qu'ils soient menés dans le respect des règles environnementales et avec retombées locales. L'État peut encourager ces secteurs par des incitations fiscales ciblées par ex. exonérations sur les équipements agricoles, zones économiques spéciales et par le renforcement de la logistique (routes rurales, irrigation). En zone urbaine, les investissements immobiliers et les infrastructures de transport prévus dans les prochaines années peuvent aussi drainer des capitaux privés. La Banque mondiale appuie ces efforts d'investissement public : son portefeuille inclut des projets de soutien urbain et d'accès à l'électricité (barrages de Nachtigal, réseaux ruraux) qui étendent la base productive du pays⁶¹.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ A.M.R. Wafa, International Monetary Fund, Press release n°25/256.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ La stratégie de partenariat de la Banque mondiale pour le Cameroun porte principalement sur le renforcement de la compétitivité du pays et l'amélioration de la prestation des services.

L'effet d'entraînement de tels projets est positif : plus l'offre d'électricité et de transports fiables augmente, plus l'on peut espérer d'initiatives privées dans l'industrie légère et les services.

L'attractivité du Cameroun dépendra également des réformes institutionnelles. Comme le note le rapport *Cameroon* de la Banque mondiale de mars 2025, le partenariat pays 2025-2029 vise à renforcer la compétitivité du Cameroun et à améliorer les services publics aux régions défavorisées⁶². Dans les faits, cela implique une stabilisation de la politique à travers les élections, et le respect de l'État de droit, la lutte contre la bureaucratie discrétionnaire, et le soutien à l'esprit d'entreprise notamment les start-ups numériques, et les TPME. Par ailleurs, la diaspora camerounaise peut jouer un rôle d'accélérateur : par le biais de transferts de capitaux, de conseils d'experts ou de partenariats techniques, elle constitue un vecteur sous-exploité de développement. Le gouvernement peut faciliter ces contributions par un meilleur accès aux données économiques pour les investisseurs et par la promotion d'opportunités dans les communes d'origine. Enfin, la durabilité de la relance passera par l'intégration des enjeux climatiques. Le rapport climat de 2022 souligne que le Cameroun souffre déjà des aléas notamment des inondations, et des sécheresses qui pèsent sur l'agriculture et l'infrastructure ; investir dans la résilience (réhabilitation de digues, reforestation, infrastructure verte) permettra de stabiliser la production économique à moyen terme. D'ores et déjà, la transition énergétique à travers le développement du gaz naturel telle que la raffinerie de Kribi et des renouvelables est vue comme une opportunité de création d'emplois et d'exportations. Un tel plan de développement vert (énergies propres, transformation locale du bois pour réduire les émissions, agriculture durable) a reçu le soutien du FMI via un nouveau *facility Climat* (RSF)⁶³.

En résumé, le Cameroun dispose à moyen terme d'une trajectoire de croissance potentiellement soutenue soit environ 4–5 % de PIB annuel si les défis macroéconomiques et de gouvernance sont relevés. Les projections du FMI et de la Banque mondiale convergent vers une reprise modérée mais stable, assortie d'une inflation ramenée vers 3 % d'ici 2027⁶⁴. Dans ce cadre, la capacité d'absorption des investissements tant publics que privés sera cruciale pour catalyser le changement. La politique budgétaire prudente, décrite ci-dessus, crée les conditions d'un environnement financier sain, tandis qu'une stratégie de sécurisation durable des régions en crise permettra de réduire les risques pays. Le défi sera d'aligner ces efforts avec la vision

⁶² Hebga, Communiqué de presse n°2026/005/AFW, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

⁶³ A.M.R. Wafa, International Monetary Fund, Press release n°25/256.

⁶⁴ Hebga, Communiqué de presse n°2026/005/AFW, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/07/15/cameroon-economic-update-harnessing-forests-and-natural-wealth-for-sustainable>.

nationale notamment la Vision 2035 de faire du Cameroun une économie émergente et diversifiée. Comme le soulignent les institutions internationales, les réformes structurelles et l'amélioration de la cohésion nationale sont indispensables pour transformer les potentialités du pays en progrès effectifs⁶⁵.

⁶⁵ A.M.R. Wafa, International Monetary Fund, Press release n°25/256.

CONCLUSION

Ce mémoire s'est intéressé à l'impact des crises sécuritaires la guerre contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord et la crise anglophone dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest sur la stabilité budgétaire du Cameroun entre 2013 et 2024. Ces deux conflits ont plongé le pays dans un état d'alerte durable. La guerre officielle contre Boko Haram, engagée dès mai 2014, a fait plus de 2 000 morts parmi civils et militaires, tandis que l'insurrection séparatiste anglophone débutée en 2016 affecte 17 % de la population du pays. Cette double crise soulève la question des conséquences fiscales : comment le Cameroun finance-t-il simultanément ces deux guerres, et quel est leur effet sur les finances publiques ? L'objectif de ce travail était d'analyser les répercussions cumulées de ces crises sur la soutenabilité budgétaire, en examinant notamment l'évolution des dépenses militaires et de sécurité, l'allocation des ressources publiques, les déséquilibres régionaux et les réponses institutionnelles adoptées par l'État. Il s'agissait de déterminer dans quelle mesure ces conflits ont fragilisé le budget national et d'identifier les mécanismes qui permettront d'y remédier. Les analyses menées ont montré que ces conflits ont exercé une forte pression sur le budget camerounais à plusieurs niveaux. D'une part, les dépenses de sécurité ont explosé. Pour la loi de finances 2022 par exemple, le budget défense et sécurité était fixé à 348,9 milliards de FCFA environ 603 millions USD, soit 10,8 % du budget total. Ce poste est désormais le troisième plus important après les secteurs sociaux et les infrastructures productives. Par rapport à l'année précédente, les crédits alloués à la défense ont augmenté de plus de 30 milliards de FCFA, reflet de l'engagement simultané de l'armée sur plusieurs fronts. Cette hausse tient notamment aux coûts de l'opération contre les sécessionnistes anglophones estimés à plus de 6 milliards FCFA par mois d'après le FMI en août 2018 et aux efforts permanents contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord. Cette montée en charge budgétaire a pour corollaire une dégradation des équilibres publics : le déficit budgétaire est resté élevé environ 3,3 % du PIB sur 2018–2020 et la dette publique a crû fortement. Entre 2007 et 2022, la dette publique est passée de 1 581 à 11 284 milliards FCFA de 14,7 % à 44,9 % du PIB. À court terme, l'État a donc dû recourir davantage à l'emprunt pour financer cette guerre onéreuse sur plusieurs fronts. D'autre part, l'impact économique de ces crises a affaibli les recettes fiscales et creusé les inégalités régionales. Les combats et les violences ont paralysé l'activité dans les zones anglophones et dans l'Extrême-Nord. Selon le patronat camerounais, les exportations de cacao et de café ont chuté d'environ 20 % à cause de l'insécurité dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. De nombreuses entreprises comme la Cameroon Development Corporation (CDC) ont suspendu leurs activités, entraînant une hausse du chômage jusqu'à

+70 % dans le secteur agricole du Sud-Ouest. Ces régions anglophones, historiquement dynamiques, le Sud-Ouest seul contribue à près de 45 % des recettes en devises du pays, subissent donc un important manque à gagner. Dans l'Extrême-Nord, les attaques de Boko Haram ont aggravé la précarité dans la région la plus pauvre du pays. Crisis Group rappelle que « l'Extrême-Nord était déjà la région la plus pauvre du Cameroun » avant l'arrivée de Boko Haram, et que le conflit a encore creusé ce retard de développement. La part du PIB régional est passée de 7,3 % à 5 % sous l'effet de la guerre, soit une perte de revenus estimée à environ 4 300 milliards de FCFA cumulés depuis 2014. Pour l'État, cela signifie moins de ressources fiscales locales et plus de dépenses sociales. Au total, les crises sécuritaires ont donc creusé les déficits publics : l'accroissement des dépenses sécuritaires n'a pas été compensé par des recettes nouvelles suffisantes, ce qui fragilise la soutenabilité budgétaire à moyen terme. Enfin, l'étude souligne les réponses institutionnelles mises en œuvre pour tenter de stabiliser la situation. Outre l'augmentation du budget de la défense, le gouvernement a créé en 2023 un fonds spécial de reconstruction pour financer la reconstruction des zones affectées par les conflits. Une première dotation de 15 milliards FCFA a été inscrite au budget 2023 pour les travaux de reconstruction initiale dans l'Extrême-Nord et les régions anglophones. Ce mécanisme inédit statut de zones économiquement sinistrées vise à mobiliser dons, prêts et partenariats publics-privés pour un plan global estimé à 1 000 milliards FCFA à terme. Ces initiatives illustrent la prise de conscience étatique des impacts budgétaires des crises et montrent la nécessité de dispositifs budgétaires dédiés pour préserver la stabilité financière en cas de choc sécuritaire. Ce travail apporte un éclairage nouveau sur un sujet peu exploré : l'interaction entre insécurité persistante et finances publiques au Cameroun. Il se distingue par une approche comparative et longitudinale, reliant deux conflits distincts sur une période de plus de dix ans, et en mobilisant des données économiques récentes jusqu'en 2024. Contrairement aux études antérieures qui analysaient séparément la dimension sécuritaire ou budgétaire, notre recherche croise ces deux champs disciplinaires. Elle intègre des sources diversifiées (rapports institutionnels, données budgétaires officielles, analyses de terrain) pour quantifier l'effet conjugué des crises sur la stabilité budgétaire. Elle est également originale par son focus sur les réponses institutionnelles telles que le fonds spécial de reconstruction en corrélation avec les dépenses de défense. Enfin, cette étude approfondit les connaissances sur l'impact des conflits intérieurs sur l'économie nationale, en faisant le lien entre investissements publics, gouvernance fiscale et tensions sociales. De par son approche interdisciplinaire, elle constitue ainsi une contribution significative à la littérature sur la fragilité fiscale en contexte de sécurité instable. Plusieurs limites doivent être signalées. D'abord, la disponibilité et la granularité des données sont

restrictives : les statistiques budgétaires officielles manquent parfois de ventilation sectorielle détaillée par exemple, il est difficile d'isoler dans les comptes publics la part exact des dépenses liées aux opérations militaires versus les dépenses de développement dans les régions concernées. De même, les informations économiques régionales sont lacunaires ou peu actualisées, ce qui oblige à s'appuyer sur des estimations d'organisations internationales. Ensuite, la période 2013–2024 englobe d'autres chocs notamment la chute des prix du pétrole en 2015-2016, pandémie de Covid-19, la crise énergétique mondiale qui ont également pesé sur les finances publiques. Il est donc complexe d'attribuer précisément l'ampleur des déséquilibres budgétaires uniquement aux crises sécuritaires sans interactions extérieures. En outre, notre étude adopte une perspective macroéconomique et budgétaire : elle ne rend pas pleinement compte des coûts indirects sociaux ou psychologiques des conflits notamment les traumatismes, la perte de capital humain, la fuite des investisseurs. Enfin, certaines analyses reposent sur des rapports qualitatifs qui peuvent comporter des biais ou des imprécisions. Ces limites suggèrent une certaine prudence quant à l'estimation des effets chiffrés : il conviendra de compléter ce travail par des études de terrain ou des modélisations spécifiques pour affiner ces résultats.

ANNEXES

Annexe 1 : Évolution des indicateurs macro-économiques clés

	Historiques			Estimations	Projections		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Secteur réel							
PIB à prix courant (en milliards de FCFA)	24 950	27 662	29 891	31 917	33 973	36 277	38 907
PIB pétrolier	887	1 698	1 184	1 162	1 031	910	835
PIB non pétrolier	24 064	25 964	28 708	30 755	32 943	35 367	38 072
PIB à prix constant (en croissance)	3,3	3,7	3,2	3,8	4,1	4,3	4,7
PIB pétrolier	-2,0	-1,6	-2,1	-2,6	-1,0	-8,4	-6,0
PIB non pétrolier	3,5	3,9	3,6	4,1	4,3	4,6	4,9
Prix							
Déflateur du PIB	2,9	6,9	4,7	2,8	2,2	2,4	2,4
Déflateur du PIB pétrolier	89,7	94,6	-28,8	0,9	-10,4	-3,6	-2,4
Déflateur du PIB non pétrolier	1,2	3,9	6,7	2,9	2,7	2,6	2,6
Prix à la consommation	2,5	6,3	7,4	5,0	4,0	3,5	3,0
Prix des exportations	11,4	26,1	-7,0	7,5	-3,9	-4,0	-1,9
<i>dont prix du pétrole camerounais</i>	<i>65,8</i>	<i>39,2</i>	<i>-16,4</i>	<i>0,9</i>	<i>-10,4</i>	<i>-3,6</i>	<i>-2,4</i>
Prix des importations	3,0	14,3	-0,5	-0,5	-2,0	-1,7	-1,3
Termes de l'échange	8,3	11,7	-6,5	8,0	-1,9	-2,3	-0,6
Répartition sectorielle	En pourcentage du PIB						
Secteur Primaire	17,0	16,5	17,3	17,2	17,3	16,8	16,5
Secteur Secondaire	24,5	27,1	25,5	25,2	24,5	23,9	23,5
<i>dont pétrole</i>	<i>3,6</i>	<i>6,1</i>	<i>4,0</i>	<i>3,6</i>	<i>3,0</i>	<i>2,5</i>	<i>2,1</i>
Secteur Tertiaire	50,9	49,4	50,2	50,8	51,5	52,8	53,8
Impôts et taxes moins subventions	7,6	6,9	7,0	6,8	6,6	6,4	6,2
Les composantes de la demande							
Consommation	85,6	83,5	84,5	82,1	79,7	80,0	80,7
Privée	73,5	73,0	73,9	71,4	69,4	69,9	71,0
Publique	12,0	10,5	10,6	10,7	10,4	10,1	9,7
FBCF	18,2	18,8	19,1	20,3	20,3	20,1	19,3
Privée	14,1	15,0	16,0	16,1	15,6	15,4	14,8
Publique	4,1	3,9	3,1	4,2	4,7	4,7	4,5
Exportations B&S	16,5	19,3	16,6	16,1	17,1	15,7	14,6
Importations B&S	20,2	22,0	20,6	18,5	17,1	15,8	14,6
Secteur public							
Recettes totales et Dons	14,5	16,3	16,7	16,3	16,3	16,2	16,2
Recettes totales (hors Dons)	14,0	16,2	14,3	14,1	14,0	13,0	16,6
<i>pétrolières</i>	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>3,1</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,9</i>
non pétrolières (Pression fiscale)	11,8	12,1	13,1	13,3	13,7	14,1	14,4
<i>non pétrolières (en % PIB non pétrolier)</i>	<i>12,3</i>	<i>12,9</i>	<i>13,6</i>	<i>13,8</i>	<i>14,1</i>	<i>14,5</i>	<i>14,7</i>
Dépenses	17,0	17,1	17,1	16,0	16,4	16,0	20,4
<i>courantes</i>	<i>12,4</i>	<i>12,5</i>	<i>13,3</i>	<i>11,9</i>	<i>11,5</i>	<i>11,2</i>	<i>13,2</i>
<i>en capital</i>	<i>4,6</i>	<i>4,6</i>	<i>3,7</i>	<i>4,0</i>	<i>4,9</i>	<i>4,8</i>	<i>7,3</i>
Solde budgétaire global (base ordonnancements)							
Dons compris	-2,8	-1,1	-0,6	0,0	-0,3	0,0	0,5
Hors dons	-3,2	-1,5	-1,0	-0,3	-0,6	-0,2	0,3
Solde global, base caisse	-2,2	-1,1	-0,6	0,0	-0,3	0,0	0,5
Solde budgétaire de référence (CEMAC)	-2,9	-3,0	-1,6	-0,2	-0,1	0,3	0,7
Solde budgétaire primaire non pétrolier	-3,8	-3,9	-2,5	-1,4	-1,3	-0,5	0,2
Secteur extérieur							
Solde compte courant	-4,0	-3,4	-4,1	-3,0	-2,8	-2,9	-2,5
Solde compte courant hors transfert publics	-4,2	-3,7	-4,4	-3,2	-3,0	-3,1	-2,7
Solde global	-0,6	1,8	-1,1	-0,1	-0,1	0,0	0,2
Situation monétaire (croissance nominale)							
Masse monétaire (M2)	17,1	12,0	3,2	8,7	9,0	8,7	8,7
Avoirs extérieurs nets	11,4	18,5	-18,1	1,8	1,3	-1,2	-0,5
Crédit à l'économie	12,7	13,8	16,5	14,6	7,8	9,7	9,8

Source : MINFI

Annexe 2 : Ventilation sectorielle du PIB

	2021	2022	2023	2024*
Secteur primaire	3,7	3,4	2,2	3,3
Agriculture	3,3	2,2	1,1	2,6
Agriculture des produits vivriers	4,0	0,9	1,1	2,3
Agriculture industrielle et d'exportation	1,8	3,9	1,1	3,3
Elevage, chasse	2,5	4,2	4,5	4,4
Sylviculture et exploitation forestière	2,5	5,2	3,7	4,3
Pêche et pisciculture	2,2	5,4	1,6	4,1
Secteur secondaire	4,0	3,3	2,3	3,3
Industries extractives	-3,0	-1,3	-1,9	-2,4
Dont : Hydrocarbures	-2,0	-1,6	-2,1	-2,6
Industries agro-alimentaires	9,5	4,1	3,9	4,3
Autres industries manufacturières	3,2	4,4	2,5	3,7
Production et distribution d'électricité	-0,3	2,8	5,2	4,6
Production et distribution d'eau et assainissement	0,1	2,7	2,6	3,8
BTP	2,7	4,2	4,1	5,0
Secteur tertiaire	3,0	3,9	3,9	4,5
Commerce et réparation de véhicules	2,9	2,4	2,9	3,5
Restaurants et hôtels	9,7	4,1	4,8	4,9
Transports, entrepôts, communications	1,6	5,7	4,2	4,5
Informations et télécommunications	2,6	7,1	9,8	8,2
Activités financières et d'assurance	9,2	6,4	8,3	8,5
Administration publique, sécurité sociale	2,2	4,4	3,1	5,9
Education	3,1	2,7	3,2	4,0
Santé et action sociale	4,6	0,8	3,1	3,6
Autres services	0,4	2,9	3,0	3,2
PIB aux coûts des facteurs	3,2	3,7	3,1	3,9
Impôts et taxes moins subventions (en % PIB)	4,6	4,4	4,7	2,5
<i>PM : impôts et taxes (en % PIB CF)</i>	8,2	7,4	7,5	7,3
PIB	3,3	3,7	3,2	3,8
PIB pétrolier	-2,0	-1,6	-2,1	-2,6
PIB non pétrolier	3,5	3,9	3,6	4,1

Source : MINFI, 2024

Annexe 3 : Ratio dette

Indicateur	Formule	Interprétation
Ratio dette/ exportations	Représente le rapport de l'encours total de la dette en fin d'année aux exportations de biens et services de l'économie pour l'année en question.	Une augmentation du ratio dette/exportations au fil du temps, pour un taux d'intérêt donné, implique que la dette totale s'accroît plus rapidement que la source essentielle de revenu extérieur de l'économie, signe que le pays pourrait avoir des difficultés à s'acquitter de ses obligations futures au titre de la dette.
Ratio dette/PIB	C'est le rapport de l'encours total de la dette extérieure en fin d'année au PIB annuel pour l'année en question.	
Ratio dette/ recettes budgétaires	C'est le rapport de l'encours total de la dette extérieure en fin d'année aux recettes budgétaires annuelles.	Ce ratio peut servir à déterminer la viabilité de la dette des pays à économie relativement ouverte dont la dette extérieure pèse lourdement sur leur budget.
Ratio service de la dette/ exportations	C'est le rapport des paiements au titre du service de la dette extérieure (principal et intérêts) aux exportations de biens et services pour toute année donnée.	Il indique la proportion des recettes d'exportation du pays qui sera absorbée par le service de sa dette et montre ainsi à quel point le paiement des obligations au titre du service de la dette arrivant à échéance dans une année donnée est sensible à une baisse inattendue des recettes d'exportation.
Ratio service de la dette/recettes (publiques)	Il sert à évaluer la charge du service de la dette extérieure par rapport aux recettes publiques. Il indique à quel point le service de la dette pèse sur l'utilisation par les pays débiteurs de leurs ressources financières.	

Source : Banque mondiale, FMI, 2018

Annexe 4 : Indicateurs de surveillance multilatérale

Blocs	Indicateurs	Normes	2020	2021	2022
1- Croissance	1. Taux de croissance du PIB réel	$\geq 7 \%$	0,3	3,6	4,0
	2. Taux d'investissement (% PIB)	$\geq 20 \%$	17,7	18,8	18,8
2- Monnaie et prix	1. Taux de couverture extérieure de la monnaie de la CEMAC (avoirs extérieurs /engagements à vue de la BEAC)	$\geq 20 \%$	65,7	64%	73,1
	2. Taux d'inflation	$\leq 3 \%$	2,5	2,3	6,3
3- Finances publiques	1. Solde budgétaire primaire hors recettes pétrolières (% PIB hors pétrole)	/	-4,2	-3,5	-4,3
	2. Taux de pression fiscale hors recettes pétrolières (recettes hors pétrole/PIB non pétrolier)	$\geq 17 \%$	11,6	12,2	12,7
	3. Service de la dette/recettes fiscales	/	32,5	38,1	36,9
	4. Masse salariale/recettes fiscales	$\leq 35 \%$	41,1	37,8	34,7
	5. Dépenses de fonctionnement/recettes fiscales	/	96,9	100,1	101,7
	6. Part des investissements productifs dans les dépenses totales	/	32,3	27,1	27,1
4- Équilibre extérieur	1. Solde du compte courant hors dons (% PIB)	$\leq 5 \%$	-3,9	-4,3	-4,2
	2. Service de la dette extérieure (% des exportations)	/	10,2		15

Source : MINFI

Annexe 5 : changement induits par l'ordonnance N° 2022/001 du 02 Juin 2022 sur les grandes rubriques du budget

Conformément à l'ordonnance N°2021/001 du 02 juin 2022 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022, l'enveloppe globale des charges du budget général est passée de 5 599,7 milliards à 5 977,7 milliards, en hausse de 378,0 milliards.

Les ressources du budget général ont été revues à la hausse de 378 milliards (+ 6,8%) par rapport au niveau initial de 5 599,7 milliards en loi de finances, résultant d'une :

- augmentation de 244,0 milliards des recettes pétrolières (806 milliards contre de 562 milliards dans le budget initial sous l'hypothèse de la hausse du prix mondial du baril de pétrole brut) ;
- hausse de 10 milliards (+4,6%) des recettes non fiscales (pour tenir compte des recettes issues de la vente des tests Covid-19 et de la mobilisation des recettes consulaires) ;
- baisse de 40 milliards des recettes douanières liée à l'impact de la crise et des APE sur le commerce extérieur.

Les autres composantes à savoir les impôts et taxes (2 184,8 milliards) ; les dons (142,3 milliards) restent inchangés.

Le changement au niveau des dépenses se présente comme suit par grandes masses :

- **Dépenses de personnel : 1 174,3 milliards** contre 1 124,8 milliards dans la loi de finances initiale ; soit une augmentation de 49,5 milliards (4,4%) liée essentiellement à la prise en compte des effets financiers des engagements du Gouvernement pour répondre aux problèmes des enseignants du secondaire et anticiper des revendications du personnel de la santé ;
- **Dépenses de biens et services : 810,9 milliards** contre 867,4 milliards en LFI, soit une réduction de 56,5 milliards (-6,5%) ; en effet, une économie budgétaire de 73,5 milliards a été opérée sur ce poste de dépenses à partir d'une part, des blocages de précaution (-63,5 milliards) et d'autre part, de l'ajustement de la provision pour import-substitution de 50 à 40 milliards (-10 milliards). Une partie de l'économie budgétaire ainsi réalisée a permis de doubler la provision dédiée au soutien des prix des produits de première nécessité de 15 à 30 milliards et de renforcer la provision de report de 2 milliards ;
- **Transferts et subventions : 1 013,2 milliards** contre 653,2 milliards dans le budget initial, soit une augmentation de 360 milliards (+55,1%). Cette augmentation provient de la prise en compte du complément des manques à gagner des marketeurs évalués à 480 milliards contre une inscription budgétaire initiale de 120 milliards en loi de finances, compte tenu de la flambée du prix du pétrole et de la volonté du Gouvernement de maintenir les prix des hydrocarbures stables à la pompe ;
- **Dépenses d'investissement sur ressources propres (y compris les dépenses de réhabilitation et de restructuration) : 639,2 milliards** contre 699,2 milliards dans le budget initial 2022 ; soit une diminution de 60 milliards (-8,6%) compte tenu de la contrainte budgétaire.
- **Dépenses d'investissement sur financement extérieur : 779,8 milliards** comme dans le budget initial 2022.
- **Intérêt de la dette : 239,6 milliards** comme en loi de finances initiale 2022.

Le budget des CAS est évalué dans le présent projet d'ordonnance à **102,7 milliards** contre 152,7 milliards en loi de finances initiale, soit une baisse en valeur absolue de **50 milliards** provenant de la réduction de moitié des dépenses du CAS Covid-19. Cette réduction s'explique par la restriction de la stratégie de lutte contre la Covid-19 sur la vaccination et la prise en compte de la mesure de paiement par les usagers des tests de dépistage, dans un contexte de relative maîtrise de cette pandémie.

Le déficit budgétaire qui résulte de la révision des recettes et des dépenses de l'Etat en 2022 se chiffre à **547,8 milliards** contre **518,8 milliards** en loi de finance initiale ; soit une augmentation du déficit de **29 milliards**.

Source : MINFI

Annexe 6 : Attestation de Recherche du département d'histoire

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIALS SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, **Pr. EBALE Raymond Anselme**, chef de Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I (FALSH), certifie que l'étudiant **MAHOP Jean Claude Benjamin**, matricule **20G148** est admis en Master 2 depuis Novembre 2024, au Département d'Histoire, spécialité : **Histoire des Relations Internationales**. Il poursuit actuellement sous la direction du Dr. APISAY Eveline AYAFOR (*Chargée de Cours*), une recherche universitaire portant sur le thème : « **Crises sécuritaires et répercussions durables sur les budgets publics et militaires au Cameroun : de l'insurrection de l'UPC à la crise du NOSO (1960-2020)** ».

Nous le recommandons aux responsables des Administrations, Centres de documentation, archives et toutes institutions de recherches nationales ou internationales et tout autre support de diffusion de l'information relatif à son thème de recherche en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le *26/11/2024*



Le chef de Département

Raymond A. EBALE
Professeur Titulaire des Universités

Annexe 7 : Autorisation de recherche du MINAT

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Pais-Travail-Patrie

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE

CELLULE DE COORDINATION

007074
N° /L/MINAT/SG/DOT/CC/GBM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

SECRETARIAT-GENERAL

DEPARTMENT OF TERRITORIAL ORGANIZATION

COORDINATION UNIT

Yaoundé le 22 AOÛT 2025

**Le Ministre de l'Administration
Territoriale**

A

Monsieur MAHOP Jean

Claude Benjamin

Tel : 697419415

-YAOUNDE-

Réf : V/L du 04 mars 2025

Objet : autorisation de recherche

Monsieur,

Faisant suite à votre correspondance citée en référence, relative à l'objet susvisé,

J'ai l'honneur de marquer mon accord, en vue de recherches au sein des services centraux du Ministère de l'Administration Territoriale.

Aussi, je vous invite à bien vouloir vous rapprocher de la Direction des Affaires Politiques et de la Direction de l'Organisation du Territoire, aux fins conséquentes.

Veuillez croire, **Monsieur**, en l'assurance de ma considération distinguée. /-



ATANGA NJI Paul

Annexe 8 : Autorisation de recherche du Ministère des Finances (1)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN <i>Paix - Travail - Patrie</i> MINISTÈRE DES FINANCES SECRETARIAT GÉNÉRAL DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES SOUS-DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA PROSPECTIVE BUREAU DES ÉTUDES N° 000654 Yaoundé, le 30 DEC 2024		REPUBLIC OF CAMEROON <i>Peace - Work - Fatherland</i> MINISTRY OF FINANCE GENERAL SECRETARIAT DIRECTORATE OF HUMAN RESOURCES SUB-DIRECTORATE FOR HUMAN RESOURCES IMPROVEMENT STUDIES AND PROSPECTIVE SERVICE STUDIES OFFICE Yaoundé, le 30 DEC 2024
--	---	--

Le Ministre des Finances

A

Monsieur Le Directeur Général
Du Budget

- YAOUNDE -

OBJET : Demande de stage pour collecte de données
pour une thèse de Doctorat.

J'ai l'honneur de mettre à votre disposition **Monsieur MAHOP Jean Claude Benjamin**, Doctorant en Histoire, spécialité Histoire des Relations Internationales à l'Université de Yaoundé I, pour une période de deux (02) mois allant du 15 janvier au 17 mars 2025. L'intéressé souhaite avoir accès aux archives pour finaliser ses travaux de thèse dont le thème est : « Crises sécuritaires et répercussions durables sur les budgets publics et militaires au Cameroun : de la résurrection de l'UPC à la crise du NOSO (1960-2020) ».

Vous voudrez bien encadrer l'intéressé et me faire part des difficultés éventuelles qui pourraient surgir au cours de ladite période.

En outre, le requérant est tenu de déposer une copie du rapport de fin d'exploitation de ces archives à la Sous-Direction du Développement des Ressources Humaines, bâtiment « A », porte 134.

Pour le Ministre des Finances
par Délégation
Le Secrétaire Général



EDDA Gilbert Didier

Annexe 9 : Autorisation du Ministère des Finances (2)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN <i>Yaoundé - Paris</i> MINISTÈRE DES FINANCES SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES SERVICE DE LA FORMATION BUREAU DU SUIVI ET ÉVALUATION		REPUBLIC OF CAMEROON <i>Yaoundé - Paris</i> MINISTRY OF FINANCE GENERAL SECRETARIAT DIRECTORATE GENERAL OF BUDGET SUB-DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS TRAINING SERVICE MONITORING AND EVALUATION OFFICE
--	---	--

0001442
 N°25/ /MINFI/SG/DGB/SDAG/SF/BSE

Yaoundé, le 20 MARS 2025

AUTORISATION DE RECHERCHE

Le Directeur Général du Budget, autorise **Monsieur MAHOP Jean Claude Benjamin**, Doctorant en Histoire, spécialité Histoire des Relations Internationales à l'Université de Yaoundé I, à effectuer des recherches à la Direction Générale du Budget (**Division de la Préparation du Budget**), sur le thème : « **Crises sécuritaires et répercussions durables sur les budgets publics et militaires au Cameroun : de l'insurrection de l'UPC à la crise du NOSO (1960-2020)** » du 24 mars au 23 mai 2025.

L'intéressé s'engage à effectuer lesdites recherches à des fins strictement pédagogiques, tout en garantissant la confidentialité des informations ainsi recueillies. Toute violation de la confidentialité desdites informations l'exposera à des sanctions judiciaires.

En foi de quoi la présente autorisation de recherche lui est établie et délivrée pour valoir ce que de droit. /-

Ampliations :

- MINFI/SG/DRH
- MNIFI/DGB/SDAG
- DGB/DPB
- INTERESSE/CHRONO



Le Directeur Général du Budget
par intérim


 Mbien Armand

Annexe 10 : Autorisation de recherche du Ministère de la Défense

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie ----- PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ----- MINISTERE DE LA DEFENSE -----		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ----- PRESIDENCY OF THE REPUBLIC ----- MINISTRY OF DEFENCE -----
Yaoundé, le	03 MARS 2025	N° 001633 /LE/MINDEF/01

Le Ministre Délégué à la Présidence Charge de la Défense
The Minister Delegate at the Presidency in Charge of Defence

A

Monsieur **MAHOP Jean Claude Benjamin**,
 Etudiant à l'Université de Yaoundé I
 Email : mahopjean79@gmail.com
 Tel : 697419415 / 654263752
 -Yaoundé-

Référence : V/L en date du 06 décembre 2024

Objet : Autorisation de recherches académiques

Monsieur,

Faisant suite à votre correspondance susvisée en référence et dont l'objet est repris en marge,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que vous êtes autorisé à effectuer au Ministère de la Défense, pour la période allant du 07 avril au 24 juin 2025, vos travaux de recherches dont le thème porte sur : « crises sécuritaires et répercussions durables sur les budgets publics et militaires au Cameroun ».

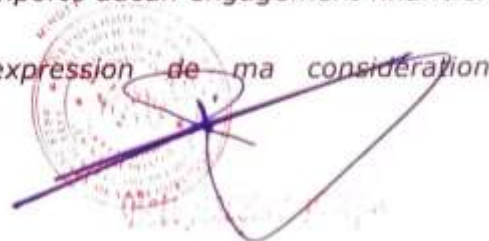
Vous voudrez bien prendre attache avec le Sous-Chef Etudes Générales et Relations Internationales de l'Etat-Major des Armées (EMA/EGRI) déjà instruit par mes soins à cet effet.

Vous serez astreint à l'obligation de réserve par rapport à tout document ou information sensible dont vous pourriez avoir connaissance au cours de vos recherches.

Par ailleurs, cette autorisation n'emporte aucun engagement financier de la part du Ministère de la Défense.

Veillez agréer, **Monsieur**, l'expression de ma considération distinguée./-

Copies à : - CEMA
 - DRH
 - ARCHIVES/CHRONO



SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHES

1. Source Orales

N°	Nom(s) et Prénom (s)	Age	Fonction/Statut	Lieu	Date(s)
01	Anonyme ⁶⁶⁶	-	Cadre/ MINFI	MINFI	Avril 2025
02	Anonyme	-	Cadre/ MINFI	MINFI	Avril 2025
03	Anonyme	-	Officier	Base 101	18-19 Mai 2025
04	Anonyme	-	Officier	Base 101	17-18 Mai 2025
05	Anonyme	-	Officier	MINDEF	Avril 2025
06	Anonyme	-	Officier	MINDEF	Avril 2025
07	Abessolo petit Raoul	48	Chargé d'études assistant/ MINFI/ DP	MINFI	Mars 2025
08	Bakwo Fils Briand	-	Colonel	MINDEF	Juin 2025
09	Chanceline	37	Cadre/ MINAT	MINAT	Mars 2025
10	Epane Mbella junior	-	Colonel	MINDEF	Avril-juin 2025
11	Issandra Salomon	52	Cadre/ MINAT	MINAT	Mars, Juin 2025
12	Mamadou	45	Cadre/ MINAT/ DAP	MINAT	Juin 2025
13	Mbabi Flavien	-	Analyste politique	Échange numériques	Mars 2025
14	Mbiena Armand	-	Directeur Général du Budget par intérim	MINFI	Mars-Mai 2025

⁶⁶⁶⁶ L'anonymat de certains enquêtés a été garanti conformément à l'éthique de la recherche en sciences sociales. Compte tenu du caractère sensible des informations liées à la défense nationale et à la gestion budgétaire en période de crise, cette mesure nous a permis d'obtenir une parole libre et authentique de la part d'acteurs de terrain qui sont tenus par une obligation de réserve.

15	Mfenjo Isofa	-	Économiste	Université de Yaoundé II/ SOA et échanges numériques	Janvier-Février-Mai 2025
16	Ndzie Ntsama	-	Cadre/ MINAT	MINAT	Mars 2025
17	Ntuda Ebobe Josèphe Vincent	63	Professeur titulaire des universités	Université de Yaoundé II/ SOA/ CREPS	Janvier-Mars 2025
18	Olomo Engelbert	-	Cadre/ MINEPAT/ DAPE	MINEPAT	Février 2025
19	Wakam Ignace	-	Chargé d'études assistant/ MINFI/ DP	MINFI	Mars-Mai 2025

2. Textse officiels

- Circulaire n°001/CAB/PR du 30 juillet 2013, relative à la préparation du budget de l'État pour l'exercice 2014.
- Loi N°2020/008 du 3 juillet 2020 portant ratification de l'ordonnance N°2020/001 du 3 juin 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020.
- Loi N°2021/010 du 8 juillet 2021 portant ratification de l'ordonnance N°2021/001 du 30 juin 2021 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021.
- Loi N°2022/012 du 15 juillet 2022 portant ratification de l'ordonnance N°2022/001 du 10 août 2022 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022.
- Loi N°2023/011 du 20 juillet 2023 portant ratification de l'ordonnance N°2023/001 du 15 juin 2023 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N°2022/020 du 27 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023.

- Loi N°2024/010 du 24 juillet 2024 portant ratification de l'ordonnance n° 2024/001 du 20 juin 2024 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances du Cameroun pour l'exercice 2024.
- République du Cameroun, Décret N°2021/719/PM du 3 décembre 2021 relatif à la suspension de certaines obligations fiscales dans les régions en crise.
- République du Cameroun, « Loi n° 2013/017 du 16 décembre 2013 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2014 », 2013.
- République du Cameroun, « Loi N°2014/026 du 23 décembre 2014 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2015 », 2014.
- République du Cameroun, « Loi N°2015/019 du 21 décembre 2015 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2016 », 2015.
- République du Cameroun, « Loi N°2016/018 du 14 décembre 2016 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2017 », 2016.
- République du Cameroun, « Loi N°2017/021 du 20 décembre 2017 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2018 », 2017.
- République du Cameroun, « Loi N°2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019 », 2018.
- République du Cameroun, « Loi N°2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 », 2019.
- République du Cameroun, « Loi N°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 », 2020.
- République du Cameroun, « Loi N°2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 », 2021.
- République du Cameroun, « Loi N°2022/020 du 17 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 », 2022.
- République du Cameroun, « Loi N°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 », 2023.

3. Rapports

- Banque mondiale (BM), La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social, Washington DC, Groupe de la Banque mondiale, janvier 2021.

- Commission Economique pour l'Afrique, La politique budgétaire au service du financement du développement durable, Addis-Abeba, Commission Economique Pour l'Afrique, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (2014). « La concurrence dans l'économie camerounaise ». UNCTAD/DITC/CLP/2013/1, 2019.
- DGEPIP, Mesures d'adaptation de l'économie camerounaise face aux chocs et aux mutations, ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, mars 2024.
- Direction Générale du Budget, Rapport d'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2022, Yaoundé, Minfi, 08 août 2023.
- Fonds monétaire international (FMI), Cameroun : Quatrièmes revues de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit et de l'accord au titre du Mécanisme élargi de crédit, et demandes de dérogation pour l'applicabilité de critères de réalisation et de modification de critères de réalisation Communiqué de presse, rapport des services du FMI, déclaration de l'administrateur pour le Cameroun, Washington, FMI, juillet 2025.
- Fonds monétaires international (FMI), Consultations de 2015 au titre de l'article iv communiqué de presse ; Rapport des services du Fmi et déclaration de l'administrateur pour le Cameroun, rapport du Fmi n°15/331, fonds monétaires international, FMI, mars 2016.
- Hebga O., « Rapport sur la situation économique du Cameroun : exploiter les forêts et les richesses naturelles pour une croissance durable », communiqué de presse n°2026/005/AFW, Yaoundé, groupe de la banque mondiale, B.M., 15 juillet 2025.
- International crisis group, A second look at Cameroon's anglophone special status, crisis group briefing n°188, Nairobi, New York, Brussels, 31 mars 2023.
- International Crisis Group (ICG), Cameroun : Face à Boko Haram, Rapport N°214, 16 novembre 2016.
- Kakdeu L. M., Kouam J.C., Moudio M. J., D'Pola K.U., & Egoh M. A., Rapport sur le Budget 2020 Au Cameroun, Projet DBI, Nkafu Policy Institute, Denis & Lenora Foretia Foundation, 2020.
- Kouam J.C., Kouam T.H., Bin Meh J., Noussi M., Rapport sur le budget 2021 de l'état du Cameroun : une analyse de la soutenabilité de la dette publique, Yaoundé, Nkafu Policy Institute, Denis & Lenora Foretia Foundation, 2021.

- Kouam J.C., Kouam T.H., Bin Meh J., Noussi M., Rapport sur le Budget 2022 au Cameroun, Yaoundé, Projet DBI, Nkafu Policy Institute, Denis & Lenora Foretia Foundation, 2022.
- Ministère de l'économie, de la planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT), et PNUD, Rapport final de l'étude sur l'évolution du financement du développement au Cameroun, Yaoundé, MINEPAT, PNUD, juin 2019.
- Ministère des Finances (MINFI), Annexe lois de finances 2025 : rapport sur la situation et les perspectives économiques virus social et financière de la nation exercices 2024, Yaounde, Minfi, DGB, novembre 2024.
- Ministère des Finances (MINFI), Rapport sur la situation et les perspectives économiques, social et financière de la nation (RASIPÉFIN) exercice 2024, annexe des lois de finances 2025, Yaoundé, Minfi, novembre 2024.
- République du Cameroun, Service du premier ministre, *Plan global de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du sud-Ouest*, Yaoundé, République du Cameroun, 2020.
- Roth K., Cameroun: Événements de 2021, Rapport Mondial 2022, Human Rights Watch, 7 Janvier 2022.
- Tchatat G., Cameroun : Contribution à la préparation du rapport national pour la formulation du livre Blanc régional sur l'accès universel au service énergétique intégrant le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, rapport final, PNUD, 2014, pp. 12-70.
- World Bank, La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social, Washington, DC : World Bank Group, 2021.

4. Ouvrages

- Berthelemy J.C., Guillaumont S., *Instabilité politique : conflits et croissance en Afrique*, Revue d'économie du développement, 2004.
- Buzan B., Wæver O., Wilde J., *Security: A New Framework for Analysis*, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1998.
- Collier P., *The Bottom Billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*, New York, Oxford university press, 2007.

- El Maslouhi A., Reifeld H., *Gouvernance sécuritaire et État de droit au Maroc : de la constitutionnalisation à la mise en œuvre*, Maroc, Konrad Adenauer stiftung, 2013.
- Foko N.B., Ndém F., Tchakoté R., *Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun : une approche micro multidimensionnelle*, Addis ababa, Ethiopia, IDRC/CRDI, mai 2006.
- Fomunyan E., Ayuk E., *Anglophone Crisis in Cameroon: The Fallout of Unaddressed Grievances*, African Studies Quarterly, 2019.
- Konings P., Nyamnjoh F., *Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition in Cameroon*, Brill, 2003.
- Mahamat A, Hamadou A., *Les effets socioéconomiques de l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- Mouelle Kombi N., *La politique étrangère du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Ntuda Ebobe J.V., et al, *Le conflit Boko Haram au Cameroun : pourquoi la paix traîne-t-elle ? nouvelles approches de sécurité collective*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017.
- Pérouse de Montclos, *Boko Haram: Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria*, *West African Politics and Society Series*, Nigeria, Ibadan, African studies center, 2014.
- Wassouni F., Gwada A.A., *Boko Haram au Cameroun : dynamiques plurielles*, collection, histoire et sciences politiques, 2017.
- World Bank, *Cameroun revue des dépenses publiques : aligner les dépenses publiques aux objectifs de la vision 2025*, Washington DC, World Bank Group, 2020.
- Zeghni sylvain, J. E. Stiglitz, *Quand le Capitalisme perd la tête*, Editions Fayard, 2003.

5. Articles

- Afreximbank, « Cameroon country brief », Novembre 2019, pp. 1-56.
- Banque Mondiale, « Cameroun vue d'ensemble », groupe de la banque mondiale, décembre 2024, p.12.
- Biyidi F., « La question de la crise anglophone au Cameroun avant l'élection présidentielle », Yaoundé, Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC), mai 2025, pp. 10-18.
- Desmarais Tremblay M., « Musgrave and the idea of community », first draft, March 2017, pp. 1-23.

- Direction Générale du Budget (DGB), « Préservation du patrimoine matériel et financier de l'État : du sang neuf au sein de la DNCM », MINFI-DGB, août 2025.
- Craig J., « Briefing: Cameroon's intensifying conflict and what it means for civilians », *the new humanitarian*, 6 mars 2020, pp. 13-28.
- Craig J., « Violence in Cameroon's anglophone crisis takes high civilians' toll », *Al Jazeera*, 1^{er} Avril 2021, pp. 8-16.
- Dze-Ngwa W., «The Anglophone Problem in Cameroon: The State of the Debate», University of Yaoundé I, 2018, pp. 8-15.
- Dze-Ngwa W., « The Anglophone Problem in Cameroon: A Historical Perspective, 1916-1995 », MA Dissertation in History, University of Yaoundé I, 1997, pp. 15-20.
- Epame Mbella V., « Les défis sécuritaires des Etats riverains du Lac Tchad », article de réflexion personnelle, ESIG, Yaoundé, 22 novembre 2019, pp. 10-21.
- Estevão M., Adugna Abebe A., Vivek Arora B., Geremia, « Cameroon joint World Bank-imf debt sustainability analyses », IDA, International Monetary Fund, august 2021, pp. 9-11.
- Fombad C.M., « Researching Cameroonian law », New York, university school of law, February 2023, pp 34-68.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), situation des enfants au Cameroun, UNICEF Cameroun, Juin 2025, pp. 13-18.
- Galtung J., « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research*, vol. 6, n° 3, 1969, pp. 1-16.
- Gecam, « note d'analyse des principales innovations en matière de fiscalité pour l'exercice 2025 », legecam, 2025, pp. 5-20.
- International Monetary Fund, «Sub-Saharan Africa: Fiscal Costs of Conflicts», IMF, 2017, pp. 13-25.
- Keutcheu J., « La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun ». Politique et Sociétés, 2021, pp. 6-40.
- Mbom S., « Development Deficit Feeds Boko Haram in Northern Cameroon ». The New Humanitarian, September 6, 2017, p.12.
- Mombrial N., « les services du FMI et les autorités camerounaises ont conclu un accord au niveau des services pour la 3^e revue du programme appuyé pour la facilité élargie de

crédit du mécanisme élargie de crédit pour le Cameroun », Communiqué de presse n° PR23/24, fonds monétaires international, imf, 30 janvier 2023.

- Moussa B., « Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt », Notes de l'Ifri, Ifri, juin 2022, p.1-13.
- Musilac C., « l'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad », bassin du Lac Tchad et paris, juillet 2012, pp.8-10.
- Nchare T.M., « Le Social Democratic Front au Cameroun : entre socialisme d'opposition et socialisme démocratique ». In Socialismes en Afrique, edited by F. Blum, H. Kiriakou, M. Mourre, M.B. Basto, P. Guidi, C. Pauthier, O. Rillon, A. Roy, and E. Vezzadini, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021, pp. 148-210.
- Nikolovski T., Walther O., «Containing Ambazonian violence in Cameroon's English-speaking regions », University of Florida, May 2025, pp. 11-15.
- Ngenyam Bang H., Azibo Balgah R., « The ramification of Cameroon's Anglophone crisis: conceptual analysis of a looming: Complex Disaster Emergency », journal of international humanitarian action, 2022.
- Nguijoi G. C., Gabsa Nyogbet W., Obia Messembe S., « politique de sécurité et crise anglophone au Cameroun : politique, militarisation, et voies vers une paix et une stabilisation durable en Afrique », Revue de science politique et d'études de sécurité, vol. 6, n° 2, 2025, pp. 13-117.
- Pérouse de Montclos M.A., « Boko haram and politics: from insurgency to terrorism » in Boko haram: islamism, politics, security and the state in Nigeria, west African politics and society series, vol. 2, Africa studies centre, IFRA, 2016, pp. 12-38.
- Petrigh C., « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », Notes de l'Ifri, Ifri, octobre 2019, pp. 10-28.
- Saïbou I., « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004, p.15.
- Stiftung B., « BTI country report Cameroun », gustersloh, Bertelsmann stiftung, 2020, pp. 8-36.
- Swaen B., « cadre théorique d'un mémoire : contenu et exemple ». Scribbr, 2020, pp. 5-7.
- Tchinda Kenfo J., « le problème anglophone au Cameroun : la réponse se parle le processus participatif au développement territorial », note de recherche, institut de

recherche et d'enseignement sur la paix, Thinking Africa, NDR n°29, Juillet 2017, pp. 2-12.

- Tilouine J., « Cameroun : les comités de vigilance contre Boko Haram, de la défense à l'attaque », le monde, 22 juillet 2016, pp. 12-28.
- World Bank, « Africa Can Help Feed Africa: Removing Barriers to Regional Trade in Food Staples », Washington. D.C., 2012, pp.12-20.
- Zenn, Pearson, «Boko Haram beyond the Headlines», Combating Terrorism Center, 2014, pp. 8-24.

6. Thèses et Mémoires

- Djopguep V. J., « Les déplacés internes de la crise anglophone dans la ville de Douala : Regard sur une crise d'intégration sociale », Mémoire de master en sociologie, Université de Yaoundé I, 2022.
- Epane Mbella V., « La réponse des Etats de la ligne de front face au terrorisme dans le pourtour du lac Tchad », Mémoire de géopolitique, Yaoundé, ESIG, CREPS, 2020.
- Fotso P. I., « Les postures énonciatives du discours dans le traitement médiatique de la crise anglophone : analyse neo-structurale des quotidiens Cameroon tribune et la nouvelle expression », Thèse de doctorat, PhD, Université de Douala, 2025.
- Fadimatu S., « Anglophone crisis in Cameroon and the education of internally displaced Mbororo students in Yaoundé. Contribution to anthropology of development », Master's in anthropology, university of Yaoundé I, 2023.
- Mfomo J. T., « Enjeux et défis de la mutualisation des politiques de lutte contre le terrorisme international : cas de Boko Haram », Mémoire de géopolitique, ESIG, Yaoundé, 2014-2015.
- Mougang Akoa M. S., « Dynamiques de construction de la riposte des forces de défense camerounaises face à la menace asymétrique Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord : 2014-2024 », Mémoire de Master en histoire, Université de Yaoundé I, 2025.
- Riïhimãki E., « La crise anglophone au Cameroun : comment est-elle traitée dans les citations des articles, des journaux africains anglophones et francophones ? », Mémoire de Master en expertise de langue, Université de Turku, mars 2021.
- Tdjami A., « la coordination des forces dans la lutte contre le terrorisme transfrontalier de Boko Haram », Mémoire de fin de stage DEM, École de l'État major 2019.

6. Sources webographiques

- Aline, « mémoire : comment rédiger l'objectif de recherche dans un mémoire ? », proredaction, 31 juin 2025, pp.26-28, https://www.proredaction.com/-memoire/comment/rediger/l/objectifs/de/recherche/dans/un/memoire/?/*#, consulté 12 Aout 2025.
- Begealawuh C., « Cameroon celebrates national dialogue anniversary, but critics say out comes remain unmel », in analysis, CIPS, novembre 2024, <https://www.cips-cepi.ca/2024/11/11/cameroon-celebrates-national-dialogue-anniversary-but-critics-say-outcomes-remain>, consulté 03 mai 2025.
- Cazenave B., « réfugiés centrafricain au Cameroun : sur inventé pour survivre », UNHCR, 12 août 2015. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/stories/refugies-centrafricains-au-cameroun-se-reinventer-pour-survivre#>, Consulté le 12 juin 2025.
- Chem-Langhee P., « Boko Haram and other terrorist groups activitirs in lake chad bassin region suppressed in a joint forces opération », information & communication directorate, African Union, 08 August 2024, <https://au.int/en/pressreleases/20240808/boko-haram-and-other-terrorist-groups-activities-lake-chad-basin-region#>, consulté le 13 Decembre 2024..
- Direction générale du budget, « exécution budgétaire du Cameroun au premier trimestre 2018 », ministère des Finances du Cameroun, 30 décembre 2018, <https://www.dgb.cm/news/execution-budgetaire-du-cameroun-au-premier-trimestre-2018/>, consulté de 11 juin 2024.
- Direction Générale du Budget (DGB), « préservation du patrimoine matériel et financier de l'État : du sang neuf au sein de la DNCM », MINFI-DGB, <https://www.dgb.cm/preservation-du-patrimoine-materiel-et-financier-de-letat-du-sang-neuf-au-sein-de-la-dncm/>, consulté le 16 Novembre 2024.
- Direction Générale du Budget, « plein de réformes 2019-2021 valider par le comité de pilotage des finances publiques », MINFI-DGB, 13 décembre 2018, <https://www.dgb.cm/news/plan-de-reforme-2019-2021-valide-comite-pilotage-finances-publiques/>, consulté le 13 Aout 2025.
- Handy P.S., « en finir avec les demi-mesures dans la crise anglophone au Cameroun », ISS, 23 mars 2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/en-finir-avec-les-demi-mesures-dans-la-crise-anglophone-au-cameroun#>, consulté le 13 Aout 2025.
- International crisis group (ICG), « Cameroon: confronting Boko haram », in research and report, report n°214, Nairobi/Brussels, consulté le 16 November 2016,

<https://www.refworld.org/reference/countryrep/icg/2016/en/113296#>, consulté le 13 Décembre 2024.

- International Committee of the Red Cross, cours de guerre sur les conflits armés non internationaux, p. 2-10, [https:// www.icrc.fr/cours-guerre/](https://www.icrc.fr/cours-guerre/), 18 Décembre 2024.
- Investir au Cameroun, « en 2014 les assauts de Boko Haram ont fait perdre plus d'un milliard francs CFA de recettes douanières dans l'extrême nord du Cameroun », janvier 2015, <https://www.investiraucameroun.com/index.php/gestion-publique/2301-6020-en-2014-les-assauts-de-boko-haram-ont-fait-perdre-plus-d-un-milliard-fcfa-de-recettes-douanieres-dans-l-extreme-nord>, consulté 13 Décembre 2024.
- Kindzeka M.E., « Cameroon Says Conflict Destroying Anglophone Regions' Economies », voaneaws, 02 September 2020, https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-conflict-destroying-anglophone-regions-economies/, consulté 20 Janvier 2025.
- Loungou S., Meyé Ndong S., « Les régions anglophones du Cameroun, théâtre d'un conflit oublié », L'Espace Politique, 47-48 | 2022-2/3, mis en ligne le 16 décembre 2023, consulté le 20 juillet 2025. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/11591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique>, consulté 20 Juillet 2025.
- Ndoumbe N., « crise anglophone : 13 milliards pour le plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest », Actu-Cameroun, 20 juin 2018, <https://actucameroun.com/2018/06/20/crise-anglophone-13-milliards-pour-le-plan-d-assistance-humanitaire-d-urgence-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest>, consulté en Novembre 2024.
- Njamen kengdo A.A., « military spending public début économie growth in Cameroon », sustainable futures, 2023, <https://www.sciencedirect.com/journal/sustainable-futures>, consulté en Mai 2025.
- Nga M.A., « le Cameroun prévoit de dépenser 11 % de son budget pour assurer la sécurité du pays, en 2022 », agency ecofin, 11 janvier 2022, <https://www.agenceecofin.com/securite/1101-94266-le-cameroun-prevoit-de-depenser-11-de-son-budget-pour-assurer-la-securite-du-pays-en-2022>, consulté 20 Juin 2025.
- Nwaha A., « budget 2023 : un fond spécial pour reconstruire trois régions sinistrées », novembre 2022, <https://actucameroun.com/2022/11/25/budget-2023-un-fonds-special-pour-reconstruire-trois-regions>, consulté 1 Décembre 2024.

- OECD/ATAF/AUC, Revenue Statistics in Africa 2024, OECD Publishing, Paris. 2024, <https://oe.cd/revenue-statistics-in-africa-2024>, consulté en mai 2025.
- Searcy K., « toute politique est local : comprendre beaucoup haram », Otigins, current Events in historical perspective, avril 2016, <https://origins.osu.edu/article/all-politics-local-understanding-boko-haram>, consulté en Novembre 2024.
- Saïd B.E., « lutte contre Boko haram : la France se remet du matériel militaire au Cameroun », AA, 22 janvier 2016, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lutte-contre-boko-haram-la-france-remet-du-mat%C3%A9riel-militaire-au-cameroun>, consulté le 13 Décembre 2024.
- Shaban A.R.A., « Cameroon receives separatist leader, 46 others deported from Nigeria », Africa news, 13 august 2024, <https://www.africanews.com/2018/01/29/cameroon-receives-ambazonia-leader-46-others-deported-from>, consulté le 20 Juin 2025.
- Swaen B., cadre théorique d'un mémoire : contenu et exemple. Scribbr, 2020, pp. 5-7, <https://www.scribbr.fr/plan-m%C3%A9moire/cadre-theorique-dun-m%C3%A9moire/>, consulté en Février 2025.
- Thierry Balzacq, « La sécurité : définitions, secteurs et niveaux d'analyse », Fédéralisme Régionalisme, Volume 4, 2003-2004, Régions et sécurité, URL : <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=216>, consulté le 18 Décembre 2024.
- Wafa AMR., « IMF executive board concludes eighth reviews under cameroon's Extended crédit facility and extended fund facility arrangement and third review under résilience and sustainability facility arrangement », press release n°25/265, International Monétaire Fund, IMF, 24 July 2025, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/07/24/pr-25265-cameroon-imf-concludes-8th-rev-under-ecf-and-eff-and-3rd-rev-under-rsf>? Consulté le 13 Aout 2025.
- World Bank, « the world Bank in Cameroon », World Bank group, 2024, <https://www.worldbank.org/en/country/cameroon/overview#:~:text=industry,expected%20to%20gradually%20improve%2C%20provided>, consulté le 13 Aout 2024.
- Zinga, «Cameroun : l'escrimeur, théâtre de la résurgence des attaques de Boko Haram », Rfi, décembre 2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241221-cameroun-l-extr%C3%Aame-nord-th%C3%A9%C3%A2tre-de-la-r%C3%A9surgence-des-attaques-de-boko-haram?>, consulté en Décembre 2024.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	i
DEDICACE	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	v
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	vi
RESUME	vii
ABSTRACT.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. Présentation du sujet	2
2. Raisons du choix du Sujet	2
3. L'Intérêt du Sujet.....	4
4. Délimitation spatiale et temporelle du sujet	6
4.1. Délimitation Spatiale	6
4.2. Délimitation temporelle	8
5. Cadre conceptuel et théorique de l'étude	8
5.1. Cadre conceptuel	8
5.2. Cadres théoriques.....	13
6. Revue critique de la littérature.....	16
7. Problématique et Hypothèses de la recherche	19
7.1. Problématique.....	19
7.2. Hypothèses	20
8. Objectifs de la Recherche.....	21
8.1. Objectif général	21
8.2. Objectifs spécifiques.....	21
8.3. Méthodologie.....	22
8.3.1. Les sources	22
8.3.1.1. Sources écrites	22
8.3.1.2. Sources orales	23
8.3.1.3. Sources numériques et webographiques	23
8.3.2. Méthodologie.....	24
9. Difficultés rencontrées	25
10. Plan de travail	25

CHAPITRE I: FONDEMENTS HISTORIQUES ET DYNAMIQUES DES CRISES SECURITAIRES AU CAMEROUN	27
I. Contexte politique, socio-économique et sécuritaire du Cameroun	28
1. Contexte politiques et gouvernance en période de tensions	28
1.1. Réajustements institutionnels, discours politiques, état d'urgence, militarisation progressive.....	28
1.2. Contexte sécuritaire régional	29
1.2.1. Tensions aux frontières avec la RCA et dans le bassin du Lac Tchad.....	30
1.2.2. Relations diplomatiques et environnement sécuritaire extérieur	32
1.3. Effets sur le Cameroun	32
1.3.1. Effets sécuritaires directs.....	33
1.3.2. Déplacements de populations	34
1.3.3. Coopération militaire et réponses institutionnelles	35
2. Situations socio-économiques et vulnérabilités persistantes.....	36
2.1. Effets des crises sur la croissance, l'emploi et les infrastructures locales	36
2.2. Inégalités régionales accentuées par les conflits.....	37
II. Crise de Boko Haram et la menace dans le bassin du lac Tchad.....	37
1. Emergence et expansion du phénomène Boko Haram au Cameroun (dès 2014).....	38
1.1. Attaques, enlèvements, occupation de localités.....	38
1.2. Radicalisation et infiltration dans l'Extrême-Nord.....	39
2. Intensification des attaques, riposte et impacts humanitaire au Camerounais	41
2.1. Intensification des attaques et riposte camerounaise (2014-2024)	41
2.2. Impact humanitaire et premières réponses	42
III. Crise anglophone : Genèse, escalade et réponses sécuritaires	46
1. Emergence des revendications et radicalisation progressive 2016–2017	46
1.1. Mouvements corporatistes, réponse de l'État, rupture brutale	47
2. Militarisation du conflit et intervention de l'État (2017-2024).....	47
2.1. Militarisation et insurrection séparatiste.....	47
2.2. Réponses de l'État et initiatives de dialogue	48
2.2.1. Répression, déploiement militaire et restrictions	48
2.2.2. Tentatives de dialogue : Grand Dialogue National et réformes institutionnelles	49
2.2.3. Résilience locale, société civile et acteurs non étatiques	51

CHAPITRE II : CADRE INSTITUTIONNEL ET DYNAMIQUE BUDGETAIRE EN PERIODE DE CRISE (2014-2024)	53
I. Organisation institutionnelle et cadre de gestion budgétaire.....	54
1. Architecture institutionnelle et rôle de la présidence	54
2. Réformes budgétaires : Loi de Finances 2018 et nouvelles règles de discipline financière.....	58
II. Évolution macroéconomique et contraintes financières	60
1. Situation Economique du Cameroun depuis 2014.....	60
2. Pressions fiscales et Endettement public	63
III. Aperçu budgétaire en période de crise	66
1. Structure du budget national et part des dépenses de sécurité.....	66
2. Incidence des crises sur les allocations sectorielles	68
CHAPITRE III : ANALYSE COMPAREE DES CRISES BOKO HARAM ET ANGLOPHONES	73
I. Dynamiques sécuritaires comparées	74
1. Similitudes dans les dynamiques sécuritaires.....	74
1.1. Nature asymétrique des conflits	75
1.2. Mobilisation accrue des forces de défense et de sécurité	77
1.3. Implication d’alliances régionales et internationales	78
2. Différences dans la nature du conflit et les zones affectées	80
2.1. Boko Haram : menace transfrontalière concentrée dans l’Extrême-Nord.....	84
2.2. Crise anglophone : conflit interne à forte dimension politique et identitaire	87
2.3. Différences dans les modes opératoires, les temporalités et les cibles stratégiques	91
II. Évolution budgétaire des deux crises.....	94
1. Évolution des crédits alloués à la défense et à la sécurité (2014–2024).....	94
2. Pression sur les finances publiques et déficit budgétaire	96
3. Effets indirects sur les secteurs sociaux (santé, éducation, infrastructures).....	99
III. Conséquences macroéconomiques et sociales.....	102
1. Impacts sur la croissance et les investissements	103
2. Perturbations fiscales et endettement	105
3. Dégradation des infrastructures et services publics	106
CHAPITRE IV : DEFIS ET PERSPECTIVES POUR LA STABILITE BUDGETAIRE	109
I. Les défis actuels.....	110

1. Défis sécuritaires persistants	110
2. Financement public : Pression budgétaire et dépendance extérieure.....	113
3. Perturbations économiques et fiscales	115
II. Perspectives de sortie des crises et stabilisation budgétaire.....	118
1. Réformes budgétaires et optimisation des dépenses	119
2. Stratégies de résolution des crises.....	122
3. Relance économique et attractivité des investissements.....	124
CONCLUSION	128
ANNEXES	131
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHES.....	141
TABLE DES MATIERES	153